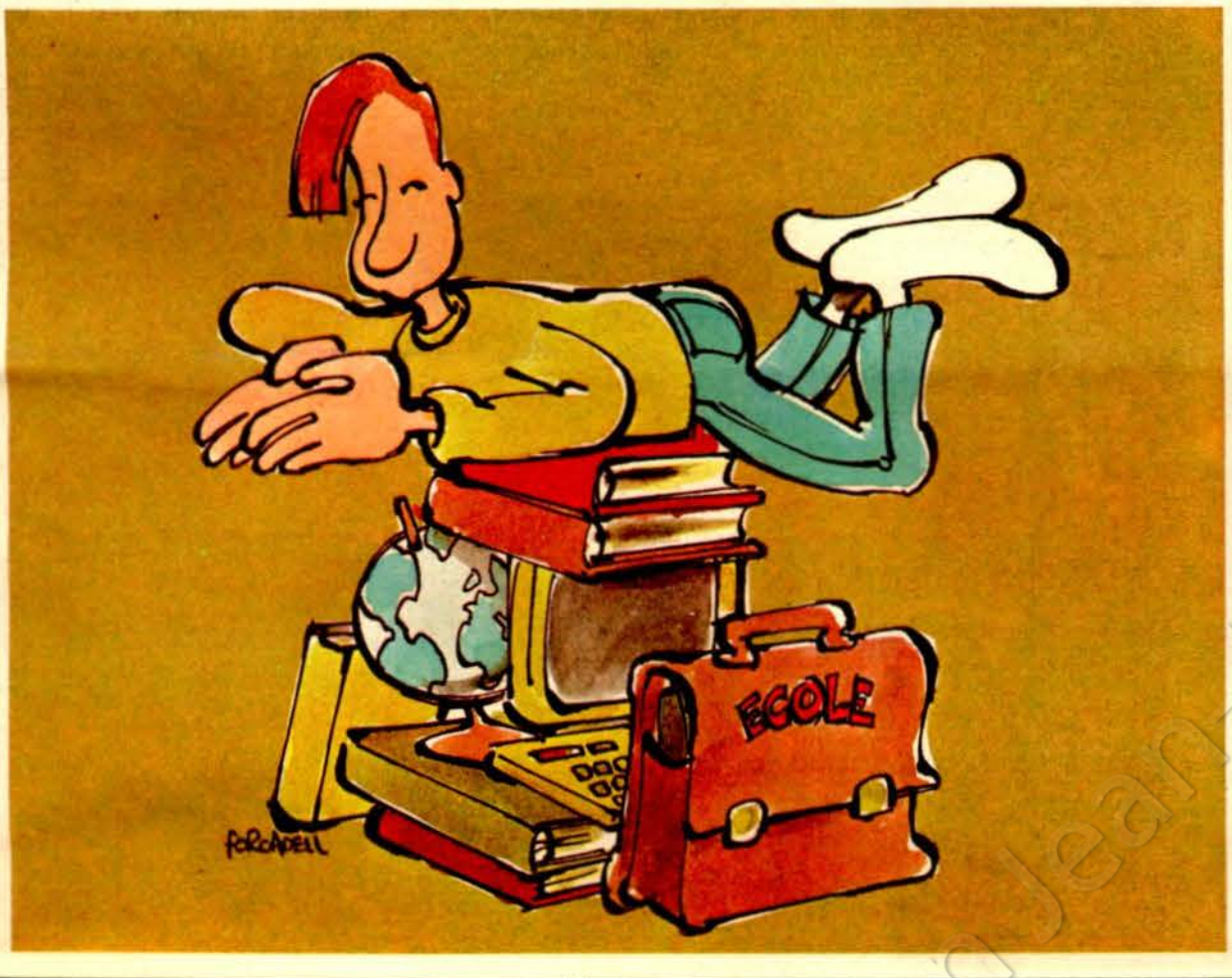
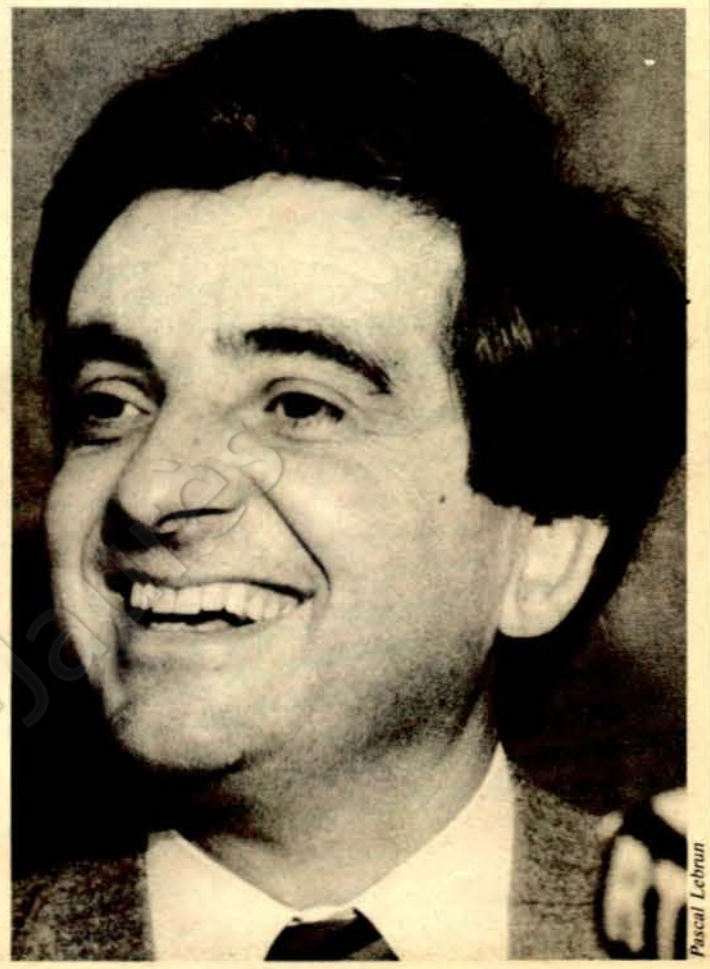
l'unité

M 2805 - N° 569 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 7 septembre 1984





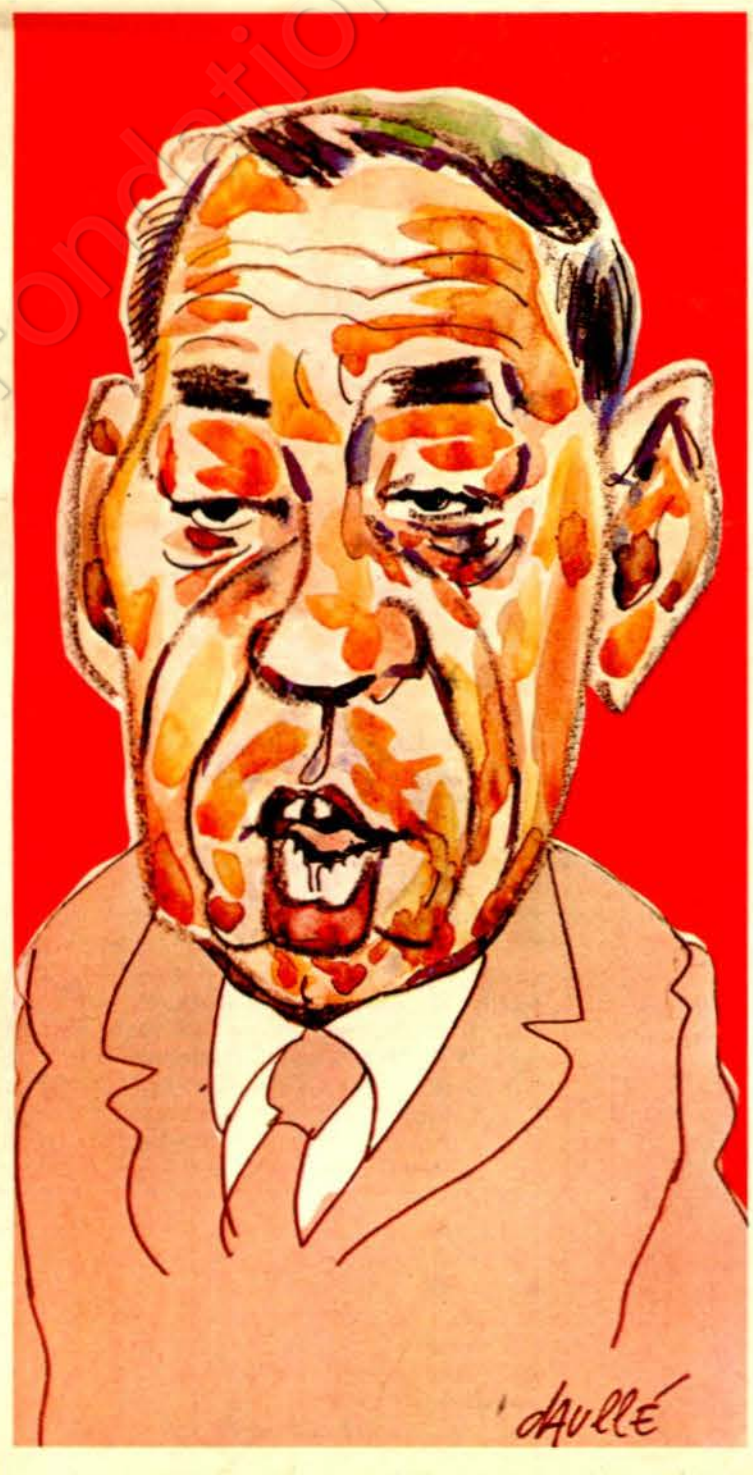
Pascal Lebrun

QUI A RECOLLÉ LE VASE DE SOISSONS ?

Rétablissant la paix scolaire comme par enchantement, ressuscitant les vertus républicaines de leurs cendres, Jean-Pierre Chevènement est en passe de gagner la dernière guerre des Gaules

QUELLE BAISSE DE NIVEAU ?

Dans la grande entreprise de dénigrement de l'école publique, la fameuse « baisse de niveau » n'a pas peu compté. Triste réalité ou fantasme archaïque ? Après enquête nous pouvons l'affirmer, la « baisse de niveau » est un mythe bête et méchant



DIPLOMATIE SECRETE : LE VOYAGE MAROCAIN DU PRESIDENT

Du grand ballet diplomatique qui s'est déroulé la semaine dernière du Maroc jusqu'au Tchad, les résultats n'apparaîtront que progressivement mais sûrement



Pascal Lebrun

QUELLE BAISSE DE NIVEAU ?

Dans la grande entreprise de dénigrement de l'école publique, la fameuse « baisse de niveau » n'a pas peu compté. Selon un récent sondage, 55 % des Français en seraient intimement convaincus. Triste réalité ou fantasme archaïque ? Après enquête nous pouvons l'affirmer, la prétendue « baisse de niveau » est un mythe bête et méchant

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« ILS » sont de plus en plus nuls... C'est à peine s'« ils » savent lire... Quant à l'orthographe, elle est morte... » Antique refrain qui a pris ces derniers mois une étrange actualité. Omniprésente dans les collèges, colportée par les journaux, reprise par la « vox populi », la « baisse de niveau » est devenue une notion évidente pour qualifier la faillite de l'enseignement public. La plainte semble unanime. Et chacun de citer des exemples, plus ou moins proches de lui, destinés à attester la réalité de cette dégradation, sans aucun doute possible.

Hé bien ! doutons. Depuis plusieurs dizaines d'années, des chercheurs et des enseignants se posaient sérieusement la question. Et toutes leurs études le prouvent : la baisse de niveau est un mythe.

D'abord parce qu'il faut commencer par comparer le comparable. Evaluation ô combien délicate ! En vingt ans, c'est fou ce que les programmes changent et les élèves aussi ! Pas dans le sens de la simplification ; le niveau d'exigence n'a cessé de grimper au rythme où s'étoffaient les programmes, se complexifiait le savoir auquel nos chers petits sont censés accéder.

En avance en maths

L'exemple le plus frappant, le moins contestable : les maths. Les parents qui râlent aujourd'hui contre la nullité de leurs enfants sont en général bien en peine de les suivre. Au point que, d'après une enquête qui vient d'être menée dans vingt pays par l'O.c.d.e., la France fait partie du peloton de tête : deuxième rang derrière la Nouvelle-Zélande au niveau des terminales scientifiques alors que les Etats-Unis et le Japon occupent les septièmes et huitièmes rangs. La France est en avance sur la plupart des pays dans l'enseignement de certains sujets et cela dès l'école primaire. Une tendance qui se renforce progressivement au cours du cursus. Et si, en quatrième, on note des résultats très voisins d'une classe à l'autre, cet « écart-type » se gonfle démesurément en terminale, ce qui signifie que certains jeunes Français sont parmi les plus forts en math du monde alors que beaucoup d'autres sont complètement abandonnés. C'est le lot des systèmes qui privilégient l'émergence d'une élite alors que Japonais et Américains présentent un écart-type très réduit.

Cette exigence-là, contrairement à l'idée la plus communément admise, se retrouve ailleurs que dans les disciplines scientifiques. Louis Legrand, qui a donné son nom au rapport sur les collèges, a fait passer en 1979-80 des tests qu'il a comparés à ceux qu'il avait fait passer en 1959. Ils portent aujourd'hui sur une grammaire dite implicite qui demande de savoir créer des énoncés, de donner des réponses intuitives. « Il ne s'agit plus seulement de mettre des étiquettes sur les mots mais de savoir les employer. » Même en analyse grammaticale, la demande est plus complexe et porte sur des groupes de mots au lieu de mots isolés. Et même dans ces conditions, les résultats sont comparables. Par exemple, le sujet inversé était détecté par 25 % des enfants testés en 1959 à leur entrée en sixième. Ils sont 23 % en 1980. Une différence d'autant moins significative qu'il y a vingt ans, les heureux élus du second degré ne représentaient que 20 % de la classe d'âge. Plus de 95 % aujourd'hui.

L'orthographe, dites-vous ?

ILS seront 40 000 élèves de plus cette année. Et face à eux : 2 300 enseignants supplémentaires. Les gros efforts : les collèges (50 000 enfants de plus), l'enseignement technique (16 à 20 000 places supplémentaires), et les maternelles (70 000 enfants de plus) où 1 400 classes nouvelles ont été ouvertes.

Pour l'instant, la rentrée s'annonce « normale », avec encore certainement des classes chargées dans le secondaire mais vraisemblablement peu d'accidents de parcours.

Les entreprises de réforme vont, bon an mal an, se poursuivre : 482 collèges (10 %) se lancent dans la rénovation ; et les micro-ordinateurs commencent à affluer : 12 000 l'an dernier, 35 000 cette année, tous les lycées équipés en 1986 et tous les collèges en 1988.

Jean-Pierre Chevènement a profité de la rentrée pour tracer les grandes lignes de l'action qu'il entend mener. Son objectif : « La formation doit être le fer de lance de la modernisation du pays. » Son analyse : « L'école ne peut tout faire. Elle doit d'abord remplir sa mission originelle, la transmission du savoir. » Son credo : « Les valeurs de la raison, de la tolérance ; l'amour de la connaissance : le bel héritage de la France. »

Un discours qui peut surprendre et qui sera certainement bien accueilli par la grande majorité des enseignants, eux qui souffrent aujourd'hui de ne pas voir leur travail reconnu.

Même chose. Les travaux d'étalonnage menés dans cette matière depuis les années vingt prouvent que les enfants d'aujourd'hui et leurs ancêtres maîtrisent les mêmes mots du vocabulaire courant au même âge, en moyenne.

C'est dans ce « en moyenne » que le bât blesse. « Ce qui a changé, c'est la population scolaire dans sa totalité », reconnaît Louis Legrand. Quand, à l'école primaire, on ne demandait aux enfants que de savoir lire et compter, on obtenait nécessairement de meilleurs résultats. Mais tous ceux que la République destinait à rester à l'atelier ou derrière le cul des vaches sont maintenant sur les bancs du collège. Rien à voir avec la clientèle triée sur le volet qui allait goûter les joies des belles lettres dès la sixième.

Plus ouverts, plus curieux

Les gosses d'aujourd'hui ont d'autres centres d'intérêt – que leurs profs partagent rarement – : une culture plus orale, marquée par le rock, la télé, la B.d... Un esprit plus ouvert aussi, qui appréhende beaucoup plus que ce qui était proposé à la curiosité des enfants il y a encore vingt ans.

Alors, dans ce contexte, la stabilité des résultats, si tant est que les tests aient une valeur, apparaît finalement impressionnante. Qui a dit « baisse de niveau » ?

Les profs, avant tout, qui expriment ainsi leur difficulté à enseigner, la solitude dans laquelle ils se débattent. Un malaise décrit en détail et en finesse par le livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman (« Tant qu'il y aura des profs », éd. du Seuil). Dénoncer la baisse de niveau, c'est la plus simple façon de rejeter la faute sur ceux qui ont eu, avant, la charge d'enseigner. Les profs de lycées se plaignent de leurs collègues des collèges, qui se plaignent des instits, qui se plaignent des conditions familiales et matérielles de leurs élèves...

Du côté des parents, le thème de la dégradation de la qualité de l'enseignement, aussi répandu soit-il, n'en est pas pour autant innocent. Car qui incrimine le « nivellement par le bas » ? Certainement pas les parents de milieux populaires. Derrière les critiques se cache mal la volonté de reproduction des élites, de ceux qui jugent leur petit menacé par les traînards.

Est-ce un hasard si les plaintes se sont multipliées ces derniers mois, en même temps que les attaques contre l'école publique et contre le gouvernement ? Est-ce un hasard si elles s'émettent toujours en référence à un passé « idéalisé » où les obstacles se surmontaient à coups de règles sur les doigts et de « par cœur » ? C'est vrai, les enfants ne connaissent plus leurs chefs-lieux de cantons ; c'est vrai, ils hésitent pour situer Jeanne d'Arc – sont-ils d'ailleurs plus nombreux dans ce cas qu'il y a trente ans ? – mais ils savent tellement d'autres choses ! Le malheur sans doute, aux yeux de certains, est qu'ils n'apprennent plus de la même façon, avec moins de souffrance apparente, moins de dévalorisation systématique, plus de respect pour ce qu'ils peuvent apporter. Encore l'école française a-t-elle, sur ce point, beaucoup de progrès à faire. Témoins, les échecs répétés de la plus grande partie des élèves, leurs désespoirs qui généralisent les violences dans les collèges en même temps que les tentatives de suicide.

Car si la baisse de niveau n'a aucun fondement, la crise de l'école, elle, est bien réelle. Essentiellement pour cause d'inadaptation à une mutation historique : en vingt-cinq ans, le nombre d'élèves du secondaire a été multiplié par cinq. Et surtout l'écrémage se fait plus tard : 30 % de la classe

(suite en page 4)

L'éditorial

PAR NICOLE CHAILLOT

IL est venu, il a vu, il a vaincu ! Ce que trois ans de négociations scrupuleuses voire pusillanimes mais profondément honnêtes n'avaient pu obtenir, Jean-Pierre Chevènement en bretteur opportuniste est en passe de le réussir. La « pax chevenementi », comme l'écrit latinistement « le Matin » semble régner sur un monde scolaire traumatisé, pantelant et qui n'attendait à vrai dire qu'un geste pour déposer les armes, panser ses plaies... et passer aux choses sérieuses.

Curieux d'ailleurs comme les termes utilisés pour qualifier le climat instauré par le jeune ministre de l'Education nationale résonnent aux oreilles des contemporains de la guerre d'Algérie : « les couteaux au vestiaire » ou « la paix des braves ». Faut-il donc croire qu'il était vain d'essayer de faire l'économie d'une guerre scolaire qui faillit déstabiliser sérieusement la gauche et offrit à la droite revancharde les armes qu'elle n'espérait plus ? Beaucoup pensent aujourd'hui, y compris dans nos rangs, qu'il fallait aller jusqu'à l'extrême bord de la déchirure pour que la nécessaire « révolution culturelle » s'opérât dans les deux camps. Est-ce si sûr ? Si aujourd'hui Jean-Pierre Chevènement, avec audace et astuce, sait parfaitement gérer le temps et mettre à profit le mini-état de grâce dont semble jouir le gouvernement Fabius, qu'en aurait-il été si, dans les six mois qui suivirent le 10 mai, la gauche avait su, profitant de l'inertie d'une droite groggy et d'un lobby privé qui s'attendait au pire, mettre en place sans coup férir ce grand service public unifié dont elle rêvait depuis si longtemps ?

Plus tard il était déjà trop tard et, comme l'écrit dans un remarquable texte Jean Andrieux, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, il n'est plus temps de sortir son mouchoir et de pleurer. « Le réalisme commande de dire qu'au sommet même de l'Etat, on a bel et bien décidé que l'union de la gauche, dans sa dérive, devait à l'évidence alléger son radeau et larguer par-dessus bord ses fardeaux encombrants, ses promesses pesantes faute de soutien populaire. » Une lucidité et une amertume qui résument sans doute assez bien le sentiment profond des militants laïques et socialistes. Oui, c'est vrai que le « peuple de gauche » n'a pas su se mobiliser sur un projet qu'il aurait dû prendre à cœur, alors que dans le même temps le « peuple de droite » n'a pas manqué de saisir sa chance de faire ployer un pouvoir qu'il déteste et méprise. Qu'a-t-il manqué au projet Savary, texte modéré, généreux et complet, sinon d'avoir été bien « vendu » ? Comme on lance une lessive ou un nouveau soda !

Chargé de mettre un terme à un débat empoisonné où la gauche perdait ses forces, Jean-Pierre Chevènement, armé de son seul pragmatisme et d'un sens aigu des relations publiques, a su réduire la fracture, brider la plaie à tel point que la cicatrisation est en bonne voie.

Moderniser, rassembler : à partir de ces deux mots clés, le dénouement de l'affaire scolaire fut rondement mené. Sans fuites, sans états d'âme et sans mouvements de menton. Ne manquons pas de nous en féliciter nous qui avons souvent, par le passé, déploré une cacophonie ministérielle qui paraissait incorrigible.

Le concensus autour des propositions de Jean-Pierre Chevènement est si large qu'il faut parfois se pincer en se disant que l'on ne rêve pas et que nous ne sommes que le 6 septembre, soit un peu plus de deux mois après le 24 juin ! De Michel Bouchareissas à Pierre Daniel en passant par Jacques Barrot et Lionel Jospin, tous s'accordent pour trouver frappées au coin du bon sens et de l'apaisement les déclarations du ministre de l'Education nationale. « La réussite individuelle et la réussite nationale sont inséparables. L'élitisme républicain est aussi une exigence profondément démocratique. »

Un discours à fort parfum rétro mais où les parents retrouvent leurs marques, les enseignants des raisons de ne plus désespérer et les politiques des repères immuables. Les hussards noirs – new look – de la République ont encore de beaux jours devant eux. Et tant mieux si les enseignants enfin caressés dans le sens du poil puisqu'« ils ont dans leurs mains l'avenir de la France » reprennent le chemin de l'école, du collège ou du lycée gonflés à bloc... en attendant l'effort budgétaire promis pour 1985.

Tant mieux si les parents ont le sentiment d'avoir à faire, en la personne de Chevènement, à un père soucieux d'assurer pour ses propres enfants « les connaissances de base, la lecture, l'écriture, la grammaire, l'orthographe, le calcul, des notions d'histoire et de géographie, en particulier de la France».

Tant mieux encore si les militants du C.n.a.l. qui n'affectent pas de porter le deuil de la loi Savary, trouvent dans les propositions du ministre sur l'ouverture possible d'écoles publiques là où elles n'existaient pas des motifs de re-mobilisation : « Le jour de la pré-rentrée, je serai à Andrezé dans le Maine-et-Loire avec les militants laïques du département, qui exigent depuis des années l'ouverture d'une école publique dans cette commune et que le maire refuse », a prévenu Michel Bouchareissas. Et tant mieux enfin si, dans un entretien au « Monde », Michel Debré annonce la couleur en déclarant : « Alors la paix scolaire viendra comme doit venir la fin de la lutte des classes. » Au moins les choses sont claires, leur « paix » n'est pas la nôtre et le grand débat sur l'école et la laïcité n'est pas tranché. Retour à la case départ. N'est-ce pas Jean-Pierre Chevènement encore qui pourrait conclure : « C'est parce que la situation est difficile qu'il faut à la fois l'impulsion d'en haut et l'élan d'en bas. »

QUI A RECOLLÉ LE VASE DE SOISSONS ?

Rétablissant la paix scolaire comme par enchantement, ressuscitant des vertus républicaines ensevelies sous la logorrhée conviviale, Jean-Pierre Chevènement est en passe de remporter la dernière guerre des Gaules.



(suite de la page 3)

d'âge entrait en sixième en 1950, près de 100 % aujourd'hui. Et, face à ceux-là, l'école échoue.

Certains se plaignent du manque de sélection ? 40 % de ceux qui entrent en sixième accèdent en seconde. Et un quart seulement obtiendra le bac. Un système terrifiant de sélection par l'échec qui a deux conséquences : l'échec de l'orientation — pratiquement la moitié des jeunes sortent du système scolaire sans formation ni diplôme — et un enseignement technique lamentable, destiné à faire attendre la limite d'âge aux exclus de la filière « noble », celle des études longues.

Face à ce constat, l'unanimité se fait pour incriminer la réforme Haby et l'hétérogénéité que le collège unique a voulu instituer à partir de 1975. En fait, près de 60 % des classes ont reproduit les filières de façon plus ou moins camouflée, par le biais d'enseignements comme l'allemand ou même le latin, qui connaît un renouveau. Une inégalité d'autant plus insupportable qu'elle s'exerce de façon occulte, hypocritement, sans recours. Et toujours contre les mêmes, les enfants de classes populaires ou d'immigrés.

Faut-il alors baisser les bras, abandonner tout espoir de construire l'école démocratique ? La tentation existe, et pas seulement à droite, comme le prouvent les critiques adressées de toutes parts à la réforme Haby, l'hésitation à maintenir la sectorisation grâce à laquelle continue malgré tout à s'opérer un certain mélange social. Ou encore le ramdam en faveur de l'école « libre ».

Dans une logique libérale, qui revient décidément à la mode, le retour aux filières non camouflées est inévitable. Cesser de mélanger torchons et serviettes aurait pour effet de soulager quelques profs traumatisés — et ils sont nombreux. Mais certainement pas celui de relever d'un coup de baguette magique le niveau général des études.

Se résoudre à sacrifier plus d'un jeune sur deux, ce serait entériner l'idée d'un gaspillage national, s'assurer de perdre la face dans la compétition internationale. N'oublions pas que la quasi-totalité des ouvriers japonais a le niveau du bac : la démocratisation de l'école, plus que jamais, est une nécessité vitale. Même d'un point de vue libéral.

Alors ? L'école doit changer. Elle doit s'adapter aux élèves au lieu de poursuivre l'espoir — entreprise déraisonnable — que les élèves s'adaptent à elle. Une proposition de bon sens ? Mais, avec l'institution scolaire — lourde machine sclérosée —, rien n'est simple. Et la logique du changement conduit à attaquer quelques tabous.

Révisions idéologiques

Intégrer la technologie ? Indispensable. Mais cela signifie la fin de l'orientation par l'échec. « Que faire alors de ceux qui ne suivent pas ? » Cela demande aussi de cesser de porter au pinacle le savoir classique et abstrait sur lequel se pratique aujourd'hui la sélection de l'élite. Comment valoriser l'enseignement pratique, avec des enseignants moulés aux vertus du positivisme français, pour lequel n'est noble que le savoir intellectuel ? Sérieux bouleversement des mentalités qui implique aussi la mise en avant du travail collectif — que devient l'esprit de compétition ? —, la valorisation de la recherche, de l'adaptabilité — ça se mesure comment, l'adaptabilité ? Ça se note comment ?

Second impératif : ouvrir l'école. Mais souvenons-nous du silence pudique qui a accueilli les propositions d'Antoine Prost pour la définition de « bassins de formation » où tous les établissements d'une région travailleraient ensemble, se partageraient équipements et enseignants et accepteraient de jeter plus que des passerelles symboliques entre l'école et l'entreprise. Quant aux structures qui permettent aux parents d'intervenir réellement dans la gestion de l'école, elles figurent en bonne place dans le rapport Legrand mais n'entrent pas dans les faits, même dans les collèges rénovés.

Troisième nécessité : différencier la pédagogie. « Notre enseignement abstrait et sélectif massacre des élèves qui pourraient ne pas l'être », constate Louis Legrand, qui propose de laisser s'exprimer les pensées concrètes, « tout aussi aptes que les autres à raisonner et à chercher. » Créer des groupes de niveau-matière, organiser la concertation régulière de l'équipe enseignante, adapter les horaires, les programmes et les épreuves à la réalité de chaque établissement : autant d'idées qui heurtent de plein fouet le tabou de l'égalitarisme républicain. Surtout lorsqu'elles induisent l'autonomie des établissements, la gestion paritaire et collective, le changement de statut des enseignants.

Ce tour d'horizon suffit à comprendre que nous sommes encore très loin d'engager la réforme. Pourtant, l'évolution sociale est irréversible. Ou l'Education nationale « implose » — selon la formule de Hamon et Rotman — et assume un pluralisme effectif, ce qui, aux yeux de beaucoup, signifierait qu'elle se dénature. Ou elle continue à se recroqueviller, à se défendre de tout mouvement, à produire des déclassés. Et elle risque le démantèlement pur et simple, sous la houlette de libéraux qui auront beau jeu de stigmatiser son incompétence pour mieux subordonner la formation aux fluctuations de l'emploi. L'heure est aux révisions idéologiques. Celle de l'école a déjà sonné.



COMITE DIRECTEUR DU P.S. DE QUOI NOURRIR LA RENTREE

PAR ANTOINE VIOLET

LA dernière réunion du Comité directeur du Parti socialiste remonte au 30 juin. Il n'a pas eu l'occasion encore de délibérer sur les événements politiques de l'été (changement de gouvernement, départ des ministres communistes, discussions sur le référendum, nouvelles dispositions en matière scolaire, situation au sein de l'opposition, etc.). C'est dire l'importance de la session convoquée pour ce week-end et qui donnera lieu sans doute à un large débat.

Cette cession a été préparée ces derniers jours par une série de réunions particulières regroupant des responsables nationaux et fédéraux appartenant à différentes sensibilités. En dépit des spéculations auxquelles s'est livrée une partie de la presse au sujet de ces réunions, aucune d'entre elles n'a fait apparaître de divergence sérieuse avec les positions prises par la direction du parti. Comme l'avaient fait les amis de Pierre Mauroy il y a deux semaines, Michel Rocard a réaffirmé devant les siens sa solidarité avec l'action du gouvernement de Laurent Fabius, Robert Chapuis ajoutant que les « rocardiens » vont « contribuer à l'effort de réflexion du Parti socialiste qui accompagne l'effort du président de la République pour donner plus de force à l'action du gouvernement et à l'influence de la gauche dans le pays ».

C'est donc un parti solidaire, au sein duquel le débat demeure ouvert comme il l'a toujours été, qui va délibérer samedi et dimanche. Ce qui n'empêchera pas les membres du Comité directeur de se poser un certain nombre de questions sur les conséquences des événements intervenus en juillet et en août. Les uns s'interrogeront, par exemple, sur les conditions et les limites de l'ouverture proposée par le Premier ministre dès son discours d'investiture à l'Assemblée nationale, le 24 juillet, et sur laquelle il s'est à nouveau exprimé mercredi soir à la télévision. D'autres feront part de leur sentiment sur le retrait du Parti communiste et la position de plus en plus critique prise par celui-ci. D'autres enfin, qui s'étaient particulièrement engagés dans le débat scolaire, voudront voir précisées les répercussions pratiques du retrait du projet de loi Savary et de l'accord général qui semble être intervenu autour des dispositions proposées la semaine dernière par le ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement. Les uns et les autres évoqueront également certains problèmes aigus de la rentrée sociale que ce soit chez Citroën ou à Creusot-Loire. La présence au Comité directeur de plusieurs membres du gouvernement permettra sans doute une série d'échanges utiles après une période où, mises à part les déclarations de Lionel Jospin, Jean Poperen, Marcel Debarge ou Bertrand Delanoë, le Parti socialiste est apparu bien silencieux.



Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Photos de classes

PAS tendre, ce livre. Et nul n'en réchappe. L'administration brouillonne, monstre échoué à force de lourdeurs et de centralisme. Le syndicalisme qui prospère sur les lacunes de la bureaucratie, qui monopolise l'information, mais reste l'unique garant de la cohérence du corps face à l'incohérence du système. Les enseignants, bien sûr, ballottés de réforme en réforme, mal préparés, insuffisamment formés, culpabilisés de leur échec face à des élèves qui ne leur ressemblent pas. Profs comédiens qui tentent de séduire un public de plus en plus difficile parce que de moins en moins motivé. Profs réfugiés dans le désinvestissement, totalement encadrés statutairement mais isolés professionnellement, désespérément seuls.

Sans complaisance, Hamon et Rotman dressent le tableau d'une école prête à tout pour se dérober à la concurrence, institution au rendement médiocre qui se désagrège de s'être trop protégée contre les risques, les à-coups de la vie. Et qui a perdu contact avec la réalité. Crise de l'institution, crise de la pédagogie, crise des enseignants...

Pourtant, « Tant qu'il y aura des profs » n'est pas un livre de procureur. Il n'accuse pas mais essaie de comprendre et, en décortiquant les mécanismes, réussit à laver les enseignants des soupçons qui pèsent trop souvent sur eux dans l'opinion publique. Un livre fondamentalement pessimiste, mais qui a le courage de remettre les pendules à l'heure, du moins pour aider à ce que se rétablisse un dialogue entre les enseignants et les parents.

F. de G.

« Tant qu'il y aura des profs » — Hervé Hamon et Patrick Rotman. — Ed. du Seuil.

DROITE : Y'A DU ROULIS, Y'A DU TANGAGE

En faisant prendre cet été un tournant à son septennat, François Mitterrand a engagé le vaisseau de l'opposition dans la dernière ligne droite.
La traversée ne sera pas une promenade de santé pour le R.p.r. et l'U.d.f.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

ON l'avait presque oubliée. Silencieuse pendant tout l'été, Simone Veil a fait une rentrée d'autant plus tonitruante, lundi, lors de l'université d'été du Parti radical. Tout y est passé : le référendum, les divisions de l'opposition, « la décrispation et surtout l'alliance avec le Front national. Sur ce dernier sujet, Simone a frappé très fort : « Je ne vois pas comment un parti et ses membres pourraient poursuivre le combat pour les droits de l'homme et le respect dû à la personne humaine dès lors qu'ils font alliance, même sur le plan local, avec des formations utilisant le sentiment de haine et de xénophobie dans la population. »

Difficile de condamner plus clairement le R.p.r. et même l'U.d.f. qui n'ont pas hésité à accueillir dans leur giron, en Corse, le C.n.i.p. et le Front national. Et Simone Veil d'ajouter : « Si l'on accepte de faire un bout de chemin avec certains alliés, on ne peut qu'accepter certaines de leurs idées et en porter les stigmates. » Louable mais paradoxale constatation de la part du chef de file de la droite aux élections européennes qui traînait sur sa liste des gens comme Malaud, Poniatowski, Hersant...

Qui « collabore avec l'ennemi » ?

Mais l'opposition n'est plus à une contradiction près. En prenant nettement position sur les rapports entre droite et extrême droite, Simone Veil accentue le malaise et les divisions qui ont éclaté cet été au R.p.r. et à l'U.d.f. Alors, où va la droite ? Triomphante après les élections municipales et européennes, arrogante au soir de la manifestation du 24 juin, voilà qu'en quelques semaines, elle sombre dans une soudaine cacophonie, mettant à nu ses véritables dissensions. Au point que, le 31 août, le sectaire Bernard Pons, usant d'un langage guerrier que jamais la gauche n'avait tenu lorsqu'elle était dans l'opposition, accuse les frondeurs du R.p.r. de « collaborer avec l'ennemi ».

Subtilement, c'est le président de la République qui, par ses initiatives estivales (annonce d'un référendum et nomination de Laurent Fabius à Matignon), a déclenché un processus de division au sein de l'opposition. Il faut dire que le terrain était propice :

(suite en page 6)



RENE REMOND: "EN MULTIPLIANT LES GESTES D'OUVERTURE, LE GOUVERNEMENT NE POURRA QU'ACCROÎTRE L'EMBARRAS DE LA DROITE"

René Rémond, politologue, spécialiste des « droites » en France, nous livre l'analyse qu'il fait des divergences au sein de la droite :

« L'Unité » : Pensez-vous que l'on assiste à l'apparition d'une « deuxième droite » ?

René Rémond : A mon avis, il est prématuré de parler de deuxième droite. Je vois plutôt le souci de quelques individus de se définir personnellement. Le désaccord peut s'approfondir sur la tactique; les divergences sont nettes sur la conception des rapports entre la droite et la gauche, la majorité et l'opposition.
Sur le plan de la tactique, si les hommes qui mènent la contestation comme Barnier, Millon, Seguin ont entre 30 et 40 ans et sont entrés en politique dans les années 1978-1981, il serait faux de voir uniquement un problème de génération. Ces hommes ont l'impression que la tactique de raidissement de la droite n'est pas efficace face à l'évolution de la gauche. Cela résulte d'une divergence d'appréciation sur la situation politique. Enfin, le désaccord porte également sur une certaine conception de la démocratie. On voit resurgir le vieux débat sur la légitimité. Il s'était déjà manifesté avant mai 1981 lorsque certains élus de gauche refusaient de recevoir Valéry Giscard d'Estaing lors de voyages en province. Mais le débat actuel pourrait être amplifié par le rôle de Raymond Barre. Il s'est démarqué de la demande de dissolution et adopte un point de vue légitimiste. Il devrait donc trouver l'accord des parlementaires.

– Pensez-vous que cette évolution de la droite peut modifier l'échiquier politique ?



– Le panorama politique est organisé à travers un axe droite/gauche. A droite comme à gauche on trouve des durs et des mous. De part et d'autre il y a peut-être des éléments qui seraient disposés à un regroupement des centres. Mais je n'y crois guère. Tout au moins c'est peu probable avant les élections de 1986.

– Ces divergences de la droite s'inscrivent-elles dans une tradition historique ?

– Je pense que dans cette affaire, les uns et les autres, à droite sont fidèles à leur tradition. Jacque Barrot, par exemple, par l'héritage intellectuel qu'il reçoit du M.r.p. rejette le clivage droite-gauche et serait plutôt favorable au rapprochement des centres. Et le discours dur, ce raidissement auquel contribue la surenchère. Le Pen ne peut pas faire l'unanimité. En fait, en multipliant les gestes d'ouverture, le gouvernement ne pourra qu'accroître l'embarras de la droite.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bédei

Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 5)

Philippe Seguin, député R.p.r. des Vosges, et Michel Noir, député R.p.r. de Lyon, dans deux entretiens accordés au « Nouvel Observateur », respectivement fin mai et le 13 juillet, soit trois jours avant le remaniement du gouvernement, mettaient en cause le discours et quelques pratiques de l'opposition tout en rendant hommage à certaines réformes de la gauche...

En bouleversant le paysage politique, François Mitterrand a creusé ces « fissures », selon l'expression de Lionel Jospin. Alors que la droite dure (les caciques et les appareils du R.p.r. et de l'U.d.f.) persistent à livrer un combat total au gouvernement, de jeunes députés déclarent tout de go, relayés par Raymond Barre et Simone Veil, qu'ils veulent en revenir à un débat plus modéré, à un dialogue plus ouvert entre majorité et opposition. Bref, l'unité de façade qu'avait maintenue à grand-peine la droite pendant trois ans s'effondre peu à peu.

Provenant des deux familles de la droite, les « cadets » contestataires, âgés de 30 à 40 ans, sont généralement de jeunes élus locaux. Conflit de génération ? Certes, le remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius (38 ans) a permis à François Léotard (42 ans), secrétaire général du P.r., de plaider pour un rajeunissement des cadres de l'opposition. Mais les divergences qu'expriment les contestataires dépassent le simple clivage des générations. Elles s'attaquent au discours, à certaines conceptions et à la tactique de l'opposition. Ainsi Philippe Seguin stigmatise « le langage qui n'est pas forcément responsable » de l'opposition, s'oppose à la dissolution demandée par Chirac et aux propositions économiques formulées par Juppé, dans la perspective d'un retour de la droite aux affaires. Au point que celui-ci se demande « ce qui retient Seguin dans l'opposition ».

Les centristes dans la brèche

Viennent ensuite les gestes concrets d'ouverture, la rencontre de François Léotard et de François Mitterrand à Brégançon et l'invitation lancée par Michel Barnier, député R.p.r., au chef de l'Etat (qui l'accepte) à assister à une session du Conseil général de Savoie, ce jeudi 6 septembre, à l'occasion d'un voyage à Montmélian. Des initiatives qui ont valeur de reconnaissance du président de la République et qui s'opposent à la campagne contre la légitimité du pouvoir, orchestrée depuis le mois de juin par la droite dure. Enfin, Charles Millon, député P.r. de l'Ain, souligne les contradictions de la droite dans un entretien accordé à l'Express : « Les Français ont du mal à comprendre le comportement d'une opposition qui, après avoir réclamé une consultation populaire, fait tout aujourd'hui pour qu'elle n'ait pas lieu. » Lucide réflexion empruntant à une argumentation que ne désavouerait pas la gauche.

Dans la brèche ainsi créée, les centristes s'engouffrent afin de redonner vigueur au discours libéral quelque peu étouffé par les vitupérations de Chirac. Bernard Stasi (C.d.s.) constate que « critiquer aujourd'hui les mesures que nous réclamions en 1981, c'est prendre le risque de passer à notre tour pour archaïques, dogmatiques et incompétents ». Quant à Jacques Barrot (C.d.s.), il pense que « l'opposition doit changer ses habitudes ». Aux divisions internes au sein des deux familles de la droite, s'ajoute une accentuation des divergences entre R.p.r. et U.d.f. C'est donc à un double niveau que s'approfondissent ces dissensions.

Les contestataires se permettent même d'applaudir quelques réformes de la gauche. Ainsi, selon l'enquête de « Libération » (3-4 septembre), Barnier, Léotard, Noir, Stasi approuvent totalement ou en partie des mesures gouvernementales comme la décentralisation, les lois Auroux, le mode de scrutin municipal, la cinquième semaine de congé, la retraite à 60 ans. Sur le plan économique, Léotard reconnaît que « la France peut se redresser », et Noir affirme que les « faits démontrent qu'il n'y aura pas de catastrophe économique ». Quant à l'œuvre de Robert Badinter, tellement décriée par la droite, Barnier la trouve « équilibrée », Barrot « positive sous bénéfice d'inventaire », Stasi « globalement positive », Seguin pensant qu'« il y a des choses à conserver ». Comme quoi le catastrophisme des caciques de l'opposition n'est pas partagé par tout le monde.

Est-ce pour autant l'émergence d'une « deuxième droite » ? Non. Tout ces jeunes loups affirment ne chercher aucun compromis. Ils se situent résolument dans l'opposition. En réalité, leur démarche s'explique par un souci de positionnement et de reclassement qu'éclairent les rentrées de Raymond Barre, Simone Veil et bientôt de Valéry Giscard d'Estaing.

Les sermons de Barre

L'opération dissolution montée bruyamment par Chirac ne prend pas. Selon un sondage Sofres-« Figaro », 53 % des Français souhaitent que l'Assemblée nationale aille au bout de son mandat. Défaite cuisante pour Chirac et les durs de l'U.d.f. comme Lecanuet. Décidément, le bilan de cet été n'aura guère été brillant pour les chiraquiens. Non seulement le R.p.r. n'entraîne pas l'adhésion de la population sur ses thèmes de campagnes, mais son outrance favorise la résurgence d'un discours centriste et libéral passé pourtant à la trappe chiraquienne à l'occasion des européennes.

D'ailleurs, Raymond Barre n'a pas hésité à approfondir les divergences, admonestant rudement Chirac et ses sbires : « Il est inutile et vain de réclamer tous les dix mois la dissolution de l'Assemblée nationale, en sachant qu'elle n'aura pas lieu. » Et de dénoncer « le spectacle de l'agitation verbale qui s'évanouit dans l'impuissance ». En se démarquant de Chirac, Simone Veil a montré qu'elle n'était pas prête à se faire évincer du créneau centriste. Barre, Veil et bientôt Giscard, la lutte pour le contrôle de l'U.d.f., grande manœuvre préparatoire pour les prochaines échéances électorales de 1986 et 1988, a déjà commencé. « Un processus est lancé qui fera des ravages au sein de la droite », commente Bertrand Delanoë. ●



Philippe Seguin et François Léotard, vus par Bellenger.

LA LIGNE BEREGOVOY

La politique suivie par Pierre Bérégovoy paraît se situer dans la continuité de celle de son prédécesseur tout en accentuant la lutte contre l'inflation et en prônant la croissance

PAR STEPHEN GERE



« MON cher Jacques, tu n'as pas toujours été suivi. Je le sais, nous le savons. Mais tu as toujours été écouté. » Ainsi s'adressait Pierre Bérégovoy à Jacques Delors qui lui transmettait ses pouvoirs, le 20 juillet dernier, sous les lambris et les lustres en cristal de la Rue de Rivoli. Bérégovoy était-il d'accord avec Delors lorsque ce dernier, avant le 23 mars 1983, prêchait la rigueur ? En tout cas, il l'a suivi dans cette logique, la réussite spectaculaire du rééquilibrage des comptes de la Sécurité sociale l'a consacré expert ès rigueur auprès de la communauté économique internationale.

Dans une prospective récente sur l'économie française, l'O.c.d.e. soulignait le mérite du ministre de la Solidarité nationale, tandis que le « Wall Street Journal » estimait que sa nomination à la tête des Finances de notre pays avait été accueillie favorablement par la Bourse de New York. Deux bons points, donc, mais de la part d'organismes très libéraux... Est-ce dire que « Béré » a jeté aux orties ses convictions de gauche pour s'abandonner aux délices du libéralisme sauvage ? Au contraire. Comme Jacques Delors, le nouveau ministre des Finances est fermement décidé à donner une leçon de réalisme et de pragmatisme – de gauche – à ceux qui hier encore brocardaient « ces idéologues du gouvernement », au nom de tout autres principes, pas moins « idéologiques ». Alors, la ligne Bérégovoy dans la continuité de la ligne Delors ? Sans doute, avec toutefois une inflexion assez nette.

Une inflexion sensible à la différence des styles, chacun ayant sa manière de gouverner et sa conception personnelle de la psychologie des Français. Au moment où la France est en train de gagner – c'est sa conviction et il ne manque jamais une occasion de la dire – Pierre Bérégovoy pense que le temps est venu de desserrer un peu la rigueur des mots. C'est pourquoi le concept même de rigueur, trop morose à son goût, cédera le pas devant celui de croissance, il est vrai plus optimiste...

Plus optimiste et plus exact tant l'abus de termes austères a pu faire oublier que l'économie française restait sur un sentier de croissance, certes modeste, mais non négligeable. En arrivant Rue de Rivoli, Pierre Bérégovoy hérite d'une situation assainie et d'un taux de croissance du P.i.b. supérieur au 0,9 % de l'an dernier. Parler de croissance ne signifie pourtant pas qu'on va fabriquer de la croissance, du moins au moyen des instruments de politique économique traditionnellement dévolus à cette tâche, comme le déficit budgétaire. Au contraire.

La première tâche à la laquelle va s'atteler le grand argentier de la gauche est le maintien du déficit budgétaire dans les limites qui lui sont assignées, 3,3 % (et non plus 3 %) du P.i.b. Les hausses des tarifs publics en juillet avaient pour objet de faire payer à l'usager les prestations à un prix plus proche du « prix réel » – le principe de service public dût-il en souffrir – plutôt que de faire peser les déficit excessifs des services publics sur le budget de l'Etat. Car un déficit budgétaire se traduit par deux choses : de l'inflation lorsqu'on fait tourner la planche à billets ainsi qu'un endettement accru de l'Etat. Or Pierre Bérégovoy veut poursuivre la politique de désinflation engagée par Jacques Delors et réduire l'endettement extérieur de la France qu'il juge excessif. Même si un endettement d'environ 50 milliards de dollars, soit la moitié de l'endettement mexicain ou brésilien, ne ramène pas la France au rang de ces deux pays, contrairement à ce que prétend la droite.

Notre niveau technologique, nos capacités de production et d'exportation sont là pour rappeler que, quoique endettés, nous ne sommes pas en voie de sous-développement. Si nous nous sommes tellement endettés, c'est aussi pour financer notre programme nucléaire, c'est encore parce que le dollar a doublé en quatre ans. En tout cas, pour clore le chapitre sur le déficit budgétaire, le « ministre des comptes », comme l'appelle désormais la presse, est décidé à faire profiter le budget de l'Etat de son expérience acquise dans la gestion des budgets sociaux. On bouclera la loi de finances à 3,3 % du P.i.b., affirme-t-on résolument Rue de Rivoli.

Pourtant, à défaut de faire de la relance, on favorisera l'émergence des « conditions du retour à une croissance durable » qui, selon Pierre Bérégovoy, sont de trois ordres.

D'abord l'assainissement conjoncturel. Réduire les déficits, nous l'avons vu, et poursuivre l'effort de désinflation. Mais Bérégovoy est, dit-on, partisan d'une lutte plus vigoureuse contre l'inflation, à la différence de son prédécesseur, partisan d'une démarche graduelle. Au moment de son départ, Jacques Delors avait déjà réussi une désescalade de moitié, en partant de très haut. Il s'était fixé un objectif de 5 %, plaçant artificiellement la barre très haut pour obtenir un bon résultat intermédiaire. Chez Bérégovoy, on n'usera pas de la même psychologie. Il est essentiel, dit-on, d'atteindre les objectifs qu'on se fixe, au risque de donner une impression d'échec aux Français. Qu'importe la tactique pourvu qu'elle réussisse.

La modernisation industrielle, c'est l'ex adaptation structurelle du diptyque de Jacques Delors. Ce que son prédécesseur a entrepris avec Laurent Fabius – en précisant qu'il l'avait réalisé à 30 % –, Pierre Bérégovoy le poursuivra avec le ministre des Restructurations industrielles, Edith Cresson, dans la volonté toutefois d'accélérer les choses. Le ministre réaffirme son souhait de voir associés les travailleurs et les chefs d'entreprise dans la recherche des solutions à apporter aux problèmes industriels. Un souci de démocratie et de réalisme économique tout à l'honneur du ministre, à l'heure où la droite braille sur tous les tons son intention d'éliminer les « syndicats politisés » de la sphère économique et sociale.

Troisième condition d'une croissance soutenue, que les femmes et les hommes, les jeunes en particulier, soient mieux formés. Chacun sait qu'au Japon 95 % d'une classe d'âge a son bac contre 35 % chez nous. Mais cette exigence de formation n'a de sens que si la droite cesse d'agresser l'école de la République et ses enseignants.

Enfin les mesures prises en faveur de l'investissement productif – on a parlé de détaxation des revenus investis dans les entreprises locales – vont apparaître comme des mesures de relance sélective, capables, avec l'exportation et un maintien du pouvoir d'achat, de « tirer » une croissance française au moins égale sinon supérieure à celle de nos partenaires.

Au fond, si l'on se fie à ses premières déclarations de ministre des Finances, la politique suivie par Pierre Bérégovoy sera dans la continuité de celle de son prédécesseur tout en dessinant les points d'inflexion vers une croissance plus soutenue que devrait permettre l'amélioration constante de l'économie française. ●

Coll. Fondation Jean Jaurès

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39

Avec le Crédit Agricole, donnez des outils à votre savoir-faire.



L'artisanat et le commerce
sont des secteurs indispensables à la
vie économique française.
Mais pour demeurer des secteurs
dynamiques, ils ont besoin d'outils adaptés
à leurs problèmes particuliers
(installation, développement, équipement
en matériel, gestion...).
Le Crédit Agricole, qui a su garder une
dimension régionale et humaine, offre
des outils performants à leur savoir-faire.
Par des financements spécifiques,
un appui logistique, des services de conseil
et d'assistance, le Crédit Agricole permet
à l'artisanat et au commerce de
toujours entreprendre.
Avec le Crédit Agricole, récoltez
les fruits du bon sens.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

Du 20 au 23 novembre 1984, parc des Expositions, porte de Versailles Paris

MEI 84



Dessin de Stanislas Bouvier / 685

Chefs d'entreprise, industriels,

Vous êtes consommateurs d'énergie

Vous pouvez
- diminuer le poids de votre facture énergétique
- analyser vos besoins réels en énergie
- développer des technologies nouvelles et économes
- adapter vos choix d'énergie à vos besoins propres
- prendre la bonne décision d'investissement

Venez faire le point à MEI 84

Le Premier Salon Professionnel de la Maîtrise de l'Energie dans l'Industrie.

Vous y trouverez un hall d'exposition rassemblant sur 2.500 m² les équipementiers, fabricants de matériels, bureaux d'études, performants et spécialisés dans l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Vous assisterez aux Journées Techniques organisées par l'Association Technique pour les Economies d'Energie (A.T.E.E.) où gestionnaires, décideurs, experts techniques en maîtrise de l'énergie exposeront les résultats de leur recherche et de leur expérience.

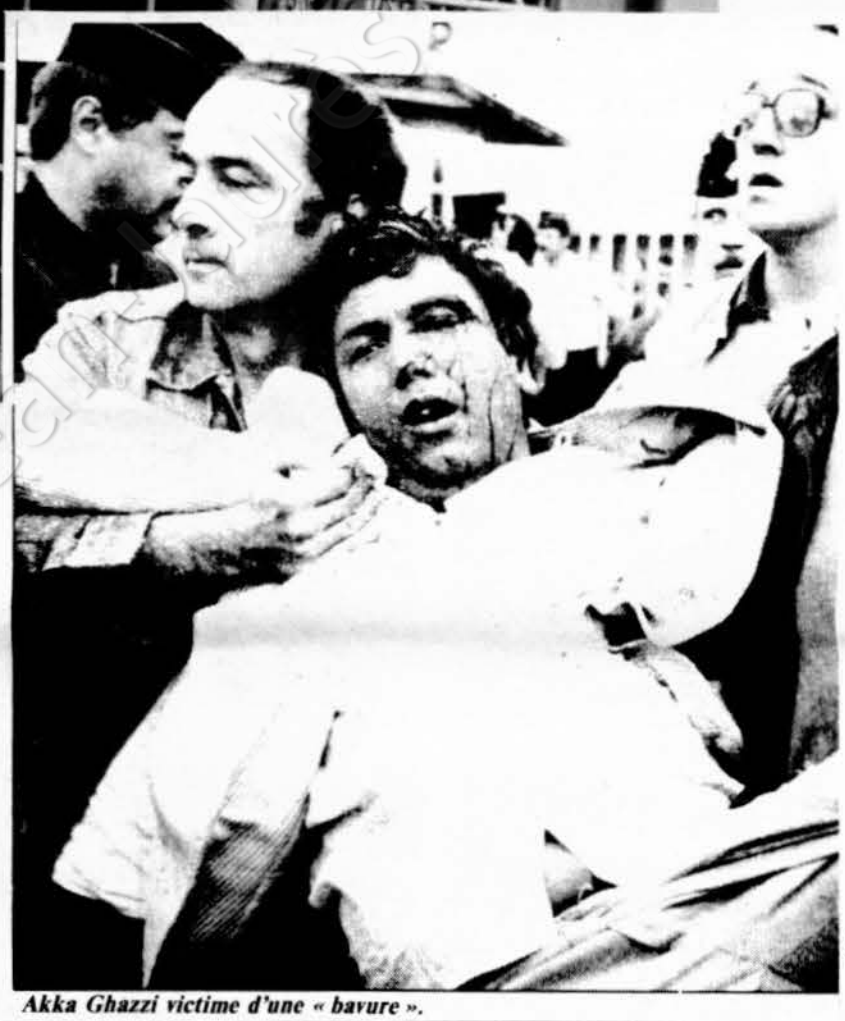
Renseignements et inscriptions : Entreprise et Promotion 49, rue Rodier, 75009 Paris. Téléphone : (1) 280.17.60 (1) 280.16.08

Fonds Fondation Maurice Thorez



A.f.p.

Les « cages à rats » de Citroën-Aulnay.



Akka Ghazzi victime d'une « bavure ».

CITROEN-PEUGEOT LE SYSTEME EST TOUJOURS DEBOUT

Renforcé par la prise de pouvoir de Calvet le dur, le célèbre système Peugeot-Citroën n'est pas facile à contourner. Rester un espoir réel pour les licenciés : le centre de formation de l'automobile

PAR CLAUDE JADOUL

« JE suis comme Saint Thomas » : Georges Guttierez, le responsable « automobile » de la F.t.m.-C.g.t. n'est pas très chaud à l'égard du plan de reconversion des 1 909 licenciés de Citroën. Le syndicaliste se pose des questions. Normal. Georges Guttierez est aussi, il faut le dire, sous le coup de la « bousculade » du vendredi 31 août devant les « cages à rats » de Citroën/Aulnay. Une bousculade qui s'est soldée par l'hospitalisation d'Akka Ghazzi, le secrétaire général du syndicat C.g.t. d'Aulnay. Une affaire bizarre à plus d'un titre. Et ce n'est pas un hasard si le préfet de la Seine-Saint-Denis a ordonné l'ouverture d'une enquête sur le comportement des forces de police à cette occasion.

Les barbelés des fameuses « cages à rats », par lesquelles doivent obligatoirement transiter les travailleurs ce petit matin du 31 août, rendent encore plus amer le retour de vacances. On n'était plus habitué aux méthodes musclées de Citroën depuis 1982, date à laquelle un puissant mouvement des travailleurs a tout à la fois entamé le système Citroën et battu en brèche le rôle du syndicat maison, la C.s.l. Irrésistiblement, les « cages à rat » rappellent donc de mauvais souvenirs d'une période récente.

5 h 45. La C.g.t. déploie sa sono sur le parking, face aux cages. Très sec, un dirigeant des forces de l'ordre intervient : prière d'évacuer la sono. Palabres. Les travailleurs arrivent, sortant des cars. Immédiatement, les policiers forment écran entre les distributeurs de tracts et les travailleurs. Re-palabres. Le ton monte. Soit, on pourra distribuer, mais la mauvaise grâce est évidente. En revanche, pas question de laisser entrer les délégués syndicaux par la grande porte. A la cage, comme tout le monde, scrongneugneu ! Akka Ghazzi râle. Sa dignité de syndicaliste, il y tient. La C.g.t. n'a-t-elle pas arraché, de haute lutte, cette dignité en 1982 ? Le secrétaire général entreprend donc d'escalader la porte de fer de l'entreprise. Vingt paires de bras policières s'emparent du Marocain récalcitrant. Les matraques sortent, malgré les consignes de la place Beauvau. Bilan : une arcade sourcillière brisée pour Akka Ghazzi qui gît inanimé sur le sol. Et les coups de pied pleuvent, malgré les interventions des gradés... Plus quelques coups de matraques à Georges Guttierez, en prime. Les deux hommes sont évacués vers la clinique Robert-Ballanger.

Comme rentrée sereine, c'est plutôt raté. Un responsable policier, lui, se couvre publiquement... en invoquant un ordre – imaginaire – du ministre du Travail qui n'en peut mais... Histoire peut-être de mettre la bisbille parmi la gauche ? « Il faut faire attention aux dirigeants de la police que l'on envoie dans des affaires comme celle-là », dit Georges Guttierez.

Et pendant ce temps, on négocie

Une affaire qui a, en tout état de cause, créé un mauvais climat. Et contribué à durcir l'attitude des protagonistes. A preuve les débrayages et les manifestations à l'usine d'Aulnay. Mauvais lorsque l'on négocie et qu'un homme comme Roland Hodel, président du Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile, créé par Pierre Bérégovoy à la veille des vacances, essaye de trouver une cote – une formation adéquate – bien taillée avec Akka Ghazzi et ses amis. Et comme on peut tout supposer de la part d'un homme tel que M. Calvet, patron de Citroën et ex-directeur de cabinet de Giscard...

Les négociations achoppent sur deux points : le contenu de la formation et la garantie d'un emploi, dans l'automobile, à l'issue des dix mois de formation. « Cette formation doit déboucher sur un diplôme », explique Georges Guttierez. Et Roland Hodel est bien d'accord là-dessus. « Toutes les formations seront capitalisées », le président du Centre est formel. A l'issue de leur stage, les travailleurs recevront soit un diplôme équivalent à un C.a.p., soit un titre équivalent de l'A.f.p.a. (Association pour la formation professionnelle des adultes). Pas question donc d'une formation bidon ou d'un stage-parking.

Dans cette affaire, le Cen-

tre agit comme un maître d'œuvre qui sous-traitera des formation *adhoc* auprès d'organismes privés ou publics (A.f.p.a.). D'ores et déjà, Roland Hodel et son équipe s'évertuent à lever les carcans administratifs : il faut aller vite en besogne. Une difficulté : la lettre de licenciement adressée par Citroën aux 1 909 travailleurs parle de dix mois de formation, alors que Roland Hodel cite une période de douze mois initialement prévue au cours des entretiens entre Michel Delebarre, André Sainjon et Calvet.

« C'est pas normal », dit Francis Grégorix, l'un des secrétaires fédéraux des métallos C.g.t. qui exhibe un exemplaire de la fameuse lettre de Citroën à l'appui de sa grogne. Un sujet d'irritation de plus. Roland Hodel a une doctrine pour gérer le dossier. Il souligne : « le Centre est opérationnel dès demain. » Il y aura, très vite, une information collective des travailleurs au cours de la « phase d'accueil ». Et des entretiens individuels devront permettre de dégager les acquis professionnels des 1 909 licenciés et de « repérer leurs potentialités. »

« Chaque travailleur a un savoir-faire acquis par l'expérience qu'il faut mesurer. » C'est dans ce cadre, notamment, que le Centre pilotera très étroitement la formation de 150 à 200 licenciés par « le biais des techniques informatiques. » Ceux-là seront tout désignés pour des applications dans la robotisation de l'automobile. Un « hic » sérieux, de l'aveu même de Roland Hodel : « Entre 30 et 40 % des emplois en question ne sont pas encore créés dans ce secteur. » Une réalité qui « colle » difficilement avec la revendication cégétiste de la garantie de retrouver – automatiquement – un emploi dans le secteur automobile.

A cela, Guttierez répond : « Prenez un cas, celui de l'usine de Levallois, où l'on a réduit le personnel de moitié. Actuellement, les machines ne peuvent plus tourner car l'on manque d'hommes compétents, de l'aveu même de la maîtrise qui est inquiète pour l'avenir. » Et à Aulnay, l'usine n'est pas en capacité de sortir plus de 200 véhicules par jour. Est-ce comme cela que Citroën va récupérer des parts de marché ?

Les silences du plan Calvet

Il y a plus : le plan Calvet est muet sur la réduction du temps de travail, contrairement au film de la négociation que Pierre Bérégovoy avait dégagé avant l'été. Et l'on voit mal comment, dans ces conditions, Citroën pourra mettre en route son modèle de bas de gamme – la Cosa – qui lui fait cruellement défaut au moment où Fiat sort le sien.

Contrairement à Jean-Paul Parayre (qu'il vient d'évincer de la direction du groupe), Calvet ne raisonne qu'en termes financiers. Il a subordonné la construction de la Cosa aux licenciements mais avec quels travailleurs ? » La question de Guttierez est, en effet, pertinente. Et si la robotisation demande un personnel différemment qualifié, les choses se présenteraient mieux aujourd'hui. « Si la direction de la firme avait, par exemple, attribué ne fussent que deux heures d'alphabétisation par semaine à l'usine, peut-être que la reconversion serait plus aisée », dit-on au ministère du Travail. Mais voilà : Citroën s'est contentée de « faire suer le burnou » pour dégager des profits, sans apercevoir l'inéluctabilité des conséquences sociales de la robotisation...

Et si une usine comme Aulnay est neuve, elle n'est pas nécessairement moderne. Il suffit d'aller jeter un coup d'œil sur les chaînes. Et si le syndicaliste Guttierez revendique que « la formation débouche sur un emploi dans l'automobile et pas aux Assedic », d'autres secteurs intéressent aussi le réaliste Roland Hodel. « Nous allons essayer de faire prendre conscience aux licenciés qu'il n'y aura que des solutions individuelles. » L'hôtellerie, le commerce, les services de nettoyage, d'autres secteurs sont encore en mesure – en région parisienne – d'absorber du monde. Pourquoi les négliger ? ●

Jean-Paul Parayre.



Sygma

Gamma

Jean Calvet.



Roland Hodel.

CREATEURS D'ENTREPRISES, A VOS MARQUES, PRÊTS, PARTEZ !

De course d'obstacles, la création d'entreprise est en train de se muer en épreuve de sprint. Nous vous présentons un des Carl Lewis de cette nouvelle spécialité : Alain Dasté, p.-d.g. de Mégalpha International

PAR PHILIPPE MAQUAT

CREER une entreprise est, selon une enquête récente, le souhait de 2,5 millions de Français. Laurent Fabius et Edith Cresson, qui a annoncé le 29 août dernier une série de mesures destinées à concrétiser en moins d'un mois cette aspiration, avaient entendu l'appel.

Au niveau administratif, fini le parcours du combattant qui a découragé tant de bonnes volontés : formulaire standard pour établir le statut de l'entreprise, assouplissement des règles de domiciliation, suppression de l'enregistrement et du timbrage, et surtout immatriculation auprès du greffe des tribunaux de commerce n'excédant pas quinze jours constituent l'essentiel d'une panoplie de mesures rapidement complétées par l'apparition du livret d'épargne-entreprise que les futurs créateurs en quête de capitaux peuvent d'ores et déjà ouvrir dans les banques et les Caisses d'épargne.

Du marathon, on est donc passé au 100 m pour reprendre un titre emprunté à notre confrère « Libération ». Les créateurs français – ils furent 115 000 en 1983 – avaient bien besoin de ce ballon d'oxygène qui leur permettra de se rapprocher de leurs homologues américains puisque outre-Atlantique le rythme de création d'entreprises est de 600 000 par an. Nos Carl Lewis de la création d'entreprise, c'est pour bientôt, n'en doutons pas !

Et qui sait si certains d'entre eux ne connaîtront pas, dans quelques années, la réussite d'Alain Dasté, p.-d.g., jeune (37 ans) et heureux de Mégalpha International, une entreprise de micro-informatique créée en 1982 et dont le siège est à Paris. « Fin 1982, nous étions cinq et notre chiffre d'affaires était de 3 millions de francs, explique Alain Dasté ; fin 1984 nous seront quatre-vingts à quatre-vingt-trois et le chiffre d'affaires atteindra 100 millions de francs. » L'an prochain, l'effectif devrait être de cent-vingt à cent trente personnes et le chiffre d'affaires culminer à 230 millions de francs. En attendant 1987 et l'introduction sur le second marché boursier ouvert par Jacques Delors.

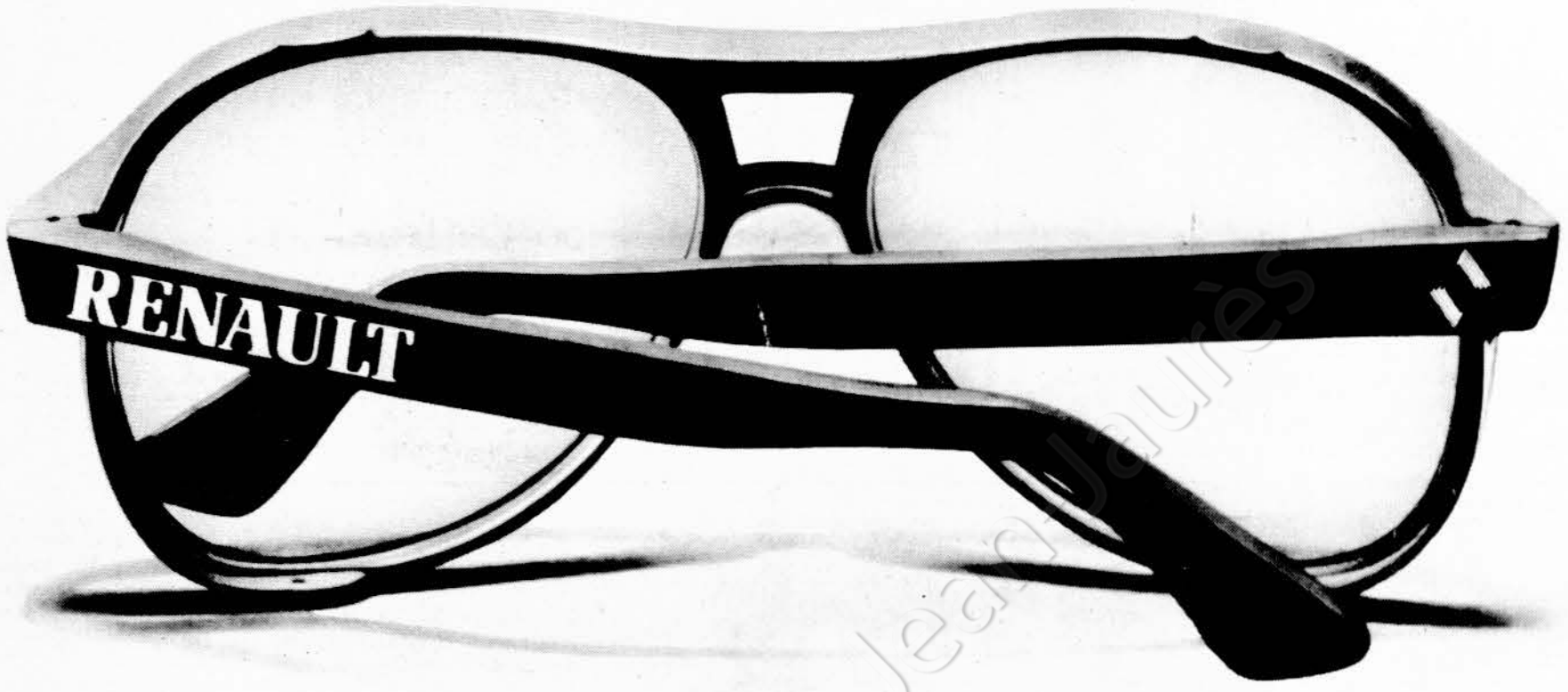
D'abord un défi à relever

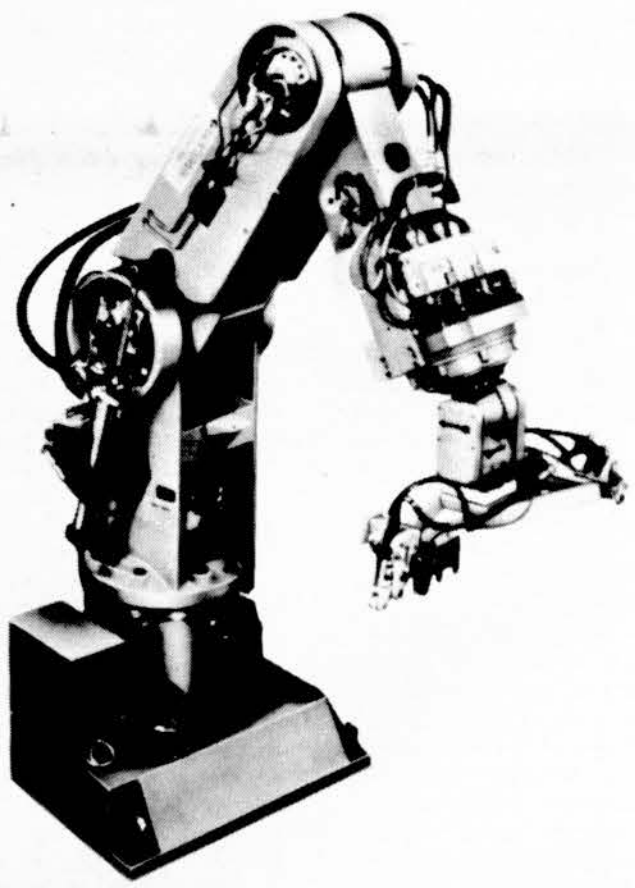
Mégalpha est-il un exemple idyllique en matière de création ? Pas forcément si l'on en croit son p.-d.g. : « Les aides annoncées par le gouvernement ne peuvent qu'aider à la création d'entreprise, dit-il. Mais créer une entreprise, c'est aussi et surtout un état d'esprit. » Un état d'esprit au départ plus important que la compétence, ajoutera en substance Alain Dasté dont l'envie de création est cependant née à l'issue d'une expérience internationale de 15 ans dans l'industrie de l'informatique : « Il n'y a pas un seul domaine aujourd'hui qui ne soit accessible à la technologie de la micro-informatique, explique-t-il. Notamment l'éducation, la communication, l'information, la production, le domaine médical. Ce n'est pas une évolution, c'est une résolution qui va libérer l'homme des tâches de production fastidieuses, fatigantes et va lui permettre d'utiliser son pouvoir d'intelligence tant au profit de la science qu'à celui des loisirs. C'est ce que j'ai senti il y a 4, 5 ans aux Etats-Unis et ce qui m'a poussé à relever ce défi en France en créant ma société. »

Un état d'esprit et, dans le cas d'Alain Dasté, une véritable passion, complétée par beaucoup d'abnégation. Car au départ tout ne fut pas simple. Notamment lorsqu'il s'est agi de trouver les capitaux. « Des garanties, des garanties », s'est-il entendu dire lors de ses visites dans les institutions financières traditionnelles. « Tout le monde voulait de la sécurité, et personne ne voulait prendre de

(suite en page 13)

Lunettes spéciales pour regarder le 21ème siècle.





Ces lunettes sont distribuées aux visiteurs de l'usine de DOUAI la plus robotisée d'Europe. Car les yeux des robots sont robustes. Ils peuvent travailler sans crainte en milieu hostile et se charger des tâches les plus pénibles : peinture, soudure, fonderie... Sans risque et avec une grande efficacité. L'œil humain, lui, est fragile. Pour voir à l'œuvre les Robots du 21e siècle, attention : "port de lunettes spéciales obligatoire".

RENAULT: prendre l'avenir de vitesse.

RENAULT préconise elf

PUBLICIS V5254

Coll. Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 11)

risques, se souvient-il. Or, j'avais exactement l'inverse à proposer : beaucoup de risques, beaucoup de travail, beaucoup de responsabilités. Car qui dit création dit aussi coefficient de risques élevés. » C'est pourquoi le p.-d.g. de Mégalpha estime que l'un des grands devoirs actuels du gouvernement est de veiller à ce que le message passe absolument au niveau des institutions financières. « C'est à sa capacité d'entreprendre que se mesure la richesse d'un pays », dit-il.

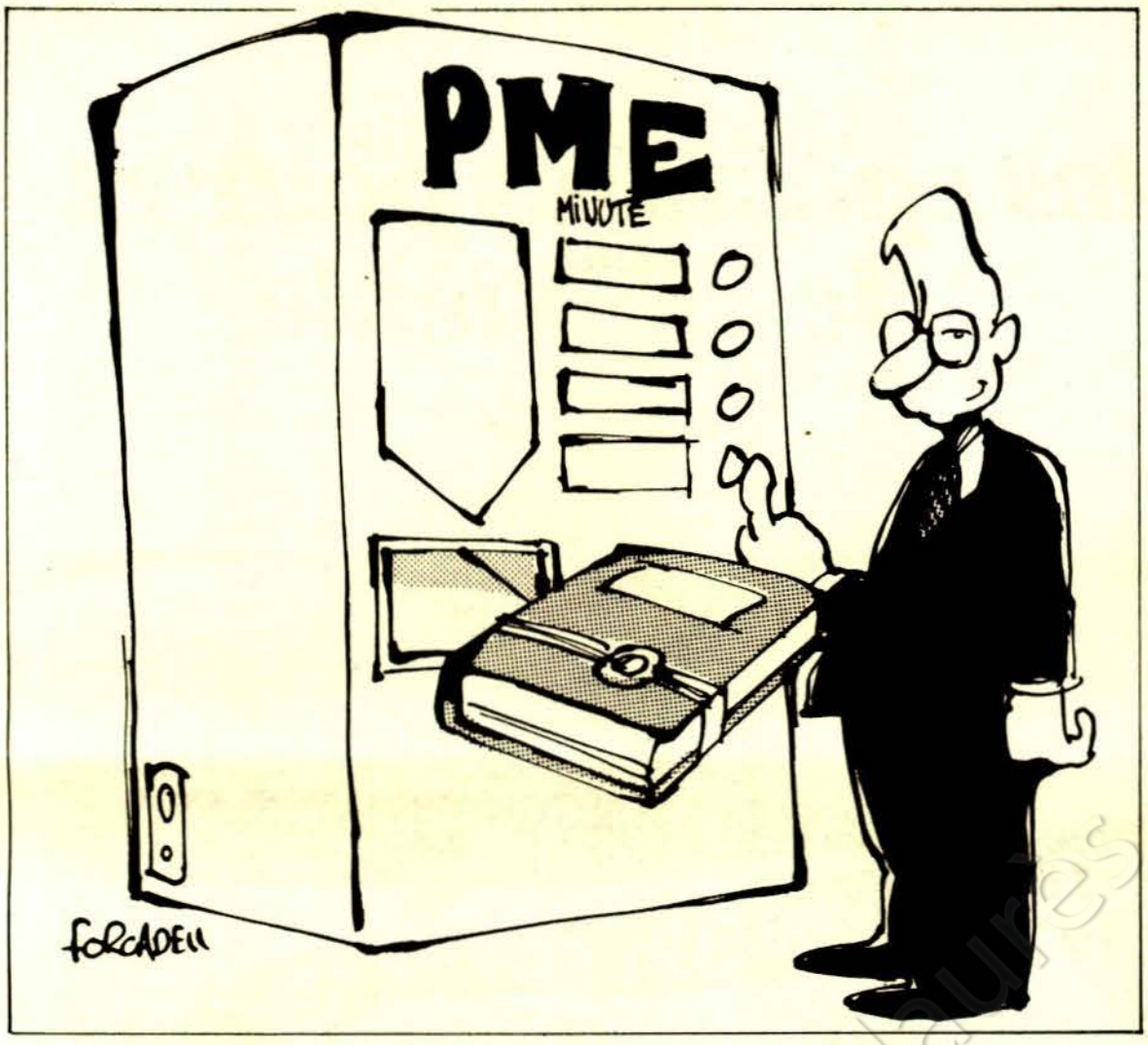
N'ayant pas voulu entendre « les défaitistes et les Don Quichotte qui (lui) prédisaient qu'on ne pouvait pas entreprendre et créer en France », Alain Dasté s'est donc tourné vers la structure de « capital-risque » qui s'est développée aux Etats-Unis il y a près d'un quart de siècle sous forme de sociétés financières et qui a permis l'essor de la Sillicon Valley. De quoi s'agit-il plus précisément ? « C'est avoir du capital privé, investi par des actionnaires qui sont des particuliers sur un projet d'entreprise, explique Alain Dasté. Mon souci a été en revenant en France de trouver un spécialiste de cette question, et j'ai eu la chance de rencontrer un garçon, Alain Le Gaillard (38 ans) qui a parfaitement compris ce qu'était la création d'entreprise. Pour moi, Alain Le Gaillard est l'homme du capital-risque français. »

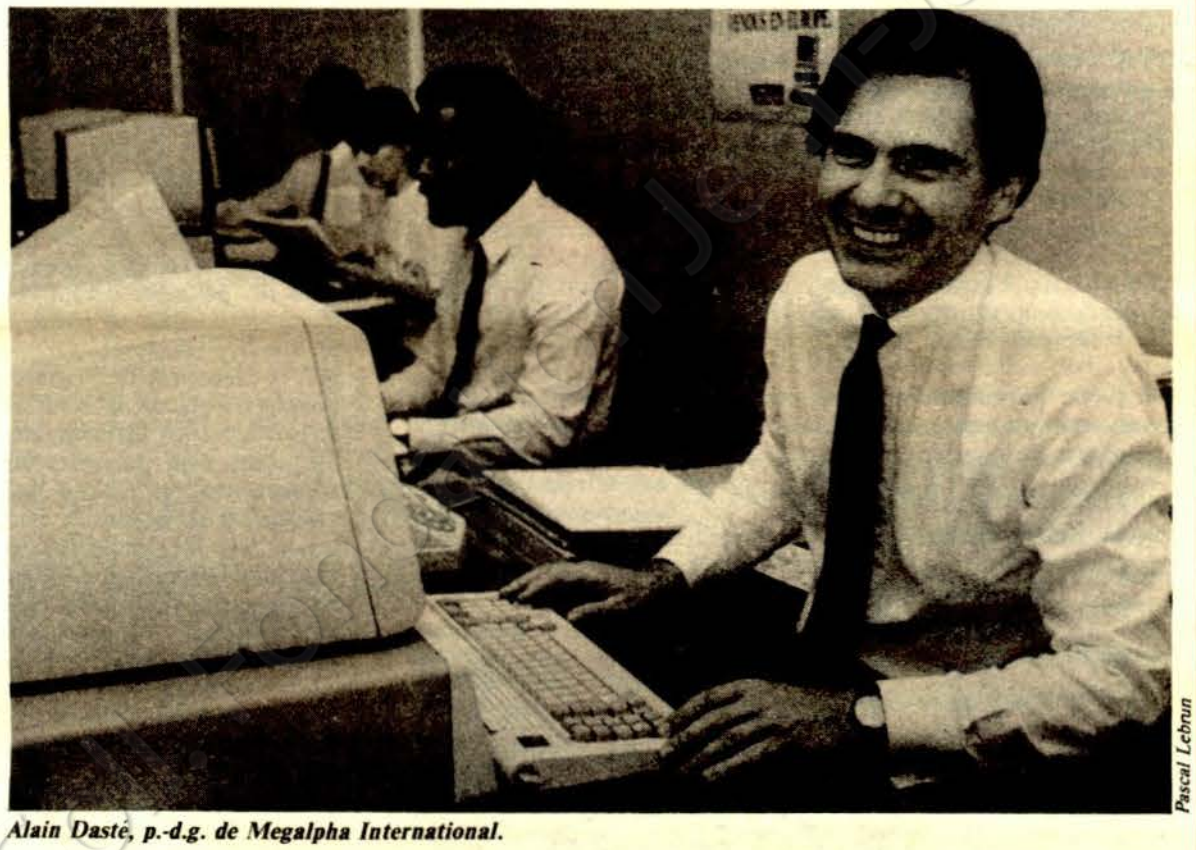
Pas nécessaire d'être informaticien

Lorsque l'on fait remarquer à Alain Dasté que la réussite de cette société est, qu'on le veuille ou non, l'œuvre d'ingénieurs à formation très pointue ayant eu pour certains la possibilité de se former aux Etats-Unis et que ce profil n'est pas précisément celui de « Monsieur tout le monde », il réplique que son personnel est également formé de jeunes informaticiens autodidactes et que son exemple est également valable pour d'autres entreprises dans d'autres secteurs moins coûteux que celui de l'informatique. Il cite alors le cas d'une réussite dans l'injection plastique pour le flaconnage de parfum, puis il ajoute : « Ce que nous avons réalisé en 24 mois bien d'autres peuvent le réaliser. » Avec toujours à la base la notion fondamentale « d'état d'esprit ».

Reste que pour le p.-d.g. de Mégalpha, la France ne doit en aucun cas rater le virage proposé par les nouvelles technologies : « Il est encourageant, dit-il, de voir l'état d'esprit actuel du gouvernement et d'entendre son message exprimant sa volonté de moderniser. Car Dieu sait si la France en a besoin. »

Il espère toutefois que cette volonté de modernisation sera bien dirigée en priorité vers le tissu des P.m.e. qui travaillent dans les secteurs de technologie de pointe plutôt que vers les grands groupes. « Car c'est au niveau des P.m.e., un secteur exceptionnel, que se trouvent les possibilités de création d'emplois », dit-il. En outre pour rassurer tous ceux – et ils sont nombreux – qui travaillent dans un secteur en mutation et craignent de perdre leur emploi, il précise : « Il n'est pas nécessaire d'être ingénieur ou informaticien pour utiliser les réalisations de la technologie. Le pilotage du robot en environnement industriel peut être appris. En outre l'utilisation d'outils informatiques va être facilité encore davantage par des nouvelles technologies comme la reconnaissance synthétique de la parole qui permettra de commander à la voix et rendra de plus en plus facile l'utilisation de cette technologie dans un environnement de production. » Mais pour cela, ajoute-t-il, il faut mettre en place une procédure de formation qui permette aux travailleurs d'être d'ici deux à trois ans réinsérés sans heurts sociaux dans les secteurs en explosion. » Qu'Alain Dasté se rassure : le nouveau ministre du Travail et de la Formation, Michel Delebarre, s'emploie activement à cette tâche.





Pascal Lebrun

Alain Dasté, p.-d.g. de Megalpha International.

Formation. Il est vrai, que ce n'est pas un vain mot chez Mégalpha qui a créé son propre centre l'an dernier afin de satisfaire les besoins de son personnel, mais encore ceux des distributeurs et des utilisateurs finaux des produits de la société.

Un état d'esprit

Mégalpha a en outre délaissé la structure hiérarchique classique pour « une délégation maximaliste de la prise de décision », « une auto-responsabilisation à tous les niveaux de la société », et l'application de la flexibilité du temps de travail, chacun ayant la liberté d'organiser sa journée de travail comme il l'entend.

S'agit-il de nouveaux rapports sociaux ? Le p.-d.g. de Mégalpha ne le pense pas et se contente de parler d'une « nature relationnelle résultant d'une expérience... L'individu ne peut pas s'épanouir dans un environnement contraignant, poursuit-il. Lorsque je visite certaines entreprises je suis choqué par la sclérose existant à ce niveau ; car je ne peux adhérer au principe de l'ascenseur pour les patrons et de l'escalier pour les employés. C'est la fin de l'imagination et mon état d'esprit personnel me met en opposition avec une hiérarchie militaire et des structures antédéluviennes qui sont un facteur de déclin des grandes entreprises ». En clair : lorsque l'on dépense son énergie en conflits sociaux on ne le fait pas à conquérir des marchés.

Toujours est-il qu'entre Marie standardiste à 5 400 F, Pascal qui pour 7 000 F s'occupe, entre autres de livraisons, et Denis le « commercial » dont les commissions peuvent représenter dix fois le salaire de Marie, le consensus semble exister. Dans ces conditions puissent les créations à venir connaître la réussite de celle-ci et s'inspirer de l'état d'esprit qui a cimenté son équipe. ●

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 380. Ras le bol. Militant travaillant actuellement dans entreprise anti-sociale, cherche emploi. Grande connaissance dans matériaux de construction. Toutes propositions acceptées sur région valentinoise.
Ecrire à F. Corse, 6, allée G.-Feydeau, 26000 Valence. Tél. 41.63.66

Réf. 382. Ouvrier horticole 22 ans dégagé O.M., niveau B.E.P.A. option floriculture recherche mutation services municipaux toutes régions.
Ecrire au journal qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 381. Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée) 50 000 habitants recrute un directeur de développement culturel.
Les demandes accompagnées d'un curriculum vitae détaillé doivent être adressées à Monsieur le Maire de la Roche-sur-Yon, Hôtel de ville, service du personnel, 82021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

Réf. 383. Ville de 50 000 habitants recrute un (une) secrétaire de rédaction pour son service information : édition de journaux, de dépliants, d'affiches...
Poste à pourvoir immédiatement soit par voie de mutation, soit par contrat.
Envoyer candidature et C.V. à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 82021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

DIVERS

Réf. 384. Proche cité universitaire Paris, retraitée louerait chambre confortable, bain, dans son appart. à pers. calme. Etudiant de préférence. Non fumeur. Pet. déj. possible. 800 F mens. c.c.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 385. Jeune homme cherche studio ou F 2 dans Paris ou région parisienne. Téléphoner après 19 h au 989 56 31.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

Politique internationale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

CHILI Sombre septembre

Triste mois de septembre au Chili. Le souvenir du coup d'Etat n'est pas près de s'estomper. L'orgueilleux général Pinochet déclare à qui veut l'entendre sa volonté de « refaire un 11 septembre chaque fois qu'il sera nécessaire. » C'est-à-dire que le régime se durcit, encore et encore.

Face à une opposition divisée et qui a du mal à trouver le « tempo politique » nécessaire pour ébranler le dictateur, Pinochet joue la montre et donne l'impression de se retrouver encore sur des assises solides.

« Fausse impression ! » disent même les plus modérés de l'opposition civile, « Pinochet est affaibli ». Mais à cette constatation répond une autre réalité non moins importante : « La chute du tyran n'est pas pour demain, structurer à nouveau les réseaux politiques et sociaux au Chili est une tâche qui demande des mois sinon des années », nous disait il y a quelques semaines un dirigeant socialiste chilien.

L'extrême pauvreté de couches très larges de la population et le manque d'avenir de ces secteurs sont à l'origine des émeutes qui se produisent régulièrement dans les bidonvilles de Santiago. Le Parti communiste semble avoir choisi une politique plus virulente et on lui attribue un certain nombre d'attentats. Les socialistes sont divisés sur la « question de la violence », « il est, nous disait un dirigeant du Bloc socialiste, difficile d'échapper à une forme d'autodéfense, à un certain usage de la violence, le régime ferme toutes les portes d'une réponse populaire pacifique ». Quoi qu'il en soit, les différents responsables socialistes que j'ai pu rencontrer n'envisagent pas le passage à des affrontements de « type militaire ».

Au début du mois d'août, et pour la première fois depuis septembre 1983, tous les leaders de l'opposition, depuis le conservateur Armando Jaramillo jusqu'à la communiste Maria Malvenda, (1) ont cosigné une déclaration. Ils demandent « la démocratie et la concertation au sein de l'opposition ». Ces leaders ont affirmé vouloir garder pour plus tard les « différences idéologiques » qui peuvent séparer aujourd'hui les forces de l'opposition pour concentrer leurs efforts sur le retour à la démocratie. Seront-ils entendus par les états-majors de leurs partis?

L'ouverture politique a vécu ! Pinochet essaie de calmer ainsi quelques-uns de ses amis inquiets du tour violent que prend la situation au fur et à mesure que les « protestas » se déroulent. Le ministre Jarda n'a plus d'interlocuteur valable et les mesures répressives reprennent le pas. Le retour des exilés se fait au compte-gouttes et les sbires du dictateur expulsent, avant même leur descente d'avion, les dirigeants de l'opposition. Les syndicalistes ne sont pas mieux traités et les services secrets, dirigés personnellement par Pinochet, traquent sans cesse toute velléité d'opposition dans les universités, les syndicats et même les casernes ! Pinochet peut en plus se vanter encore d'avoir le soutien des Etats-Unis et d'une certaine indifférence internationale. Les journées de protestation organisées le 4 et le 5 septembre qui ont fait encore plusieurs morts dont un prêtre français froidement assassiné chez lui, ont été précédées de menaces contre le régime ; faute de pouvoir empêcher leur réalisation, les forces armées ont reçu l'ordre de sévir.



ARGENTINE Printemps mouvementé

Le printemps argentin s'annonce mouvementé. Les grèves sectorielles ont commencé à fleurir dans les branches industrielles les plus touchées par le cyclone militaire et « libéral » des Chicago-boys. Alfonsin, disent ses intimes, aurait un seul défaut, « il ne s'énerve jamais ! » Vérité ou flagornerie, le fait est que face à des syndicalistes qui font monter la tension depuis trois mois, le président qui jouit encore d'une popularité tout à fait exceptionnelle dans son pays, n'a pas, lui, haussé le ton. Il a même reconnu « la justesse » des réclamations ouvrières, sans oublier cependant de rappeler au pays que le bras de fer avec le F.m.i. n'est pas encore fini.

Et c'est là que le bât blesse. On redoute, en effet, que finalement les négociateurs argentins s'inclinent devant le F.m.I et passent sous les fourches caudines du gendarme financier international.

Voilà qui n'est pas fait pour guérir l'honneur national argentin, déjà bien maltraité. En appelant à la grève pour ce lundi 3 septembre, la C.g.t. avait sans doute en tête ces considérations d'ordre économique et, par ailleurs, une demande d'augmentation des salaires pas vraiment contestée par le ministre du Travail. Selon ce dernier : « C'est juste mais pas tout de suite. » Les négociations ont été rompues à la fin du mois d'août. La C.g.t. affrontait à ce moment un double problème : d'une part l'existence de « grèves sauvages » qui menaçaient de laisser à nu les carences des dirigeants déjà passablement controversés, et d'autre part l'ouverture de la période électorale dans les syndicats ; ces élections auront lieu pendant le mois de septembre. Les syndicalistes péronistes avaient surtout besoin de rétablir leur autorité et de marquer des points pour faire face à d'éventuels candidats de gauche ou radicaux.

Un dernier point pour comprendre cette grève — réussie à moitié selon les organisateurs eux-mêmes — réside dans la lutte sans merci qui se déroule au sein du mouvement péroniste. Les accords cosignés par Isabel Peron avec Raul Alfonsin n'ont pas fait cesser la lutte pour le leadership du Parti justicialiste. Lutte acharnée et dont l'issue pourrait être déterminante pour l'avenir démocratique argentin.

Beaucoup de causes pour une seule grève, en effet, mais la réussite mitigée de ce mouvement semble arranger les uns et les autres. Il reste que, au moment où la Commission chargée d'étudier le problèmes des disparus sous la dictature militaire s'apprête à faire connaître ses conclusions, le climat semble devenir de plus en plus lourd à Buenos Aires. On ne pourra pas retarder plus longtemps l'application d'une nécessaire justice aux militaires responsables des plans d'extermination des opposants, mais les militaires, eux, attendent sagement que la « chienlit » s'installe dans les rues pour revenir faire place nette.

Si la popularité du président Alfonsin reste intacte, il n'en va pas de même pour son entourage. En particulier, les membres de l'équipe économique font preuve d'une désorganisation assez gênante pour le pouvoir. A plusieurs reprises, Alfonsin lui-même a dû arbitrer des querelles qui opposaient des personnalités du staff économique. La droite et les anciens « collabos » ont très bien compris et ils se plaisent à demander dans les journaux, à la T.v. ou pendant les séances du Parlement : « Y a-t-il un programme économique pour l'Argentine ? »

Raul Alfonsin et Isabel Peron, scellant leur accord en décembre dernier.



A.f.p.

ALLEMAGNES Honecker et le « grand frère »

L'obligation dans laquelle se trouve Erich Honecker, président de la R.d.a. et secrétaire général du P.c. est-allemand, de renoncer à la visite officielle qu'il devait faire à la fin de ce mois à Bonn est une nouvelle illustration des limites de l'autonomie dont disposent les alliés de l'U.r.s.s. en matière diplomatique.

La R.d.a. ne passe pourtant pas pour être le plus turbulent de ces alliés. Mais il y a longtemps déjà que ce pays, fort dépendant de Moscou dans le domaine économique, essaie de se donner de l'air du côté de l'Ouest et, tout naturellement vers la République fédérale. Du côté ouest-allemand, la politique à l'Est inaugurée en son temps par Willy Brandt, poursuivie par Helmut Schmidt puis par Helmut Kohl, supposait également l'établissement de rapports privilégiés avec la R.d.a. et la possibilité d'une meilleure circulation des biens et des personnes entre les deux Allemagne.

En dépit des avertissements répétés de Moscou hostile à tout rapprochement de l'un de ses « satellites » avec les « revanchards » de Bonn — où il faut bien dire que certains démocrates chrétiens n'ont rien fait pour faciliter les choses —, Erich Honecker a tenté de jouer cette carte. Il a violé l'orthodoxie en ne faisant pas reproduire dans la presse est-allemande les articles critiques de la « Pravda » et des « Isvestia » mais en mettant au contraire en relief les commentaires approbateurs venant de Budapest. Tout récemment, il a été le seul chef d'Etat de l'Est à se rendre aux fêtes du 40e anniversaire de la libération de la Roumanie, à l'initiation de Nicolae Ceaucescu dont on connaît la situation délicate à l'égard de Moscou.

Mais ces gestes d'indépendance ne pouvaient dépasser une certaine limite. Le « niet » du Kremlin est tombé sans appel, confirmant une situation déjà connue mais soulignant également le durcissement des Soviétiques à l'égard de l'Ouest, dont l'une des causes est peut-être à rechercher dans les incertitudes qui règnent à l'heure actuelle quant à la réalité du pouvoir à Moscou.

Contribution Jean Jaurès

POLOGNE : INDESTRUCTIBLE SOLIDARNOSC

L'amnestie concédée par Jaruzelski a eu l'immense avantage de redémontrer la singulière permanence de Solidarnosc et de ses objectifs.

PAR JEAN LIBERMAN

ET voici qu'à nouveau l'inusable Lech Walesa, « l'ex-président de l'ex-Solidarité », réclame haut et fort au Pouvoir « le pluralisme syndical ». L'histoire visiblement bégaie à Varsovie où cette Hydre de Lerne qu'est pour l'Establishement l'inlassable Solidarnosc n'a certes pas trouvé son Hercule en la personne du général Jaruzelski.

L'événement de cet été : l'amnistie officielle des détenus politiques et leur libération effective au nombre de 652 — y compris les audacieux dirigeants du Kor (les Kuron et Michnik) —, loin de calmer le jeu selon les espoirs du gouvernement, a au contraire permis aux leaders de la Résistance de confirmer leur audience. On l'a constaté le 30 août avec la célébration spectaculaire du quatrième anniversaire des accords de Gdansk — symbole des libertés syndicales. Malgré les consignes responsables de modération lancées par Walesa, plusieurs démonstrations spontanées ont rappelé en ce jour le maintien des revendications essentielles et... l'inépuisable vitalité de la résistance populaire.

Que malgré des années de dure répression et des dizaines de morts cette résistance apparaisse aussi indestructible, incarnant les espoirs de vastes masses travailleuses de l'Est européen, semble tenir du miracle. Ainsi, de même que les jours glorieux de Solidarité, à partir d'août 1980, ont été perçus comme une véritable Révolution culturelle permettant la reconquête de l'identité et de la mémoire nationales, c'est encore, remarquablement, en termes d'« avant et après la guerre » que parle du coup d'Etat du 13 décembre 1981 cette population dont, il est vrai, la majorité a moins de 30 ans.

Telle est cette volonté indéracinable qui vient, en premier lieu, d'obliger le pouvoir à composer par cette première étape de décompression qu'a été l'amnistie. Mais les difficultés inextricables du régime l'expliquent tout autant : gare donc aux illusions de l'optimisme.

La faillite économique

Car la Pologne est un pays dont on ne distingue plus les perspectives tant économiques que sociales. Il ne s'agit pas seulement de cette rupture véritablement schizophrénique entre, d'un côté, le « pays légal » (gouvernement, parti et leur bouclier, le complexe militaro-policier) dont les dernières élections du 17 juin ont démontré le manque de crédibilité et, de l'autre, le « pays réel » (Solidarité et l'Eglise). C'est le parallélisme stérile de ces forces, et surtout la réalité d'un peuple démotivé — allant du cynisme ouvert à l'exil intérieur — qui donne toute son impérieuse nécessité à la renaissance d'un dialogue.

Ce ne peut être que par une sorte d'héroïsme quotidien que parvient à survivre ce peuple dans le délabrement et la corruption de son économie. C'est d'abord une économie de pénurie qu'illustrent d'innombrables queues. L'inflation chronique et l'augmentation incessante des prix y sèment de plus en plus de pauvres : depuis 1981, les prix des aliments et des transports se sont multipliés par deux ou trois tandis que les salaires croissaient de 50 %. D'où le développement d'un système de troc entre villes et campagnes et, pour l'agriculture, l'utilisation poussée du marché parallèle. La véritable monnaie officieuse est le dollar qui atteint six fois plus que son taux officiel au marché noir, mais grâce auquel certains peuvent s'approvisionner sous l'œil encourageant de l'Etat, dans les magasins spéciaux collecteurs de devises.

Les essais de réforme économique du régime sont d'autant plus inefficaces que Gierek avait étroitement lié l'industrie à l'Occident, dont la manne, notamment américaine, a été coupée. Ce qui rend prioritaire pour les apparatchiks de l'économie la solution du problème politique, condition de nouveaux rapports avec l'Ouest. Mais le grand voisin est là qui veille à toute « déviation » et, malgré les souhaits visibles de Jaruzelski et des siens, la voie de l'Occident n'est pas facile à prendre. Par exemple, les prêts financiers que pourrait obtenir directement l'Eglise, de Washington, pour un fonds de relance à l'agriculture privée sont considérés par l'Etat comme une ingérence qui défavoriserait — aveu d'échec — sa propre agriculture. En fait, les lobbies plus ou moins corrompus qui, aujourd'hui, se partagent les sphères du pouvoir, aggravent ce bilan de faillite en se disputant âprement les investissements sans égard aux exigences du marché.

Mais à côté du « système D » régnant partout et de la lassitude de la population, le grand butoir à toute évolution a été la persistance de fait — malgré leur dissolution — des structures de Solidarité. Et surtout de son esprit : celui de l'association des travailleurs à la gestion sous des formes syndicales et culturelles pluralistes, essence des accords de Gdansk. Revendication d'autant plus actuelle, qu'outre la faillite du parti, les syndicats et organismes officiels se sont révélés inopérants.

Par contre Solidarité a continué, en dépit de sa clandestinité, à maintenir le flambeau par mille moyens et notamment une littérature clandestine représentant près d'un millier de titres ; elle jouit toujours, au surplus, de l'appui moral et matériel d'une Eglise interlocutrice obligée du pouvoir. Or même si, avec le cardinal Glemp, cette Eglise a changé et mène davantage son propre jeu — elle parle en fait à plusieurs voix —, elle demeure le seul grand espace de liberté et de pluralisme face au pouvoir. D'où les convoitises coopératrices de ce dernier à son égard.

Un pas en avant certain et risqué

On conçoit comment, dans cette situation kafkaïenne, Jaruzelski devait absolument faire un geste dans la voie de la conciliation. Et même si les raisons de son amnistie sont forcément ambiguës et d'opportunité (à savoir la tentative, pour l'essentiel, de récupération de ses adversaires dans l'espoir d'un ballon d'oxygène financier du F.m.i.), on doit en mesurer le poids et les incidences.

Or le pas accompli cet été, s'il n'est qu'une première étape, peut paraître très important, voire risqué vis-à-vis de Moscou ou des « durs » de son propre parti... qu'il tente d'ailleurs de rassurer par une répression soutenue. Mais la libération des « intraitables » du Kor, même menacés de procès, est des plus significative.

Opération d'autant plus risquée au demeurant que si l'on enregistre déjà une première levée, limitée, des interdits américains, le renouvellement de l'aide occidentale — antérieurement dévoyée — suppose le développement du dialogue en vue du contrôle social intérieur, c'est-à-dire de nouvelles avancées du pouvoir. Mais Jaruzelski est-il devenu vraiment réaliste et voudrait-il jouer les Kadar ?

Toute classe politique cherche à « prendre le vent ». Pourquoi ne pas prêter ces intentions à Jaruzelski et à son entourage dans l'impasse ? Mais il n'y a pas que l'obstacle moscovite. La Pologne de Walesa n'est pas la Hongrie d'après Budapest et les concessions à Solidarnosc risquent vite, étant donné le rapport des forces, de déboucher sur un engrenage menant finalement à de nouveaux accords de Gdansk, lesquels sentent toujours la poudre.

C'est pourquoi l'on est tenté de penser que l'amnistie de l'été, plutôt qu'un véritable tournant politique, n'aura été, qu'un essai inévitable de déblocage du dialogue avec les forces représentatives de la société ; peut-être facilité au reste par un certain contexte international, dans lequel l'U.r.s.s. maîtrise apparemment plus difficilement les audaces de ses « protégés ». On comprend mieux dès lors que Walesa, loin de verser de l'huile sur le feu, adopte le langage de la modération et du compromis.

L'amnistie a eu en tout cas l'immense avantage objectif de redémontrer la singulière indestructibilité de Solidarnosc et de ses objectifs. Que Bujak, dirigeant clandestin de Solidarité, ait saisi l'occasion pour appeler à la reconstruction des syndicats dissous et que Walesa ait pu, pour sa part, brandir devant l'opinion le « danger d'une tragédie nationale » si « le pouvoir ne restaurait pas le pluralisme syndical », ce sont là les signes que la « donne » polonaise a bougé et qu'elle est peut-être grosse d'un nouveau processus de changement ? ●

UN DÉBUT D'OUVERTURE

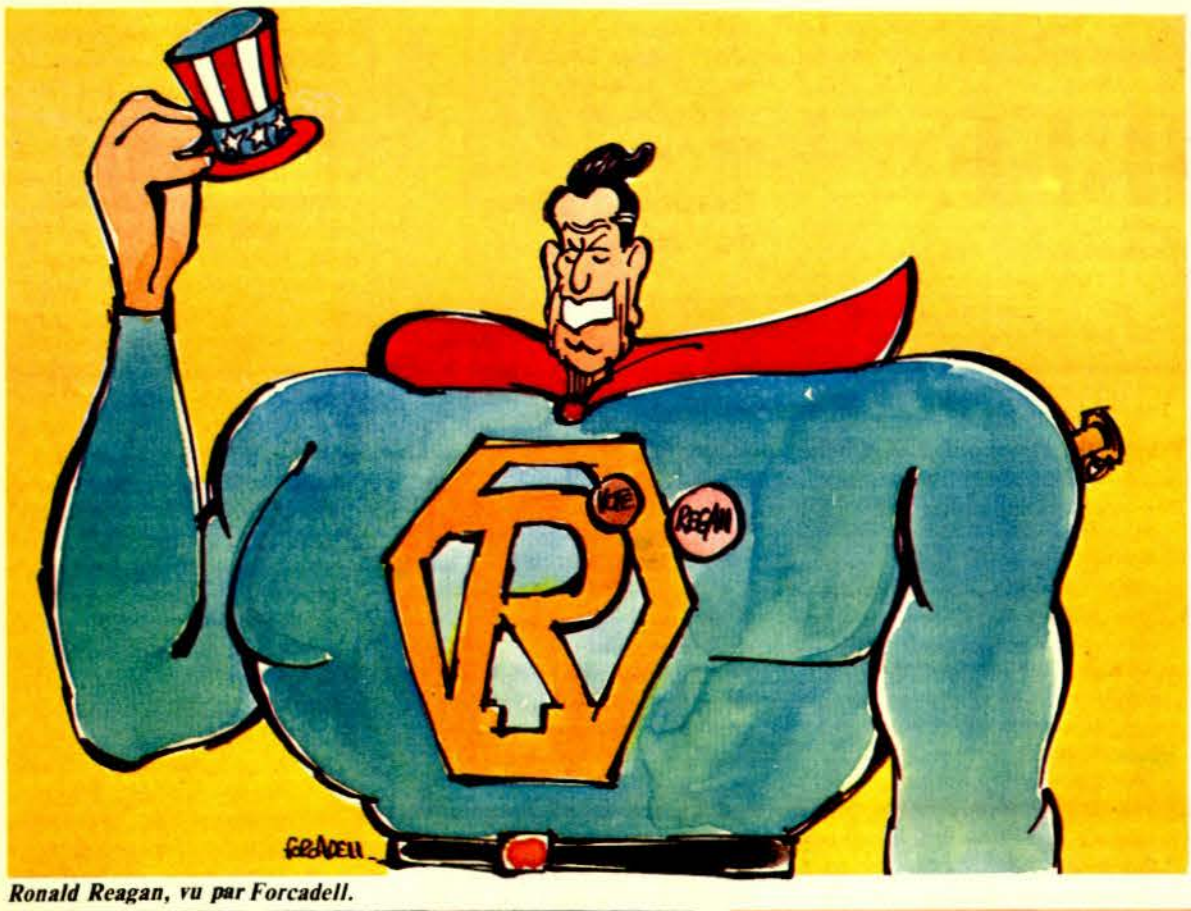
Le général Jaruzelski, vu par Coureuil.





A.f.p.

Lech Walesa et des dirigeants du Kor nouvellement libérés, en août dernier à Gd



Ronald Reagan, vu par Forcadell.

A.f.p.



Walter Mondale.



Geraldine Ferraro.



Jesse Jackson, vu par Daullé.

ETATS-UNIS : C'EST BEAU DE FAIRE UN SHOW !

PAR CLAUDE ESTIER

QUELQUE jours après avoir été désigné, sans surprise, par la Convention républicaine de Dallas, comme candidat à un second mandat de quatre ans, Ronald Reagan a choisi la Californie, dont il fut gouverneur, pour lancer sa campagne électorale sur le thème « America is back » (l'Amérique est de retour), étonnant témoignage de satisfaction que les reaganiens s'appliquent à eux-mêmes comme si rien n'avait existé avant eux.

Les sondages qui continuent à donner au président sortant une large avance sur son adversaire démocrate Walter Mondale – au moins douze points d'écart – pourraient laisser penser que cette campagne de deux mois sera de pure forme et que les élections du 4 novembre sont déjà jouées. Il n'en est rien car beaucoup d'éléments nouveaux vont entrer en jeu dans les prochaines semaines.

En faveur de Reagan joue le fait – non négligeable aux yeux de ce que l'on appelle « l'Amérique profonde » (dont les représentants les plus typés étaient rassemblés à Dallas) – qu'aucun drame important, comparable, par exemple, à l'affaire des otages en

Après les spectaculaires conventions de San Francisco et de Dallas, la course à la Maison-Blanche peut commencer. Mais entre l'ancien comédien Reagan et l'analyste froid Mondale la partie semble inégale car tout se jouera à la télévision.

Iran qui avait été fatale en 1980 à Jimmy Carter, n'a secoué les Etats-Unis depuis quatre ans. Au crédit de Reagan, également, la diminution du chômage enregistrée depuis un an et la reprise économique même si les derniers indices montrent que pour l'avenir celle-ci est encore loin d'être assurée. En revanche, le déficit budgétaire demeure considérable. Cent soixante-quinze milliards de dollars pour 1984, admet Reagan, mais ce chiffre paraît très inférieur à la réalité et les experts du Parti démocrate l'estiment à au moins deux cents milliards ce qui, disent-ils, conduira nécessairement la Maison-Blanche, en dépit des promesses faites, à augmenter la pression fiscale. Reagan vient d'ailleurs, pour la première fois, de se montrer prudent sur ce point en déclarant : « Un président des Etats-Unis ne doit jamais dire jamais. »

On comprend que Walter Mondale s'efforce d'enfoncer le clou de ce déficit budgétaire et de la dette publique américaine. C'était déjà l'un des thèmes de son intervention le 19 juillet en conclusion de la Convention de San Francisco qui venait de l'investir comme candidat contre Gary Hart et le pasteur Jesse Jackson. Mais rien n'indique jusqu'à maintenant que, dans cette bataille de chiffres et de statistiques qui va se concrétiser au cours des prochains débats télévisés entre les deux protagonistes, Walter Mondale ait marqué des points. Sur ce terrain économique comme sur celui de la politique internationale où il dénonce l'aventurisme de Reagan en Amérique centrale et son refus de rechercher sérieusement le dialogue avec les Soviétiques, le candidat démocrate ne manque pas d'arguments. Mais il souffre incontestablement d'un problème d'image.

A San Francisco, les assistants à la Convention démocrate avaient déjà été frappés par l'étonnant contraste entre l'atmosphère de fête organisée par ses partisans et l'ennui qui se dégageait des propos de Mondale qui venait pourtant d'être élu triomphalement. L'avant veille, une salle enthousiaste avait acclamé Jesse Jackson, orateur hors pair. Juste avant que Mondale monte à la tribune, le sénateur Ted Kennedy avait lui aussi chauffé l'assistance avec un talentueux réquisitoire anti-Reagan qui semblait faire regretter à beaucoup qu'il n'ait pas pu – ou pas voulu – porter les couleurs démocrates dans cette bataille.

Walter Mondale dispose cependant d'atouts non négligeables, en dehors même du ras-le-bol que certains membres des classes moyennes éprouvent à l'encontre du comportement et de la personne même de Reagan. Le choix comme candidate à la vice-présidence d'une femme de grande qualité, Géraldine Ferraro ne laisse pas insensible le public féminin qui constitue 52 % de l'électorat américain. L'idée qu'une femme puisse devenir présidente des Etats-Unis est assez révolutionnaire dans ce pays. Elle n'est d'ailleurs pas sans inquiéter certains milieux conservateurs qui ne sont sans doute pas étrangers à la campagne développée contre l'adjointe de Mondale à propos de la situation fiscale de son mari.

La mobilisation des Noirs

Plus important encore est le soutien que Jesse Jackson vient de confirmer à Mondale après un long entretien avec lui. Au cours de la campagne des primaires, et même s'il n'est arrivé qu'en troisième position derrière Mondale et Hart, le pasteur baptiste, inventeur de la Rainbow coalition « réunissant toutes les minorités raciales vivant sur le sol américain », a incontestablement réussi à mobiliser l'électorat noir, en très grande majorité hostile à Reagan mais dont une bonne partie a coutume de s'abstenir. Un vote massif des dix-huit millions d'électeurs noirs que Jackson réussirait à obtenir en faveur de Mondale serait de nature à modifier la situation si l'on veut bien se rappeler qu'il y a quatre ans, dans de nombreux Etats, notamment ceux du Sud, la marge d'avance de Reagan sur Carter avait été nettement inférieure au nombre des abstentions. Il est vrai aussi qu'une part de celles-ci provenait d'électeurs modérés qui, inquiets des discours tiers-mondistes de Jackson, pourraient apporter leurs suffrages au président sortant.

Dans un pays où l'abstentionnisme est traditionnellement élevé lors des élections présidentielles, la mobilisation de nouveaux électeurs, de part et d'autre, est donc susceptible de bouleverser les données de référence comme celles qui résultent des derniers sondages. Comme c'est toujours le cas aux Etats-Unis, tout se jouera dans les prochaines semaines à la télévision. Un match Reagan-Mondale ne constitue sans doute pas l'affiche la plus excitante que l'on puisse imaginer. Entre l'ancien comédien habitué des studios et l'analyste froid qui oublie de sourire deux cent millions d'Américains vont maintenant compter les coups... ●

DIPLOMATIE SECRÈTE : LE VOYAGE MAROCAIN

Du grand ballet diplomatique qui s'est déroulé la semaine dernière du Maroc jusqu'au Tchad, les résultats n'apparaîtront que progressivement mais sûrement

PAR CLAUDE ESTIER

IL n'y a pas lieu de s'étonner des spéculations auxquelles a donné lieu le séjour de trois jours que le président de la République vient de faire au Maroc, entrecoupé d'une rapide visite à Lisbonne qui lui a permis de ne pas être présent sur le sol marocain le jour où la population avait à se prononcer par référendum sur l'union avec la Libye.

Nul n'a voulu croire au caractère « privé » que l'Elysée souhaitait conserver à ce voyage. La coïncidence dans le temps avec les visites de Claude Cheysson à Alger puis à Tunis et avec celle de Charles Hernu à Bangui puis au Tchad a donné l'impression d'un grand ballet diplomatique minutieusement concerté et sur lequel, faute d'information, les observateurs ont échafaudé les hypothèses les plus diverses.

La réalité des choses ne sera sans doute connue que progressivement. François Mitterrand lui-même devait apporter quelques éclaircissements aux journalistes qui l'accompagnent ce jeudi dans son voyage en Savoie. Le ministre des Relations extérieures sera de son côté entendu mercredi prochain par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

En attendant qu'apparaissent les résultats des différentes visites de la semaine dernière – résultats qui seront peut-être fort éloignés de certaines des hypothèses émises – on peut constater que le président de la République ne manquait pas de sujets de conversation avec le roi Hassan II au moment où celui-ci engage son pays dans une union avec la Libye face à laquelle des troupes françaises sont positionnées depuis un an au Tchad. Quelles conséquences peut avoir la nouvelle union maroco-libyenne sur la situation à N'Djamena ? Le roi Hassan II est-il en mesure de peser sur le colonel Kadhafi pour l'amener à retirer ses troupes, ce qui entrainerait aussitôt le départ des forces de l'opération Manta ?

Autant de questions dont les réponses ne viendront pas nécessairement dans l'immédiat. Le gouvernement français peut, en effet, considérer qu'au Tchad le temps joue davantage contre le colonel Kadhafi enlisé dans les sables du nord du pays que contre notre pays. Le dispositif français a été, certes, coûteux à installer mais il est maintenant en place. Son efficacité a été vérifiée à plusieurs reprises et le ministre de la Défense vient à nouveau de constater sur le terrain qu'il peut être maintenu jusqu'au moment, plus ou moins proche, où la diplomatie fera valoir ses droits.

Sur un autre plan, l'union maroco-libyenne inquiète les autres pays du Maghreb, en particulier l'Algérie qui n'a n'a jamais apprécié les initiatives de Kadhafi et qui craint que la dernière en date rende encore plus difficile la situation du Front polisario au Sahara occidental. Ses dirigeants, malgré les assurances que leur a prodiguées Caude Cheysson, n'ont guère apprécié le séjour de François Mitterrand au Maroc. Des informations ultérieures seront sans doute de nature à les rassurer.



A.f.p.

François Mitterrand et Roland Dumas, au Portugal.

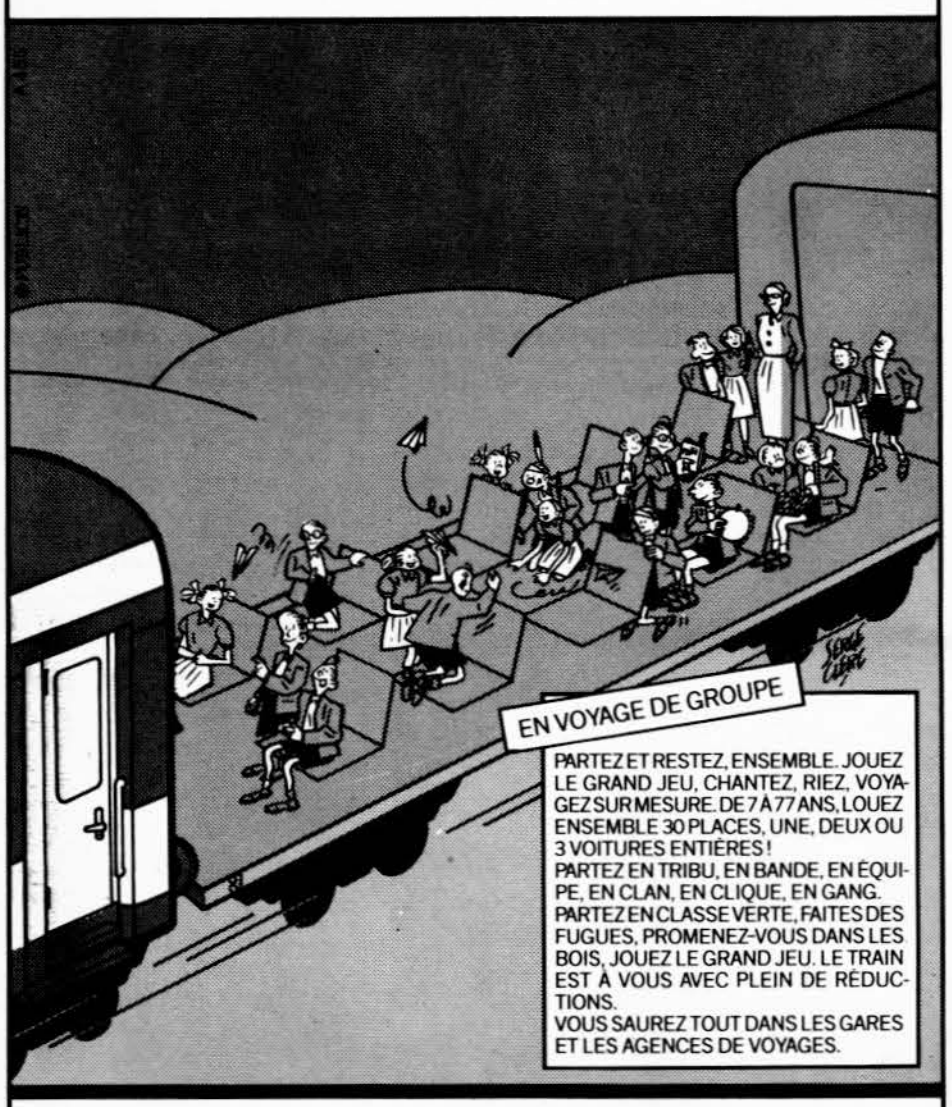
La situation au Proche-Orient était un autre sujet d'entretien entre le président de la République et le souverain marocain. A cet égard, il faut souligner que contrairement à certaines interprétations reprises notamment, la semaine dernière, dans un article du « Monde », la politique française demeure inchangée. La rencontre entre Claude Cheysson et Yasser Arafat, qui a bien eu lieu comme prévu à Tunis, a confirmé que les dirigeants de l'O.l.p. continuent à apprécier les efforts faits par la France en faveur d'une solution équilibrée comportant notamment la reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer d'un Etat. Après ses rencontres du mois de juillet avec le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Moubarak, François Mitterrand a pu faire le point sur ce sujet avec Hassan II dont il ne faut pas oublier qu'il avait lui-même accueilli à Fès, il y a deux ans, le sommet arabe qui s'était accordé, Palestiniens compris, sur un plan de paix au Proche-Orient.

Enfin bien que le président de la République se soit toujours interdit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat, on peut penser qu'il a pu, comme il l'a fait ailleurs et notamment à Moscou en juin dernier, évoquer à Ifrane des problèmes touchant aux droits de l'homme. On constatera en tout cas qu'après le drame qui s'est produit la semaine dernière avec la mort de trois d'entre eux, les détenus qui faisaient la grève de la faim y ont mis un terme après avoir obtenu la satisfaction de leurs revendications qui ne portaient d'ailleurs que sur la possibilité de poursuivre leurs études et de recevoir davantage de visites familiales.



Hassan II, vu par Pym.

LE TRAIN RASSEMBLE LES TRIBUS!



SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente :

Auditions publiques
chaque samedi après-dîner.
Rock'n roll, rockabilly : vendredi 21 h

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly
(dîner-concert 637 33 99)

ORGANISATION DE FETE

Sylvie et Gérard VACHER 624 33 33

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

Darty: un esprit d'entreprise qui fait ses preuves.

DARTY

Sous le signe de l'expansion

Avec 72 magasins en France, et un chiffre d'affaires de près de 4 milliards en 83, Darty est la première entreprise de distribution en électroménager, Télévision, Hifi, Vidéo.

Dans les six dernières années, Darty a doublé sa surface de vente et pratiquement triplé son chiffre d'affaires. La raison de cette expansion se résume en 3 mots : le dynamisme, l'audace et une politique commerciale basée sur le respect du consommateur. Ainsi est né en 1972 le Contrat de Confiance Darty : un événement dans le monde de la consommation.

DARTY

La région : une décentralisation active

Le groupe Darty s'est implanté régionalement dès 1975. D'abord dans la région Rhône-Alpes, puis dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine, Normandie, Provence-Méditerranée et consolidera ses implantations par une politique d'ouvertures régulières. Dans chacune de ces régions, Darty est représenté par une filiale, société anonyme ayant à sa tête un directeur général, chef d'entreprise au plein sens du terme. Celui-ci avec le concours de ses collaborateurs, définit ses objectifs propres et possède l'entière maîtrise de sa gestion. Le S.A.V. est également assuré par de petites sociétés elles-même filiales des sociétés régionales.

Cette structure permet de constituer des ensembles à l'échelle humaine où les responsables sont proches des réalités, proches des hommes et des femmes avec qui ils travaillent et surtout proches des consommateurs.

DARTY

Une politique sociale active

Une politique d'expansion, c'est aussi une politique dynamique. A ce titre, la politique de Darty est significative.

Par exemple, en l'espace de 5 années le groupe Darty a créé plus de 2000 emplois. Aujourd'hui les effectifs s'élèvent à plus de 5000 personnes (à titre indicatif, les effectifs de 1977 se situaient autour de 2440 emplois).

Parallèlement, Darty a matérialisé :

- la conclusion d'accords d'entreprise portant sur la réduction du temps de travail dès Janvier 1982 ;
- la signature de contrats de solidarité ;
- l'embauche de jeunes dans le cadre du Plan "Avenir Jeunes" (Darty manifeste en effet une grande confiance dans les capacités d'un effectif constitué d'un fort pourcentage d'éléments jeunes : 40 % des collaborateurs sont dans une tranche d'âge de 25 à 35 ans) ;
- la distribution gratuite d'actions aux salariés.

Anticipation constante sur les exigences du consommateur, rigueur de gestion, audace commerciale et responsabilisation des effectifs à tous les niveaux : on ne devient pas le 1er par hasard.

CANCER : DES LUMIERES SUR NOS CELLULES

Mise au point en France, une machine à trier les cellules apparaît d'ores et déjà comme un irremplaçable instrument de recherche dans la lutte contre les cancers et les leucémies.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

PRÉLEVEZ une goutte de sang et amusez-vous à compter au microscope les cellules qui y sont en suspension. Vous y consacrerez un certain temps, au risque d'ailleurs de passer à côté de cellules aberrantes. Essayez maintenant de repérer les structures des différentes leucocytes. Vous y parviendrez sans doute à l'aide du microscope électronique, mais de là à avoir une idée statistique de leur répartition... Repérez maintenant les structures aberrantes... Bon courage.



Le cytofluoromètre du C.e.a.



L'équipe de chercheurs ayant mis au point la machine à trier les cellules.

Certes il existe déjà plusieurs méthodes sophistiquées pour analyser, isoler un type particulier de cellule, mais en règle générale, toutes ces méthodes demandent du temps et ont un inconvénient : soit elles ne retiennent qu'un seul paramètre pour une population et l'on passe à côté de sous-populations de cellules, soit au contraire elles donnent tous les paramètres, mais sur un échantillon tellement réduit que ces analyses ne sont pas parlantes statistiquement. Sans compter que beaucoup de cellules meurent en cours d'opération.

Gain de temps

Avouez que si vous possédiez un appareil capable de ne rien vous cacher sur chacune des cellules d'un tissu donné, tout en affichant des résultats statistiques suffisamment parlant, vous vous lanceriez de suite dans la biologie. Foin des longues heures passées au microscope. Vous n'auriez plus à vous esquinter les yeux pour examiner au mieux quelques cellules à la seconde... Ah ! si il y avait un appareil capable d'analyser plusieurs milliers de cellules à la seconde ! Et si en plus, il triait LA population cellulaire que vous devez étudier.

Consolez-vous, cet appareil existe : c'est l'analyseur trieur de cellules. Dites plutôt cytofluoromètre, vous aurez l'air plus branché. Pour être franc, cet appareil existe depuis un certain temps aux Etats-Unis. Mais le Commissariat à l'énergie atomique (C.e.a.) en a notablement amélioré les performances. L'élaboration de l'appareil mérite d'être soulignée car elle est le fruit d'une collaboration suivie entre plusieurs organismes publics, parapublics et privés, entre le C.e.a., l'Inserm, le C.n.r.s., l'université, l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer, puis plus tard une entreprise privée alsacienne, l'Odam.

Le premier prototype

L'affaire remonte à 1978. A cette époque, il n'existe aucun appareil français équivalent. La D.g.r.s.t. charge donc le C.e.a. de l'étude d'un prototype. Un groupe de travail se forme, associant les différents utilisateurs, des représentants de l'hôpital Saint-Louis, de l'Institut Gustave-Roussy, du C.h.u. Pitié-Salpétrière et des chercheurs de l'Inserm. Le choix s'arrête sur un appareil haut de gamme, capable de trier plusieurs milliers de cellules à la seconde. L'objectif est d'aboutir à la commercialisation d'un appareil conçu et fabriqué en France.

Le département d'électronique et d'instrumentation nucléaire du C.e.a. planche sur la question. En 1982, le premier prototype est installée au laboratoire de cytométrie et fluorométrie analytique et séparatrice à l'Institut Gustave Roussy. C'est là qu'on procédera aux validations cliniques avec l'équipe du Dr Rosenfeld. Oh, certes, l'appareil est perfectible. On le peaufine, on en améliore l'utilisation. Tout comme il avait travaillé avec les chercheurs concernés, le C.e.a. collabore avec les industriels pour le développement de l'appareil. On passe fin 1983 à la phase industrielle. Et aujourd'hui déjà trois cytofluoromètres sont sortis de l'entreprise Odam, une filiale française d'un groupe suisse.

Pascal Lebrun



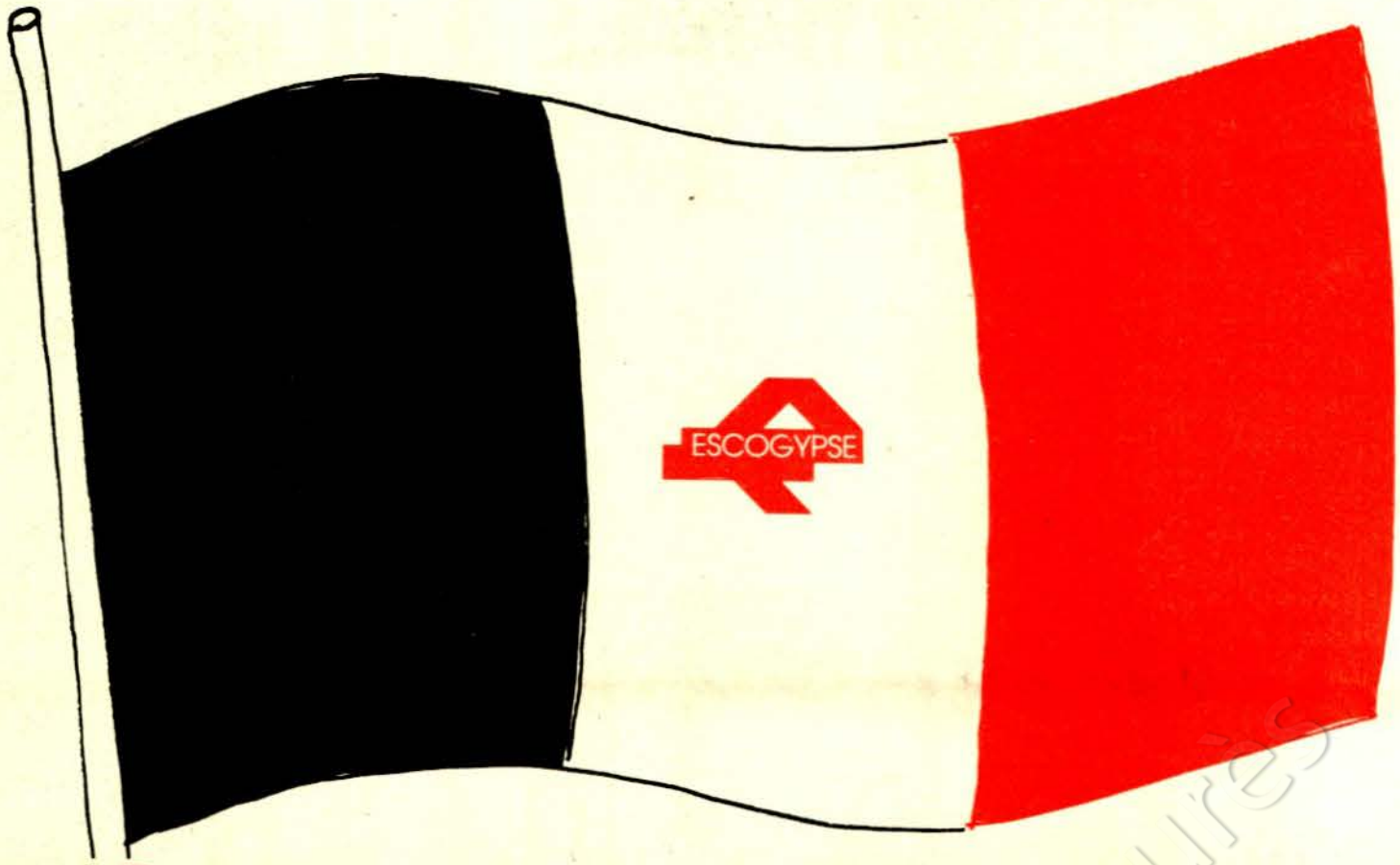
Le Dr Rosenfeld de l'Institut Gustave Roussy.

Mais revenons à nos cellules puisque l'appareil maintenant est prêt à les analyser. Les voici en suspension dans un liquide physiologique. On aura pris soin de colorer un ou deux constituants qui nous intéressent particulièrement, le cytoplasme par exemple ou la membrane, le noyau ou même les mitochondries. On aura choisi à chaque fois un colorant fluorescent spécifique. A partir de là, « il ne reste plus » qu'à faire défiler, chacune leur tour, gouttelette par gouttelette, les cellules devant un rayon laser. On imagine la précision technique que cela demande. Le colorant émettra une lumière fluorescente sur une certaine longueur d'onde : c'est la variation de cette lumière qui sera analysée puisqu'elle est proportionnelle au colorant fixé par la cellule. On connaîtra par exemple les variations de quantité d'A.d.n. de chacune des cellules, ce qui permettra par exemple de sélectionner pour plus ample examen les cellules cancéreuses.

Ajoutons que l'appareil « détecte » aussi le volume cellulaire. Tous les paramètres sont ensuite stockés, cellule par cellule, par l'ordinateur, qui éventuellement donnera l'ordre de trier l'heureuse élue. Celle-ci est alors déviée par un champ électrique. Plusieurs milliers de cellules (jusqu'à 10 000 à la seconde) défilent ainsi devant le rayon laser. Tout cela donne évidemment lieu à de précieuses analyses statistiques, beaucoup plus fiables qu'autrefois...

D'ores et déjà les applications du cytofluoromètre sont nombreuses et prometteuses dans de nombreux domaines. Au fur et à mesure qu'on trouve des « marqueurs » adéquats et suffisamment précis, on arrive à caractériser des cellules de plus en plus variées dans le sang et la mœlle osseuse. C'est le cas des lymphocytes qui sont loin de toutes se ressembler, même chez

(suite en page 20)



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français** dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous
Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

Fondation Jean-Jaurès

(suite de la page 19)

une même espèce. Les spécialistes définissent de grands groupes de lymphocytes, caractérisées par ce qu'ils nomment les « marqueurs », en l'occurrence les « antigènes de surface cellulaire ». Or, depuis les différentes tentatives de greffes, on sait que certains greffons sont rejetés par l'organisme du receveur. C'est qu'en effet, il y a incompatibilités entre les différents antigènes de surface. Le cytofluoromètre permet donc de mieux cerner les compatibilités entre la greffe et le tissu du receveur. Peut-être un jour permettra-t-il d'épurer les autogreffes de mœlle osseuse qu'on injecte à certains cancéreux.

Mesurer leur charge d'A.d.n.

Car bien entendu, le cytofluoromètre repère les cellules anormales qui défilent sous le laser, pour autant qu'on dispose de marqueurs correspondant (le marqueur, c'est en quelque sorte, le signe de reconnaissance d'une cellule, sa propriété, qu'elle soit normal ou anormal). On songe évidemment au cancer dont on peut espérer améliorer le diagnostic. Des chercheurs anglais ont ainsi caractérisé sur le plan immunologique différentes formes de leucémie, autrefois confondues, à partir de l'examen des cellules d'un millier de malades : ce classement a permis d'adapter les protocoles de traitement à différentes formes de leucémies aigues. Pareilles analyses auraient demandé des journées.

Grâce au gain de temps, l'analyseur-trieur de cellules peut être un auxiliaire précieux en chimiothérapie, pour suivre par exemple les effets de certaines substances sur les cellules cancéreuses. Grâce à lui, on pourra peut-être mieux suivre l'évolution de cancers dont les rechutes pourront être prévenues à temps. Mais disons-le, les applications cliniques en sont encore à leur tout début. On parle de l'appareil pour aider à la fabrication d'immunotoxines, on le retrouve dans d'autres disciplines, en radiobiologie par exemple pour étudier les effets des radiations sur les cellules, comme on le fait au laboratoire de cytofluorométrie du C.e.a. à Fontenay.

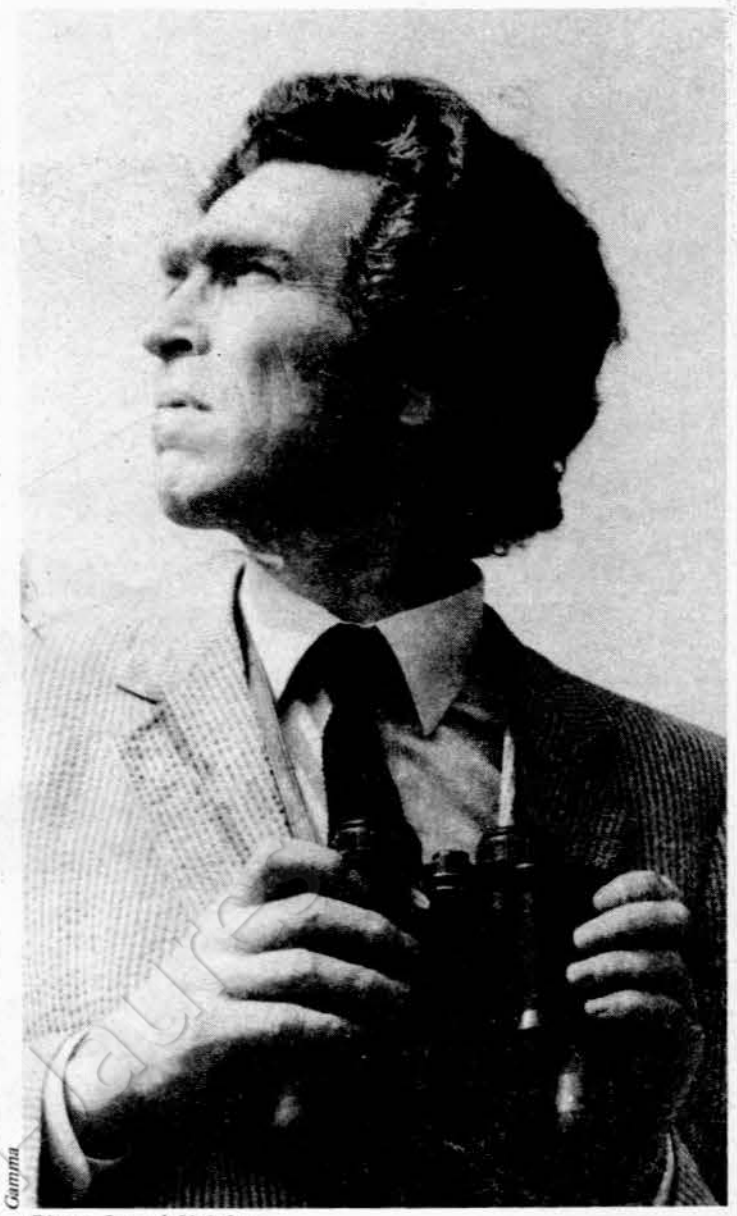
Comme pour les cellules, il permet d'analyser les chromosomes, ou à tout le moins d'en obtenir une cartographie et de les trier en mesurant leur charge en A.d.n. Son avenir dans le génie génétique semble donc également assuré.

On a donc là un irremplaçable instrument de recherche. Seule ombre au tableau : il serait dommage que les chercheurs compétents à la fois en informatique, physique et performants dans la recherche moléculaire et biologique soient tentés de s'expatrier aux Etats-Unis, faute de trouver dans nos laboratoires un statut et une place à la mesure de leurs compétences. Ce dernier aspect de l'utilisation du cytofluoromètre n'est sûrement pas insurmontable. ●



Gamma





Gamma

Pierre Joxe à Valabre.

DE LA PREVENTION INCENDIES : LES CONTRE-FEUX

Pour sa première sortie officielle, Pierre Joxe s'est rendu le 30 août à Valabre (Bouches-du-Rhône) au Centre opérationnel anti-feux de forêt. Une occasion de rendre hommage à la protection civile et de tirer le bilan pour l'année 1984. Une bonne année grâce à la prévention et à... la météo.

PAR DENIS DANGAIX

(de notre envoyé spécial)

« IMPORTANT panache de fumée sur le secteur de Redan... Nécessite envoi de quatre Canadair... Pouvez-vous me donner leurs fréquences ainsi que leurs minutages...

A vous. » L'officier de permanence reçoit le message cinq sur cinq. Point de panique ; c'est réglé comme dupapier à musique.

Nous sommes dans la salle de commande du Centre international de coordination opérationnelle de la sécurité civile ; le Circosc. C'est le poumon de la Sécurité civile. Implanté à Valabre (Bouches-du-Rhône), lui seul décide la mise en œuvre des moyens terrestres et aériens nationaux, dans les départements méditerranéens notamment, pour lutter contre les feux de forêts. Pas le moindre incendie n'échappe à son contrôle et c'est de cette pièce que se décide le plan de bataille anti-flammes.

Des moyens et des hommes

Rassurons-nous. Cette fois, il ne s'agit que d'une simple simulation. Un exercice d'alerte mis sur pied à l'occasion de la visite de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et de la Décentralisation. Accompagné pour la circonstance de son collègue secrétaire d'Etat à l'Agriculture René Souchon, il avait troqué, ce jeudi 30 août son costume de responsable de la police pour celui de pompier. Une occasion pour rappeler que la principale mission de son ministère reste la protection.

Qui dit protection, dit, bien évidemment, prévention. Et en cette matière ni les moyens, ni les efforts manquent. Deux cent trente-deux mille sapeurs-pompiers constituent l'ossature des services de secours. Des pompier qui, rappelons-le – alors que la majorité d'entre eux (deux cent six mille) sont des volontaires –, risquent leur vie à chaque incendie. En 1983, les feux de forêts ont fait trente-sept victimes en France (20 à la fin du mois d'aoûtde cette annee). Sous leur autorité, plus de trois cent soixante comités communaux « feux de forêts » ont été créés au début d'août 1984. Ils sont le résultat de la mobilisation de la population aux mesures de lutte contre l'incendie.

Répartis essentiellement à travers les quatorze département de l'entente (tout le sud de la France), ils dépendent des directions départementales des services concernés (agriculture, secours...). A cela, il faut ajouter les moyens techniques autant terrestres qu'aériens comme les vingt-trois avions bombardiers d'eau basés à Marignane.

1984 : une bonne année

La saison d'été n'est pas terminée que l'heure est déjà au bilan. Au 30août, 1984 est la meilleure année depuis cinq ans. Pour l'ensemble du territoire, moins de dix-sept mille hectares ont été ravagés par trois mille quatre cents foyers. En 1979, soixante mille hectares, en 1983, cinquante trois mille. Un résultat positif dû essentiellement aux efforts particuliers de la région Sud-Est. Celle-ci – particulièrement sensible – représentant, selon les années, 75 à 90 % de surface atteinte et du nombre de feux.

La météo reste le principal facteur de ce résultat. Favorable cette année, sauf pour le mois d'avril, elle a entraîné moins de « risques très sévères » (trois cent cinquante neuf) qu'en 1983, par exemple (cinq cent soixante et onze). Les efforts de lutte et de transmissions sont à prendre en compte. Cent quatre vingt dix millions de francs ont, cette année, été débloqués par le ministère de l'Intérieur. Mais la principale cause, et Pierre Joxe a tenu à le souligner, reste dans la « combativité des hommes ». L'exemple des trois cent soixante comités communaux « Feux de forêts » en reste la meilleure preuve. ●

Les pompiers volants sur leurs drôles de Canadair

Marignane : la base de bombardiers d'eau. Créée en juin 1963, c'est d'elle que partent les fameux engins anti-feux de forêts. Canadair, D.C.6, Trackers, la flotte comprend aujourd'hui vingt-trois appareils. Cent quatre-vingt-dix-sept personnes constituent l'effectif de la base, dont quatre-vingt-cinq pilotes et mécaniciens navigants. Le recrutement de ces conducteurs d'engins si particuliers se fait principalement dans l'aéronautique navale et dans l'armée de l'air. Leur formation minimale est précise : quinze ans de pilotage militaire, soit trois mille heures au moins, et une pratique du pilotage d'assaut et de lutte anti-sous-marine.

L'alerte, à Marignane, est permanente du lever au coucher du soleil. L'action tactique des bombardiers d'eau est connue du grand public. Le largage se fait à une trentaine de mètres d'altitude du foyer.

En 1983, les pilotes de Canadair ont effectué trois mille trois cent dix-sept heures de mission... et, depuis un an, deux équipages ont disparu, victimes d'accidents en cours d'opération.

D.D.



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

ENTREZ DANS LE SERVICE SECRET.

Sans le mot de passe, on ne passe pas.

Au commencement était le verbe, aujourd'hui est Missive, la messagerie électronique : le nouveau moyen de communication qui redonne aux hommes leurs secrets. Un nom de code et un mot de passe que vous pouvez changer à tout moment ; sans cette double-clé, on ne passe pas.
Vous êtes à la fois protégé et en liaison permanente avec les correspondants de votre choix.



Deux secondes après, quelque part dans le monde.

« Marco Polo »... (si tel est votre mot de passe !) et, deux secondes après, vous vous adressez à votre correspondant (ou plusieurs à la fois). Même si l'un se promène de par le monde sans adresse fixe, si l'autre est à Tokyo et le troisième à New York.
Rapide, omniprésent, Missive se joue des frontières et du temps. Les fuseaux horaires, c'était quoi déjà ?

A peine plus grand qu'un téléphone.

A partir d'un petit terminal sur le coin de votre bureau (d'une table de conférence ou même de votre table de chevet), vous menez vos négociations commerciales, vos prospections, vos commandes du bout des doigts.
Si vos affaires sont privées ou si votre vie privée est une affaire, à tout moment, vous pouvez consulter Missive. Tous les messages de vos correspondants sont là et vous attendent.

La messagerie de l'avenir.

Missive a de l'avenir, vous aussi. Équipé de la messagerie électronique confidentielle, vous mettez le progrès de votre côté. Laissez à la mémoire de Missive le soin d'archiver vos dossiers, de retrouver dans le passé le détail qui vous échappe.
Disponibilité, souplesse, polyvalence, discrétion... Missive : le service secret qui vous donne un sérieux avantage sur vos concurrents.

Missive

LE MOT DE PASSE DE L'AVENIR.

FCR Missive, 73, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. n° (1) 296.14.77

Antelme & Associés



NI GODILLOT NI INTELLO, SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'unité

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

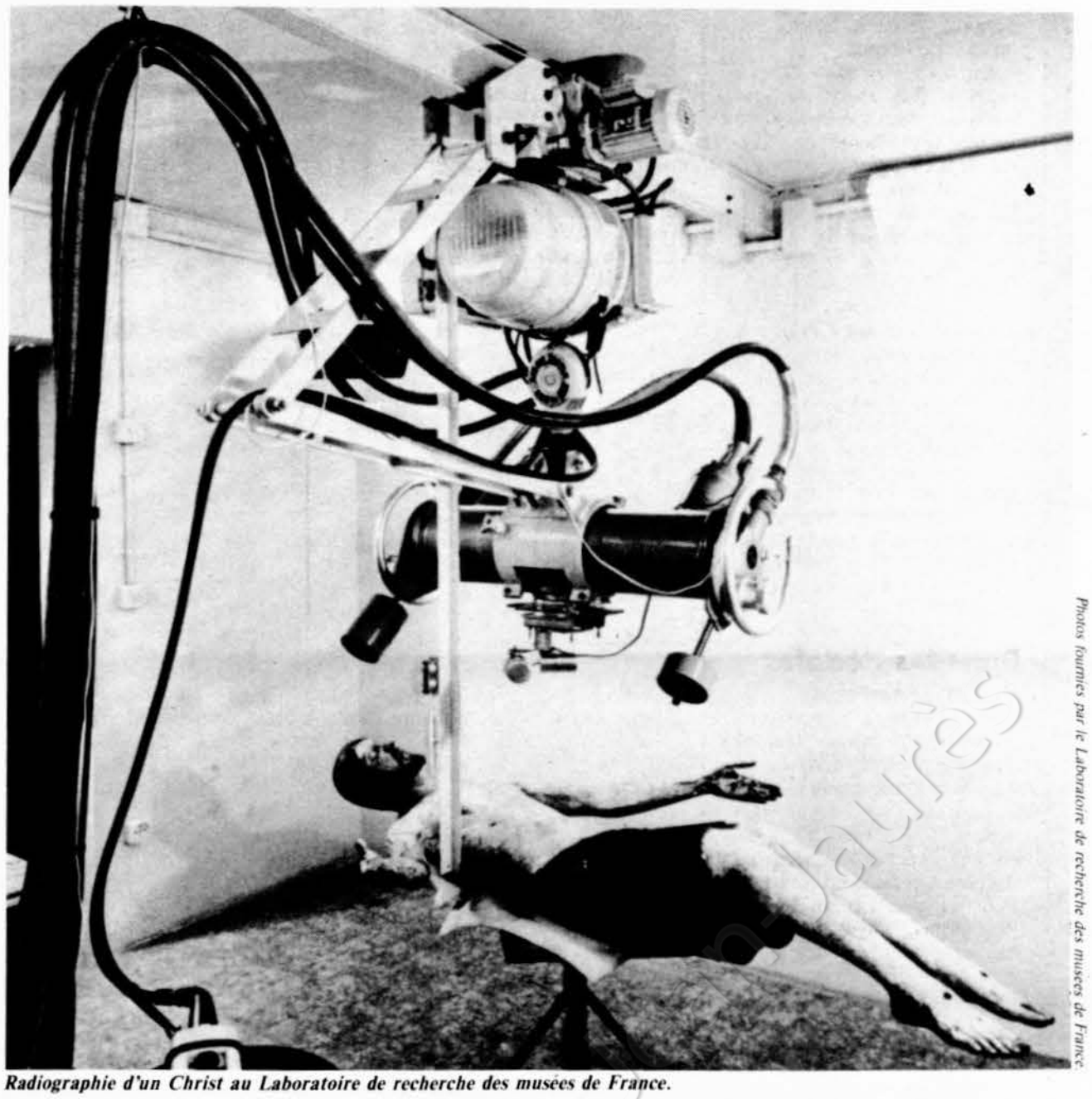
☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



Photos fournies par le Laboratoire de recherche des musées de France.

Radiographie d'un Christ au Laboratoire de recherche des musées de France.

SCIENCE ET CULTURE

LES CHERCHEURS DU TEMPS RETROUVÉ

Radiologues, virtuoses du laser, chromatographes et chimistes mettent désormais leur art au service du patrimoine culturel en perçant les secrets des chefs-d'œuvre et en opérant leurs blessures parfois invisibles

PAR MARTINE DUCOUSSET

ELLE a une drôle d'allure, cette « Vierge à l'enfant » sculptée sur bois. Des taches sombres ici et là, des pleins et des déliés qui dessinent une bien curieuse image de l'œuvre. Nichée depuis si longtemps au recoin d'une petite église du nord de la France, la « Vierge » n'aurait jamais osé imaginer pareil traitement. Jamais pensé qu'on pût, un jour, la passer aux rayons X.

Seulement voilà. Le curé de la paroisse se faisait du souci. Sa « Vierge » n'était-elle pas trop fragile pour être sortie, chaque année, de l'enceinte sacrée, et portée à bout de bras durant la procession du 15 août ? A trop promener la sculpture, ne risquait-on pas un irréparable dommage ? Pour prévenir le pire, une seule solution : faire appel au Laboratoire de recherche des musées de France, et lui demander un examen approfondi de la « Vierge à l'enfant ». Après radiographie de l'œuvre, les techniciens du quai des Tuileries rendaient leur verdict : abondamment restaurée au fil des siècles, déjà beaucoup trop manipulée, la « Vierge » méritait qu'on la laissât en paix, dans son recoin. Nichée pour encore longtemps, si on prenait bien soin d'elle.

La science au service de l'art. Fabuleux compagnonnage, prodigieuse coopération. Quand la recherche fait un bout de chemin avec la culture, c'est toute l'histoire — et la mémoire — de l'humanité qui fait ainsi un pied de nez à l'oubli. Tous nos musées réels ou imaginaires sauvés de la destruction. Du néant. C'est dire l'importance des efforts aujourd'hui consentis par le ministère de la Culture pour sauvegarder et conserver le patrimoine : création, en juillet dernier, d'un Conseil de la Recherche ; augmentation des crédits qui atteignent 38,5 millions de francs côté équipement — contre 20 millions en 1980 — et 137 millions de francs pour le personnel et le matériel — contre un peu plus de 55 millions en 1980 ; et, pour la première fois, organisation à Paris du X[e] Congrès de l'Institut international de conservation des œuvres d'art dont la séance inaugurale, présidée par Jack Lang, s'est tenue le lundi 3 septembre.

Pour que le lifting résiste

C'est forcé : quand on dit conservation du patrimoine, on pense tout de suite restauration. En oubliant ce qui rend possible ce ravalement artistique, et lui permet son efficacité maximale : la recherche scientifique. « Notre rôle, c'est d'élaborer. De mettre au point de nouvelles méthodes de restauration, et d'analyser les matériaux susceptibles d'être utilisés dans tel ou tel cas », explique Françoise Flieder, responsable du Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques. Rien ne sert de restaurer si le lifting ne tient pas. Pour qu'il résiste, il y faut la manière, et les instruments adéquats. Sinon, gare au replâtrage bâclé.

Tout pour la graphie. Le Centre, créé en 1963, ne fait pas semblant de travailler. Etude des matériaux traditionnels : parchemin, cuir, papier, encre. Mais aussi analyse des supports des nouvelles techniques photographiques et cinématographiques. Pour tous les goûts, pour tous les siècles. Au troisième étage du centre installé rue Geoffroy-Saint-Hilaire, on étudie au microscope d'infimes parcelles de cuir prélevées sur des ceinturons récemment découverts au hasard des fouilles de la cour Napoléon du Louvre. Est-ce de la chèvre, du mouton ou du veau ? L'analyse permettra de déceler l'origine, et d'indiquer comment, et avec quel matériau, restaurer au mieux.

Au deuxième, c'est le domaine de la chromatographie, une technique moderne utilisée pour séparer les différents composants d'un corps. Une technique qui permet des investigations poussées, et réserve parfois des surprises. Qu'en est-il, par exemple, de cette pourpre dont sont teints certains manuscrits anciens, comme les « Evangiles » de Sinope ou ceux de la cathédrale de Reims ? Une pourpre extraite de coquillages méditerranéens, comme on l'a longtemps pensé ? « Faux, raconte Françoise Flieder. Nos analyses ont montré que la pourpre en question provenait d'un substitut d'origine végétale, le folium, cultivé au Moyen Age, abandonné depuis. « Nous avons pu l'identifier grâce à un scientifique

allemand qui cultivait des graines végétales moyenâgeuses dans son jardin. »

Premier étage : c'est le domaine du XX[ème] siècle. Photo et cinoche à l'honneur. Comment sauver ces documents de l'outrage des ans ? La couleur, chacun sait ça, est promise à des lendemains peu joyeux. Le Centre national de la cinématographie de Bois-d'Arcy est rempli de films pourris, dévorés par les champignons et tellement distendus qu'aucun projecteur n'est capable de leur rendre la moindre animation. Peut-on au moins imaginer, pour l'avenir, un matériau qui tiendrait la distance ? Un film en couleur qui resterait impeccable – ou presque – au fil des ans ? On ne peut déjà plus voir les grottes de Lascaux, remplacées depuis par d'impeccables fac-similés.

Le grand écran nous les restitue ! Mais si le film lui-même n'est pas viable, et pas conservable, c'est l'horreur ! Ni le vrai, ni sa duplication. Aussi travaille-t-on au Centre à analyser la qualité de divers films, leur capacité de vieillissement et donc leur résistance au temps. Pour isoler, à la fin, le support gardien presque parfait de l'œuvre qui lui sera confiée.

C'est de la conservation par anticipation, et c'est la sauvegarde de l'histoire de l'art. Toutes les nouvelles techniques y passent : spectrométrie de masse, microchimie organique, radiographie, microscopie optique, thermoluminescence.

La science utilisée dans sept laboratoires au service du patrimoine : le Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques bien sûr, le Laboratoire de recherche des Monuments historiques situé à Champs-sur-Marne – vitraux et pierres essentiellement –, le Centre d'études et de traitement des bois gorgés d'eau, les Archives du film, le Laboratoire de la Manufacture nationale de Sèvres, le Laboratoire du Musée national des arts et traditions populaires, et le Laboratoire de recherche des musées de France.

Etonnant laboratoire que celui-là. Plus analytique que les autres, davantage porté sur les métamorphoses de l'art. De la technique comme ailleurs, mais qui fait rêver. Voir par exemple, sous le tableau de Rembrandt « Portrait d'un jeune homme » exposé au musée du Louvre, une première composition de l'artiste, une femme penchée sur un berceau, ça vous fait un choc. Comme d'apercevoir, derrière l'une des toiles de Picasso, « le Sculpteur », les nombreux essais et retouches effectués par le maître. Mystère de l'art, et de la science : grâce à la radiographie, grâce aux infrarouges ou aux ultraviolets, le génie prend forme. Il se montre, à défaut de s'expliquer.

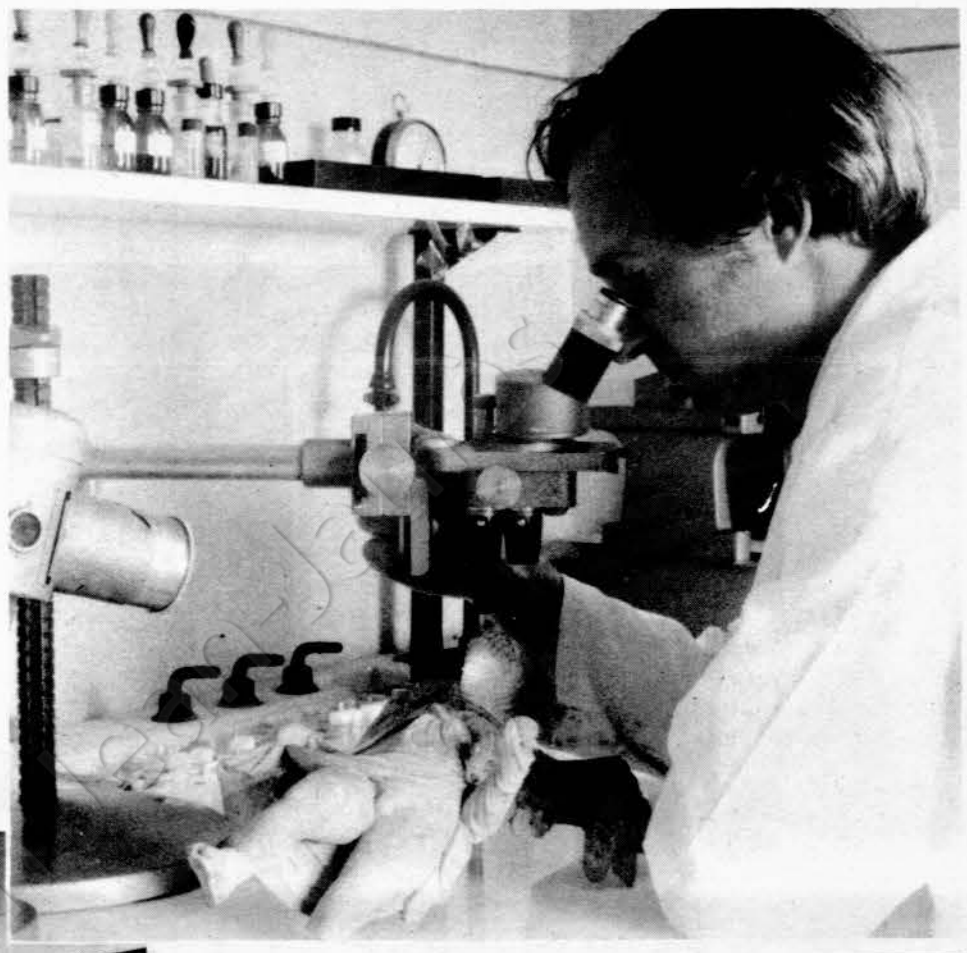
Dans les dédales de la création

« Notre vocation est multiple, commente Charles Lahanier, chef du Laboratoire des musées de France. Authentification des œuvres d'art qui entrent dans les musées, études avant et pendant restauration des peintures et des objets archéologiques, analyse des matériaux et techniques anciennes. » Passionnant. Parce qu'ici on se perd dans les dédales de la création. Toujours Picasso, qui peint en 1921 un assemblage composite d'« Etudes », où se mêlent figuration et cubisme. Radiographié, le tableau révèle une composition sous-jacente inspirée d'une gravure de Rembrandt, « La Résurrection de Lazare ». Composition originale du peintre – deux toiles en une – ou bien simple réemploi d'une toile ancienne ? L'étude se poursuit. Et cette figurine de Vishnou, en métal coulé, qui arrive tout droit du musée Guimet et dont la radiographie a montré des mains qui n'étaient pas creuses, contrairement au reste du corps. Ce qui semblerait prouver que le parchemin habituellement dissimulé dans le pied se trouve ici caché dans la main. Ainsi le conservateur du musée Guimet saura-t-il où chercher ledit parchemin.

A l'étude aussi une superbe « Ariane », seule sculpture en cire du peintre Poussin. A côté, une œuvre de Bari (XIX[ème]), elle aussi en cire. « Nos recherches nous ont permis de découvrir les techniques particulières à chaque sculpteur, raconte France Drilhon, radiographe artistique patentée. La méthode de l'un n'était pas celle de l'autre. Mais à l'œil nu, impossible de distinguer. »

Et puis, il y a encore ces céramiques dont l'analyse a mis en évidence des composants volcaniques. Ce qui situe, à quelques années près, une éruption fort ancienne de la montagne Pelée. Et ces débris de verre provenant des fouilles archéologiques de Shabwa (Yémen du Sud) qui, via la physique et la chimie, racontent l'histoire d'un peuple, et d'une époque.

Mine de rien, c'est du grand art ce que fait la science pour la culture. Les six cents chercheurs, ingénieurs et techniciens préoccupés de restauration et de conservation du patrimoine méritent un grand coup de chapeau. Sans eux, on ne saurait pas vraiment comment retoucher un tableau ou recoller une céramique. Sans eux, Matisse dépérirait et les « Chevaux » de Marly vivraient leur triste mort, Molière se tairait à jamais et les vitraux de la cathédrale de Chartres perdraient de leur éclat. Sans eux, la culture n'aurait pas d'avenir. Le passé retrouvé qui se conjugue au futur, quoi de plus merveilleux ? Van Gogh, Michel-Ange et Goya pour l'éternité. Prenez date.. ●



Examen au microscope d'une statuette de terre cuite.



Appareil de microfluorescence X pour l'analyse des peintures.





Gamma

Les fouilles en cours au Louvre.

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE



TOUR MONTPARNASSE



ELF LAGOS



VILLE NOUVELLE ALADJA NIGERIA

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE
offre à ses clients un service complet

Elle prend en main leur projet, de la naissance de l'idée jusqu'à son **achèvement.**

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE analyse et définit les besoins, conçoit le projet, met en œuvre l'organisation financière, construit les édifices et livre le jour « J » les produits.

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE, c'est une grande expérience dans une gamme de produits étendue : immeubles de bureaux, logements de luxe, moyens et sociaux, hôtels clés en main, stations de loisirs, maisons individuelles, rénovation urbaine, hôpitaux, engineering agro-alimentaire.

PARIS
Tour Maine Montparnasse - 33, Avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15
☎ (1) 538.46.46 - Télex : SEFRICO 203634 F

TORONTO
8, Prince Arthur Avenue
☎ (416) 927.94.96 - Télex 06218394

LONDRES
34, Brook Street
LONDON W 1 - ☎ (441) 629.01.00

LAGOS
Ibiyimka - Victoria Island
☎ 627.347 - Télex 22335

Fondation

La chronique littéraire de Claude Glayman



MUSIQUE: UN ART FOSSILE ?

Selon Nikolaus Hamoncourt dans son « Discours musical » nous nous défions de plus en plus de la nouveauté pour ne vouloir entendre que ce que notre oreille connaît déjà. Pessimisme excessif ou terrible lucidité d'un virtuose de la musique ancienne ?

**** Nikolaus Harnoncourt : « Le Discours musical » — Gallimard.***
**** Alfred Einstein : « La Musique romantique » — Gallimard, Coll. Tel.***
**** Lucien Malson : « Des musiques de Jazz » — Parenthèses, Coll. Epistrophy.***
**** Revues « Contrechamps », n° 2, avril 1984. Correspondance et écrits : Schoenberg. Kandinsky. Textes de J. Hahl-Koch, D. Vallier, P. Boulez, C. Dahlaus, P. Albéra, J. Demierre — Editions l'Age d'Homme.***

Avec la fin de l'été, c'est la saison des festivals de musique qui s'achève. Un rite est désormais ancré qui fait qu'avec les beaux jours et les belles soirées, la réflexion sur l'art des sons ne paraît pas prendre de congé... si ce n'est peut-être et, fort paradoxalement, au cours du mois de septembre. Ce n'est qu'aux derniers jours du mois, en effet, que la saison reprend et frappe trois coups en ses lieux traditionnels.

Courte interruption qui, cette année, aura été d'autant plus confirmée que plusieurs livres ont été publiés à la veille de l'été et quelques-uns particulièrement importants comme le recueil d'articles du célèbre interprète Nikolaus Harnoncourt, paru sous le titre nullement neutre de « Discours musical », et la traduction quasi complète de la « Correspondance » de deux pionniers de lart du XX[e] siècle, Wassili Kandinsky le peintre et Arnold Schoenberg le compositeur (correspondance jusqu'ici inédite en français à l'exception des deux ou trois missives glissées dans le volume paru chez Lattes des « Lettres » de Schoenberg).

Pour souligner l'importance du véritable cri d'alarme lancé par celui qui fait figure de chef de file du retour aux instruments anciens — Harnoncourt —, citons presque au hasard d'une de ses innombrables mises en garde : « A mon sens la situation est inquiétante, et si on ne réussit pas à instaurer une unité entre notre écoute de la musique, notre besoin de musique et la vie musicale — que ce soit en retrouvant un équilibre entre l'offre et la demande dans la musique contemporaine ou en découvrant une nouvelle manière de comprendre la musique classique, ancienne —, la fin est proche. » Diable ! mais de quoi s'agit-il ? De plusieurs carences dont il me semble que si plusieurs méritent plus de discussion que l'avis définitif de l'auteur, la plupart, cependant, exigeraient plus d'attention de notre part. Pessimisme de conservateur, sinon de droite, en une jonction fortuite avec tout un tintamarre actuel, ou bien prise de conscience désormais indispensable au sein d'une société audiovisuelle de plus en plus exponentielle et incapable de saisir les failles et les déterminismes de son fonctionnement ? Il n'y aurait plus de musique aujourd'hui mais un décor de routine !

Nous devrions, pour nous en sortir, retrouver le déroulement historique et vrai de la musique du passé. Objectif : récupérer la vérité de la musique au détriment d'une beauté



Pierre Boulez.

devenue alibi, ronronnement, sous-valeur. Nous nous défions de plus en plus de la nouveauté, de la surprise, nous voulons seulement réentendre ce que nous entendons sempiternellement. La création est coupée du public.

Et de fait Harnoncourt remarque qu'hormis un cercle restreint d'habitués et d'initiés, l'institution qui ne programmerait que de la musique nouvelle serait désertée et que le public n'assiste qu'au répertoire repris et sans cesse repris selon un processus de type pavlovien. Alors qu'au XVIII[e] siècle le mouvement était totalement inverse : le public désirait la nouveauté et se détournait des œuvres connues. Qui contesterait cette observation ? Il est vrai que le concert au sens actuel est une invention moderne. Quoique élitiste, la musique, autrefois, avait une fonction sociale bien définie. Elle demeurait également en relation avec la vie concrète, corporelle des individus. Et qui peut s'inscrire en faux contre cet autre cri d'alarme : « ... Pourquoi existe-t-il, d'une part, une musique de variétés actuelle qui joue un rôle absolument indispensable dans la vie culturelle, mais aucune « musique sérieuse » de l'autre qui pourrait y jouer un rôle ? »

Reste qu'on peut s'interroger sur la critique radicale de la Révolution française présentée comme cause d'inversion du sens de la musique. Avec une égalité prônée par et dans le Conservatoire (dont Cherubini fut l'un des premiers maîtres), aurait été mis en place un système, encore en vigueur de nos jours, qui aurait en quelque sorte banni le vécu, la différence, la notion de contemporanéité au profit exclusif du politique et, pourquoi ne pas le dire, de son uniformisation étatique.

Procès venu sous la plume d'un auteur qui n'est pas un familier du « Figaro-Magazine » et dont l'extraordinaire connaissance de la musique « pré-révolutionnaire » (en témoignant par ailleurs son livre comme sa discographie et ses concerts) prouve assez la



Nikolaus Harnoncourt.

sincérité. Curieusement, la réédition du livre « la Musique romantique » du célèbre musicologue mozartien Alfred Einstein, paru en France, pour la première fois, en 1959, exprime exactement le contraire de la thèse d'Harnoncourt, du moins sur ce point.

Einstein montre très bien que jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, jusqu'à Mozart — compositeur-charnière en ce domaine comme en tant d'autres — le musicien a un maître, écrit de la musique de commande, ignore les notions d'art pour l'art. Avec Beethoven la conception bascule : le compositeur est seul, et s'il a des mécènes et des responsabilités sociales précises, pour l'essentiel il écrit pour lui, voire pour la postérité (les difficultés techniques du Maître de Bonn, plus qu'effet de sa surdité, marquent à leur manière cet individualisme exacerbé et qui sera repris par tout le XIX[e] siècle). Einstein note que ce retournement est une conséquence directe et évidente de la Révolution de 1789. D'ailleurs fidèle au prophétisme de celle-ci, la musique est censée devoir régénérer le monde. De Beethoven à Wagner, en passant par Verdi et les écoles nationales, tous les artistes romantiques l'ont pensé. Brahms, en renouant avec le classicisme, avec cette conscience qu'il a eu d'être un musicien « posthume », selon l'heureuse formule d'Einstein, marquera le premier avec ses amis Hanslick et tant d'autres une nostalgie du passé (l'originalité y perdra sans doute...). Harnoncourt n'observe-t-il pas que le post-romantisme serait la dernière période où une musique traduit une époque...? ensuite la vie musicale se serait figée.

La correspondance Kandinsky-Schoenberg ainsi que l'excellent appareil de notes et d'articles qui l'accompagnent montre qu'il n'en est rien. De 1911 à la guerre de 1914, lorsque l'on suit les efforts et les recherches du peintre et du compositeur, on se rend compte, si on ne le savait déjà, que rien n'a été figé. Schoenberg, en plus de son métier de compositeur, peintre, tentant d'écrire les textes de ses monodrames ; Kandinsky attiré par la musique, écrivant des pièces de théâtre ; l'un et l'autre théoriciens, pédagogues, aux talents multiformes, distanciés certes des mouvements politiques et sociaux (encore que Kandinsky collabore au début avec la politique culturelle de la Révolution russe et que la rupture entre les deux hommes se soit établie sur les reproches d'antisémitisme adressés par Schoenberg à son ami, bien que le rôle manipulateur de la veuve de Malher en ce domaine n'ait pas été nul...) ont tenté à la fois une synthèse des arts et d'introduire une forme de spiritualité dans la culture. A défaut de succès dans les deux directions, ils ont en tout cas fait naître la modernité, l'art moderne, en rompant avec le figuratif et la tonalité, en plaçant haut les valeurs de sincérité et de nouveauté.

Y a-t-il derrière ce mouvement (d'autres noms pourraient être cités à l'appui) un répondant social pour reprendre la préoccupation d'Harnoncourt ? On voudrait voir en tout cas, dans le développement du jazz et dans la naissance d'une critique de cette nouvelle forme de musique, une issue, fût-elle partielle et sur un autre terrain, à cette interrogation qui a une vision trop globalement négative du XX[e] siècle. Notre crise de fin de siècle est bien délimitée et les textes des années vingt opportunément repris par la revue « Jazz-Magazine » (n° de janvier 1984) qui saluaient l'avènement de la nouvelle musique sous les signatures de Leiris, Cingria, Cocteau, Soupault, etc. l'attestent. Lorsque (dans la revue « Dialogue » éditée par l'ambassade des Etats-Unis) un critique aussi patenté que Leonard Feather (collaborateur du « Los Angeles Times ») s'interroge sur le jazz dans les années quatre-vingt, il montre les évolutions mais ne conclut pas à la disparition ou à la stérilisation. Et que dire du recueil du grand Lucien Malson (producteur d'un excellent magazine mensuel sur le jazz à F.R.3.-Ile de France, le premier du genre), regard porté sur quasiment un siècle de productions jazzistes.

Dodécaphonisme, jazz, répond le XX[e] siècle pour ce qu'il a de meilleur mais pas d'exclusif. Harnoncourt, sous cet angle, paraît être d'un pessimisme excessif. Pour autant son inquiétude semble sonner juste si on s'en tient aux toutes dernières décennies. Qui peut affirmer que la sociologie et la production industrielle, devenues dominantes, n'ont pas tué la création artistique ou, à défaut, ne constituent pas une menace mortelle ? A cet égard, l'essai d'Harnoncourt estplus que méritoire et mérite d'être lu, relu et médité.

Lisez aussi :

*** Alain Arnaud : « les Hasards de la voix » — Flammarion, coll. Textes.**
Composition historique, philosophique, poétique sur la voix, par l'un de ses meilleurs experts actuels.

*** Jean-Jacques Nattiez : « Proust musicien » — Christian Bourgois.**
La musique, non seulement comme thème du roman, mais aussi comme méthode de création de la « Recherche ». Par un musicologue québécois à qui nous devons déjà plusieurs autres contributions importantes.

*** « La Revue Musicale » :** Le dernier numéro est consacré au compositeur Claude Ballif ni atonal, ni tonal —, héros du dernier Festival estival de Paris.

Carte Y

entrez, roulez, sortez et payez plus tard...

un nouveau service offert par la S.A.P.R.R.



Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé - carte Y.

Les cartes Y sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.

Chaque carte Y est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.

Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni à un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire : l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE, l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 et le tunnel de Ste-Marie-aux-Mines.

La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.

10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes.

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service Carte Y 36, rue du Dr Schmitt
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

ARVEST CONSEIL (1) 233 72 30

Caisse Nationale de l'Energie

Gaz de France
Obligations 14 % 1980

Les intérêts courus du 23 Septembre 1983 au 22 Septembre 1984 sur les obligations GAZ DE FRANCE 14 % 1980 seront payables à partir du 23 Septembre 1984, à raison de F 630,00 par titre de 5.000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 70,00 (montant global : F 700,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 104,95 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 7,00 faisant ressortir un net de F 518,05. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
- Amortissement 1981 : 4.779 à 19.063
- Amortissement 1983 : 145.654 à 170.452.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Trésoreries Principales et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à Paris, 18 Bis, rue de Berri, à la Caisse Nationale ainsi qu'aux Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques Affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

COOPÉRER POUR GAGNER

Soucieux d'offrir à ses clients une offre complète de produits et de services compétitifs, Bull développe une stratégie d'alliances et de coopérations avec divers partenaires jugés parmi les meilleurs au niveau international.

NECESSITÉ DE LA COOPÉRATION

Pour répondre à une demande du marché de plus en plus complexe et de plus en plus exigeante, et pour s'adapter avec rapidité aux évolutions technologiques, tous les grands constructeurs internationaux d'informatique font appel à des partenaires spécialisés.

Bull développe une politique active de coopération avec des laboratoires de recherche publics et privés, avec des sociétés de service et d'ingénierie, et avec d'autres industriels.

Ce partenariat ouvre au Groupe l'accès aux techniques et aux produits les plus avancés tout en lui permettant de renforcer constamment son savoir-faire.

Les accords conclus par Bull sont en effet conçus sur la base d'échanges permanents tant sur les informations concernant les travaux en cours, que dans la participation croisée d'équipes de chercheurs.

Ainsi Bull, tout en concentrant ses compétences et ses ressources sur les produits fondamentaux pour sa stratégie, acquiert-il de nouvelles compétences précieuses pour son avenir.

LA COOPÉRATION EN FRANCE

Au plan scientifique, plusieurs programmes de recherche sont développés avec des laboratoires publics et privés sous forme de conventions d'échanges de chercheurs ou contrats conjoints.

A titre d'exemple, citons le programme de recherche en conception assistée par ordinateurs pour les circuits à haut degré d'intégration, développé en commun par Bull, l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique), l'IMAG (Université de Grenoble) et Thomson-Efcis ainsi que le projet national de développement d'une structure d'accueil pour outils de génie logiciel (programme EPICEA) dont Bull est maître d'œuvre.

Dans le domaine industriel, citons notamment les accords Bull-Matra Harris pour la fabrication de semi-conducteurs et l'accord Bull-Philips pour la production de la carte à mémoire selon le procédé mis au point par Bull.

LA COOPÉRATION EN EUROPE

Les industriels et les gouvernements européens ont pris conscience de l'impérieuse nécessité de coopérer pour récupérer leur propre marché. Rappelons que 74 % du parc européen est dominé par les constructeurs américains alors qu'à l'inverse les Européens ne disposent que de 9 % du marché mondial de l'informatique.

L'une des marques les plus significatives de ce réveil européen a été donnée par la décision des États membres de la Communauté Européenne de consacrer un budget de 750 millions d'ECUS (plus de 6 milliards de francs) sur quatre ans, au programme de recherche commun « ESPRIT ».

Cet effort pour développer de nouvelles technologies est largement comparable à celui des États-Unis et du Japon dans le même domaine de recherche.

Bull participe à plusieurs programmes dans le cadre d'ESPRIT et est chef de file de trois d'entre eux.

Autre exemple, le Centre de Recherche Commun créé début 1984 entre Bull, l'Allemand Siemens et le Britannique ICL pour des études dans des domaines avancés, notamment les systèmes d'aide à la décision et l'intelligence artificielle.

Ce Centre installé à Munich est animé par une équipe comprenant des chercheurs des trois nationalités sous la direction d'un Français.

L'importance formidable de l'interconnexion des systèmes informatiques au moyen de réseaux de transmission d'informations adaptés a conduit Bull à prendre une part active aux travaux de normalisation internationale.

En avril 1984, un important accord a été signé entre les douze plus grandes firmes européennes d'informatique portant sur la sélection de standards internationaux que ces constructeurs s'engagent à mettre en place dans leurs équipes produits des 1985.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Bull dispose d'un réseau d'alliances industrielles solide. Au premier rang de ces partenaires demeure Honeywell. Bien que la part de celui-ci dans le capital de CII Honeywell Bull, l'une des filiales du Groupe Bull, ait été ramené à 8 %, ceci n'affecte pas la coopération dans le développement des grands et moyens systèmes, ni les accords sur le plan commercial. Aux termes de ceux-ci, Honeywell distribue les produits Bull en Amérique du Nord, en Italie, en Grande-Bretagne, au Japon et dans certains pays d'Extrême-Orient.

D'autres accords avec Convergent, Vertex, MPI, etc., permettent à Bull de disposer d'équipements particulièrement compétitifs au niveau international.

Tout dernièrement, Bull a conclu un accord avec le Japonais NEC, pour la fabrication et la commercialisation d'un ordinateur de haute puissance complétant le haut de la gamme offerte par le Groupe a ses clients.

Parallèlement, Bull a engagé des opérations de coopération industrielle et de transfert de technologie avec plusieurs pays.

Ainsi, l'accord de coopération technique et commerciale conclu entre Bull et le Groupe brésilien ABC a débouché sur la création d'une société commune « ABC Bull Telematics ».

Cette filiale fabrique sous licence depuis cette année l'ordinateur français DPS 7 pour les marchés d'Amérique du Sud.

Bull

LA GUERRE DES SATELLITES EST COMMENCÉE

«Sus à l'Europe !» Ce n'est pas le titre du dernier film de Spielberg mais le mot d'ordre des Américains qui ont bel et bien déclenché la guerre des satellites de télévision. Avec en ligne de mire, la France coupable d'être la seule à fabriquer un matériel pouvant arrêter leur hégémonie.

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

«LES responsables et les collaborateurs des trois chaines doivent s'entendre et unir leurs efforts pour produire un programme qui sera reçu par presque toute l'Europe.» Ainsi parlait il y a peu Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, au cours d'une émission spéciale d'Antenne 2 consacrée à l'avenir de l'audiovisuel. Il venait d'annoncer qu'un des quatre canaux du satellite français T.d.f.1 serait réservé à la télévision française de service public. On savait déjà que deux des canaux doivent être pris en charge par la C.l.t. (Compagnie luxembourgeoise de télévision). On ignore toujours comment et par qui sera utilisé le quatrième canal.

En fait, il y a encore beaucoup d'inconnues dans cette affaire. Et nombre d'incertitudes. T.d.f.1 sera-t-il vraiment mis sur orbite dans les délais prévus, à la fin de 1985 ? A cette date l'accord passé (mais non signé) avec le Luxembourg tiendra-t-il encore ? Sinon, comment pourra-t-on rendre l'opération rentable ? Et sera-t-il possible d'« arroser » l'espace européen sans l'aide de la C.l.t. ?Avec quels programmes ? Le doute n'est pas nouveau : il a surgi au printemps dernier dans la bouche de deux spécialistes ; en l'espèce les deux derniers patrons des Télécoms qui ont fait chorus pour souligner « l'inadaptation du programme T.d.f.1 ». D'où une autre question : le satellite français est-il déjà dépassé techniquement ? Il est vrai que d'autres satellites s'annoncent plus performants : quand le modèle français n'offre que quatre canaux les modèles américains en annoncent seize.

Ce n'est pas par hasard que la question se pose désormais ainsi : le premier satellite de télévision qui arrosera l'Europe sera-t-il français ou américain ? C'est tout simplement parce que les Français, bien ou mal préparés, sont les seuls à disposer d'un matériel qui peut encore empêcher les Américains de faire main basse sur l'espace européen télévisuel. « Sus à l'Europe ! » Ce n'est pas de la science-fiction. Les Américains ont bel et bien déclenché la guerre des satellites (de télévision). Ils sont bien décidés à tout tenter pour déverser sur l'Europe leurs programmes, leurs messages publicitaires, leurs « nouvelles images » et leurs banques de données. Ils sont passés à l'offensive avant l'arrivée de l'été. Quand personne ne les attendait. Avec le projet Coronet. L'aventure de ce cheval de Troie « yankee » vaut d'être contée par le menu. Elle n'est sûrement pas la dernière du genre...

« Valse à mille temps »

Drôle de valse que cette danse de plusieurs mois. Tantôt valse-hésitation, tantôt valse-précipitation. Bizarrement rythmée, donnant l'impression de ne jamais finir, comme la fameuse « Valse à mille temps » de Jacques Brel.



Elle semblait pourtant partie normalement...

Premier temps : hiver-printemps 1983-84. Les gouvernements luxembourgeois et français négocient tranquillement. Chacun a son projet de satellite. Pourquoi ne pas s'unir ? Ce ne devrait pas être impossible. La France, par l'intermédiaire d'Havas, ne possède-t-elle pas des intérêts dans la C.l.t., qui est la société mère de R.t.l. ? Le Luxembourg, à travers R.t.l., ne détient-il pas quelques intérêts sur le territoire français ? Si le Luxembourg abandonnait son projet Lux-Sat, la France pourrait lui réserver deux canaux sur T.d.f.1. : un pour les programmes en français, l'autre pour les programmes en allemand... Bien sûr, le Luxembourg ne veut pas louer ces deux canaux trop cher. Bien sûr, au ministère français de l'Economie on crie casse-cou. Mais ce ne sont pas là de gros obstacles : quand on discute gros sous c'est qu'on n'est pas loin d'aboutir !

Deuxième temps : parallèle au premier. Personne n'y prête vraiment attention. Le chef du gouvernement luxembourgeois Pierre Werner, confirme sa démarche de l'été 1983 : il avait alors fait une demande d'obtention de fréquence-satellite auprès de l'Union internationale des Communications. Du côté français, on se dit que Werner agit ainsi pour faire monter les enchères mais qu'il n'a pas vraiment les moyens de faire financer un satellite par les seuls 360 000 habitants de son pays ! C'est sûr, Werner bluffe...

Un Luxembourgeois un peu mégalo

Troisième temps : 25 mai 1984. Coup de tonnerre. Pierre Werner abat la carte qu'il gardait dans sa manche : un satellite américain déguisé en satellite luxembourgeois ! Il annonce en même temps la création d'une « société luxembourgeoise de satellites » et la cessions des opérations de lancement et d'exploitation du premier satellite luxembourgeois au consortium américain Coronet. Dans la foulée, Werner s'assoit à la même table que Clay Whitehead, le patron de Coronet, et ils signent ensemble un « protocole d'accord ». Le gouvernement luxembourgeois a joué sur les deux tableaux : l'américain et le français. La France est cocue, son projet est foutu !

Quatrième temps : fin mai 1984. Chef de gouvernement sortant, sachant qu'il ne se représentera pas aux élections législatives du 17 juin, Pierre Werner continue sa partie de

(suite en page 30)

(suite de la page 29)

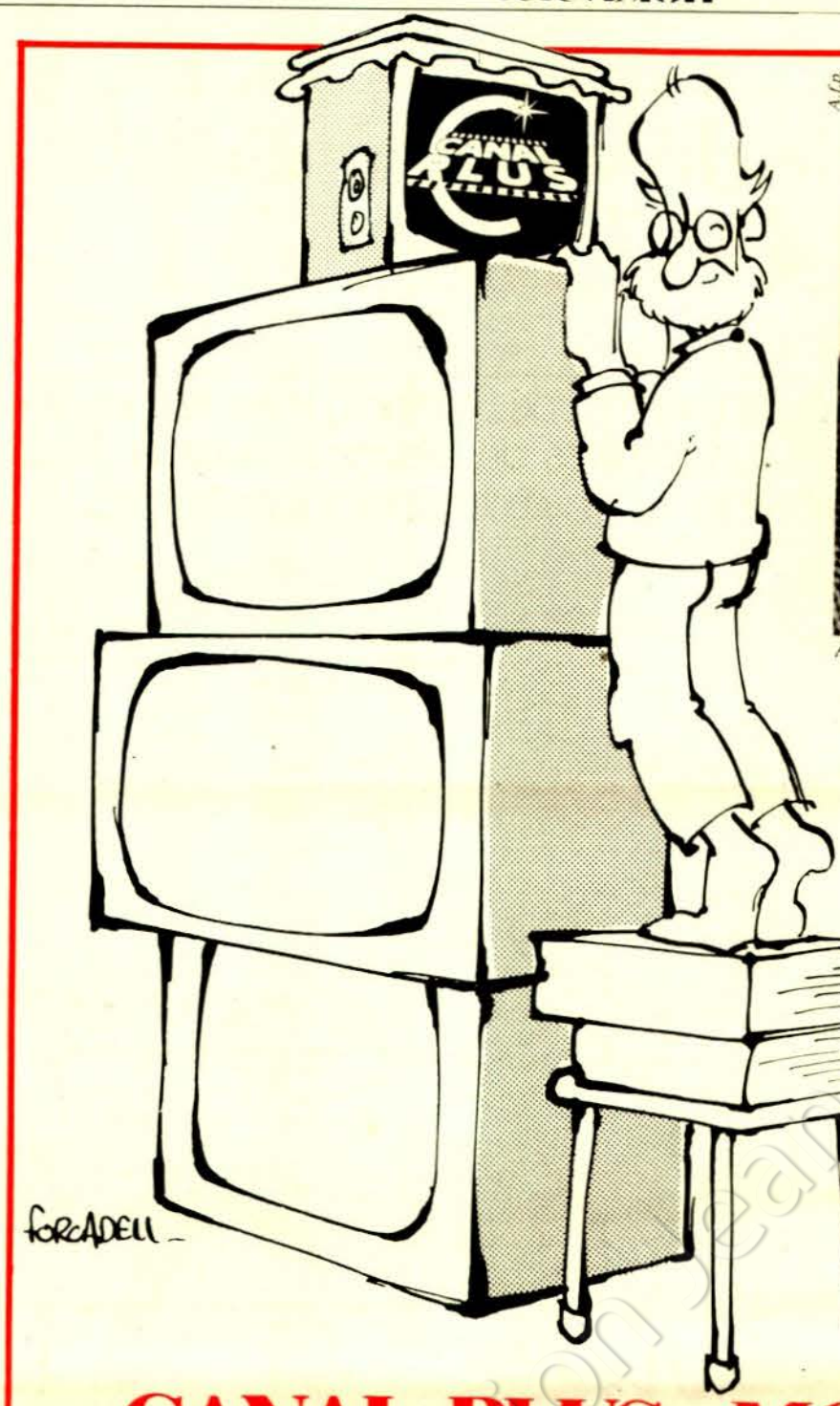
poker sans risques : pourquoi la C.l.t. ne se contenterait-elle pas d'un seul canal sur T.d.f.1 ? Ainsi la C.l.t. parlerait français sur T.d.f.1 et allemand sur Coronet (les autres canaux de Coronet diffusant essentiellement des programmes « made in U.s.a. »). Ainsi, le Luxembourg, très petit pays, s'offrirait le luxe de disposer à peu de frais de deux satellites. Ainsi, le nouveau paysage audiovisuel européen serait-il entièrement dessiné à partir du Grand Duché. Là, on est obligé de se demander si Werner n'est pas un peu mégalo...

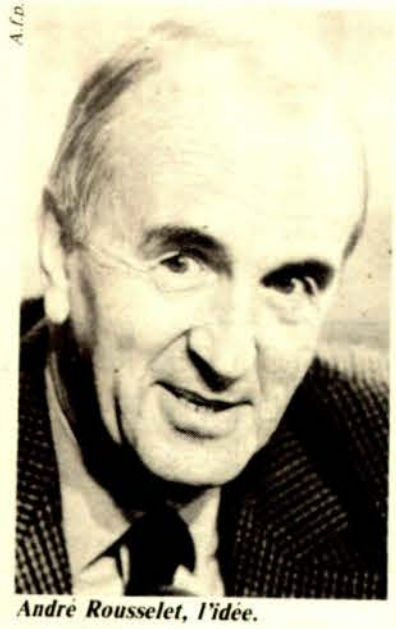
Cinquième temps : juin 1984. C'est la riposte générale. A Paris et à Luxembourg. Louis Mexandeau, ministre des P.t.t., déclare que la France est prête à « relever le défi » du « satellite Coca-Cola ». On foncera, c'est juré, c'est promis. Et T.d.f.1 sera sur orbite avant Coronet. On verra bien comment réagiront les Luxembourgeois. Même attitude à Havas ; son p.-d.g. André Rousselet lance un « avertissement courtois » au gouvernement luxembourgeois : « Le satellite français sera opérationnel avant Coronet, et l'expérience prouve qu'en matière audiovisuelle la prime du premier occupant joue à fond. » Tant pis pour les retardataires. Nouvelle version de « les absents ont toujours tort ». La « sortie » de Rousselet pèse d'autant plus lourd qu'Havas détient la majorité au sein de la C.l.t. Et la C.l.t. a d'autant plus de poids qu'elle est la « vache à lait » du Luxembourg : chaque année, en taxes et en impôts, elle fournit l'essentiel de ses ressources publiques à l'État luxembourgeois. Aussi, quand la C.l.t. menace de traîner le Grand Duché en justice, Pierre Werner doit commencer à se demander s'il a vraiment réussi son coup...

Une volée de plombs

Sixième temps : juin 1984, encore. C'est maintenant l'Europe qui passe à la contre-offensive. Tout le monde se rallie au point de vue de la France exprimé par Georges Fillioud : le choix de Coronet serait « en contradiction avec les intérêts des pays européens ». Entendez : intérêts économiques et intérêts culturels. Et Eutelsat, l'organisation européenne de télécommunications par satellites, invite publiquement et officiellement les vingts pays membres de l'association « à s'abstenir de conclure tout accord visant à l'utilisation d'un système de satellite qui fournirait des services publics de télécommunications internationales en Europe ». En clair : si Coronet est mis sur orbite, il faut que l'Europe boycotte ses programmes. Avec cette menace Coronet prend une volée de plomb dans l'aile.

Septième temps : juin 1984, toujours. L'Allemagne vole au secours de la France. Le sommet franco-allemand de Rambouillet entre Helmut Kohl et François Mitterrand, a eu lieu le 29 mai 1984, quatre jours après l'annonce de l'opération Coronet par Pierre Werner. Les deux chefs d'Etat





A.f.p.

André Rousselet, l'idée.



Sygma

Pierre Lescure, les programmes.



Gamma

Philippe Ramond, la gestion.

CANAL PLUS MODE D'EMPLOI

Deux dates : 3 septembre 1984, 4 novembre 1984. Canal Plus, la « quatrième chaîne », comme on disait il y a encore un an, ne démarrera effectivement que le dimanche 4 novembre à 11 heures du matin avec le film « l'As des As ». Mais, depuis lundi dernier l'opération de lancement est commencée : avis aux amateurs !

Canal Plus vous intéresse ? Vous l'ignorez parce que vous ne savez pas encore très bien ce que sera cette nouvelle chaîne. Vous vous posez beaucoup de questions ? Vous trouverez ci-après les réponses que nous pouvons déjà vous fournir. Pour le reste, nous ferons comme vous : nous jugerons sur pièce.

● ***Comme recevoir Canal Plus ?***

En payant un abonnement mensuel de 120 F.

En vous faisant prêter un décodeur par la chaîne qui vous demandera 420 F de caution et vous rendra cet argent le jour où vous arrêterez votre abonnement. Un code personnel vous sera attribué qui changera chaque mois. Sans ce numéro de code les images de Canal Plus resteront brouillées sur votre téléviseur.

● ***Où peut-on s'abonner ?***

On peut aller ou écrire aux adresses suivantes : Canal Plus, 78 rue Olivier-de-Serres 75015 Paris; 27/29 rue Ferrandière 69002 Lyon; 17 rue Jean-Roisin 59000 Lille; 10 place du Général-de-Gaulle 13001 Lille; 7 avenue de Suède 06000 Nice.

On peut également téléphoner au 16/1/530.10.10.

● ***N'importe quel téléviseur peut-il recevoir Canal Plus ?***

Non. Seuls les récepteurs achetés depuis 1981 pourront recevoir Canal Plus sans subir de modification. Pour les téléviseurs plus anciens il faudra se procurer un adaptateur... qui n'est pas encore dans le commerce. Canal Plus vous préviendra certainement quand les adaptateurs arriveront sur le marché.

● ***Canal Plus sera-t-il diffusé sur tout le territoire ?***

Non. Dans un premier temps, seules les régions parisienne, lilloise, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur seront desservies. Pour vous brancher dans les autres parties de l'Hexagone, il faudra attendre 1985 ou 1986, selon les cas.

● ***Peut-on capter Canal Plus avec n'importe quelle antenne ?***

En principe non. Théoriquement, vous devez faire appel à un « antenniste » agréé (écrivez ou téléphonez à Canal Plus pour avoir des adresses) qui vous placera une antenne individuelle (550 F) ou collective (2500 F pour un immeuble de 50 appartements). Pratiquement, certains émetteurs doivent permettre de capter Canal Plus sur le réseau UHF comme on capte déjà T.f.1, Antenne 2 et F.r.3. Pratiquement aussi, dans certains cas, votre vieille antenne VHF, celle qui attrapait la télé en noir et blanc, devrait pouvoir prendre Canal Plus.

Ce qui veut dire qu'avec une antenne VHF achetée d'occasion chez qui vous voulez ça devrait pouvoir marcher. Chut...

● ***Pourra-t-on « magnétoscoper » Canal Plus ?***

Oui, à condition d'acheter un petit fil pour relier le magnétoscope au décodeur.

● ***A-t-on idée de ce que sera la grille des programmes de Canal Plus ?***

La première grille est déjà connue.

Canal Plus consacrera 40 % de son temps d'antenne au cinéma : 320 films par an; chaque film étant rediffusé six fois en 15 jours; chaque journée apportant en moyenne sont lot de 5 films.

La fiction (téléfilms, séries, feuilletons) occupera 25 % de la grille.

Les 35 % restants seront partagés entre le sport et les spectacles.

● ***« L'As des As » donne-t-il le ton au cinéma sur Canal Plus ? N'aura-t-on droit qu'à des films de Gérard Oury ou de la même eau ?***

Non. Pendant le premier mois, par exemple, on pourra aussi voir « Pauline à la plage » de Rohmer, « Danton » de Wajda, « Identification d'une femme » d'Antonioni, « El » de Bunuel, « All that jazz » de Fosse, etc.

● ***Y aura-t-il des jeux sur Canal Plus ?***

Oui, chaque jour à 12 h 30. Il y aura aussi un hit-parade, un horoscope, de la gym et la météo plusieurs fois par jour.

● ***Connaît-on les noms des principaux animateurs de Canal Plus ?***

Au début était André Rousselet. Vinrent Pierre Lescure et le trio de « 7 sur 7 » (Burgat, Gilbert, Boulay) qui a pris les informations en main. Puis Michel Denizot qui animera la tranche matinale 7 h-9 h. Puis Antoine de Caunes qui présentera une émission pour les jeunes chaque jour à 18 heures. Puis Olivier de Kersauzon qui sera à l'antenne chaque samedi soir... pour concurrencer Michel Polac.

● ***Est-ce qu'il y aura des spots publicitaires sur Canal Plus ?***

Non. Mais certaines émissions seront « sponsorisées ». Et le nom du « parrain » apparaîtra au générique des émissions concernées.

● ***Est-ce que Canal Plus ne coûtera pas un peu cher pour pas grand chose « en plus » ?***

Si vous vous abonnez, sachez que Canal Plus vous coûtera exactement 4 francs par jour. A vous d'estimer alors si vous en avez ou non pour votre argent.

collection Jean Jaurès

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

T.f.1. Cent quatre-vingt-deux jours pour l'Europe, émission de François Lanzenberg et Brigitte Matron ; réalisation de Guy Seligman - 21 h 35.

Depuis le 1er janvier 1984, François Mitterrand est président du Conseil européen, héritier d'une Europe en plein marasme. Cinq mois après sa nomination, on trouvait enfin une solution au problème de la contribution budgétaire britannique et l'Europe reprenait du poil de la bête. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Marlène Dietrich, récital, émission réalisée par Clark Jones - 22 h 35...

Avenue Montaigne, Paris VIIIe, vous pouvez toujours sonner : il n'y a plus d'Ange bleu au numéro que vous avez demandé. Depuis huit ans Marlène a cessé de sortir, de parler, de voir des gens, de recevoir des journalistes et même des amis. A peine a-t-elle consenti à rédiger des mémoires que ses vrais fans feraient bien d'oublier... Alors, raison de plus pour s'accrocher au téléviseur et magnétoscoper ce récital londonien de 1974 où le mythe interprète, entre autres, « I get a kick out of you », « Boys in the backroom », « The laziest girl in town », « Honeysuckle rose », « Falling in love again », « Lili Marlene » et, bien évidemment, « Lola ». Raâah...

A.2 Ciné-été : « L'Homme fragile », de Claire Clouzot - 22 h 55.

Femme prétendument forte contre mec en coton : côté cœur est-ce le pied ? Un témoignage à vif sur une société en mutation.

F.r.3. Vendredi, émission d'André Campana : « Milliards en cavale », reportage de Jean-Charles Deniau ; réalisation d'Antoine Léonard-Maestrati - 20 h 35.

Le Liechtenstein change de monarque. Mais les coffres ne changent pas de serrure.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

T.f.1. Théâtre : « le Vison voyageur », de Ray Cooney et John Chapman ; adaptation de Jean-Loup Dabadie ; mise en scène de Jacques Sereys - 20 h 35.

Les mésaventures d'un manteau de vison, ultime invention de la très sérieuse maison « Bodley, Bodley and Crouch ». Du Boulevard très britannique.

Alfred Hitchcock présente : « Crime parfait » - 22 h 35.

Un détective criminologiste fier de son infaillibilité se retrouve soudain accusé d'erreur judiciaire. Avec Vincent Price.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

T.f.1. « Le Bon, la Brute et le Truand », de Sergio Leone - 20 h 35.

« Once upon a time in America. » C'était l'aube du western spaghetti, Leone parodiait ses maîtres avec génie, Clint Eastwood n'avait pas encore inventé l'inspecteur Harry et on n'était pas encore saturé du zinzin musical d'Ennio Morricone. Souvenirs, souvenirs...

LUNDI 10 SEPTEMBRE

T.f.1. « La clé sur la porte », d'Yves Boisset - 20 h 35.

Clé sur la porte, discussions en tout genre : le look « cool » d'une femme prof nouvelle manière. Un beau roman de Marie Cardinal passablement aplati par Yves Boisset. Mais c'est du solide. Avec Annie Girardot.

A.2. « La Tragédie de Carmen », de Peter Brook - 20 h 35.

Peter Brook avait trois Carmen sur scène. Au cinéma il a donc réalisé trois films, se refusant à tout choix qui, pour lui, eût ressemblé à du favoritisme. Antenne 2 diffusera donc les trois versions cinématographiques de l'opéra de Bizet revu par Marius Constant. Après la « Carmen » d'Eva Saurova, programmée en décembre 1983, voici celle de la française Hélène Delavault. A ne pas manquer tout en attendant la version de Zehava Gal, peut-être la plus troublante. En simultané sur France-Musique.

Prélude à la nuit, émission proposée par Charles Imbert : Henri Duparc, « mélodies », par Roger Soyer, basse. 23 h 25.

MARDI 11 SEPTEMBRE

T.f.1. L'Equipe Cousteau en Amazonie, série de six émissions proposées par Jacques-Yves et Jean-Michel Cousteau - Première émission ; « Au pays des mille rivières) - 20 h 35.

Au début de l'année 1983, le commandant Cousteau et l'équipage de la Calypso ont commencé un examen du bassin de l'Amazonie. Récit détaillé en six soirées passionnantes.

A.2. « Comment se débarrasser de son patron », de Colin Higgins 20 h 40.

Le féminisme militant de Jane Fonda passé, ici, au tamis de la comédie humoristique. Résultat : un film hypersympa à la causticité qui fait mouche. Aux côtés de Jane, Dolly Parton, Lily Tomlin et, qui l'eût cru, Sterling Hayden.

F.r.3. « le Désert des Tartares », de Valerio Zurlini - 20 h 35.

Une chose est sûre : Dino Buzzatti, auteur du « Désert des Tartares », n'a pas plagié « le Rivage des Scyrthes » de Julien Gracq, roman quasiment similaire sur l'attente comme unique condition humaine. Alors ? Encore un mystère de la littérature qui bénéficie d'un non-lieu. En tout cas, Valerio Zurlini a fait ce qu'il a pu pour suivre à la lettre une histoire irracontable et transposer un chef d'œuvre totalement inadaptable. Résultat : une impression d'eau tiède.

L'émission de la semaine : « Le bébé est une personne », série de trois émissions proposées par Gilbert Lauzun, Tony Laine et Bernard Martino. Première émission : « Voyage au centre de la mère », T.f.1, mercredi 12 septembre, 21 h 25.

Depuis une vingtaine d'années, les connaissances relatives à la petite enfance ont fait un bond spectaculaire. On commence à comprendre que le bébé est avant tout un être de relation et très accessoirement, en définitive, ce tube digestif que nous décrivaient il n'y a pas si longtemps les manuels de pédiatrie.

A partir de quand le fœtus commence-t-il à percevoir les signes du monde extérieur et à lui répondre ? Des expériences récentes comme celles de Denis Querley à Roubaix viennent de nous prouver qu'il existe bien une audition prénatale pour l'enfant, et que cette audition — notamment la voix maternelle — imprimera une marque particulièrement durable sur sa vie future. Mais certains vont encore plus loin, expliquant, tels René Frydman et Jacques Testart — les pionniers de la fécondation in vitro en France—, que c'est bien avant sa naissance, à l'heure de sa conception, lorsque l'idée d'un bébé germe dans la tête des parents, que le destin d'un enfant est en partie scellé. Une enquête passionnante à ne pas manquer.

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

A.2. « Un homme va être assassiné », téléfilm de Dolorès Grassian d'après un scénario de Gébé - 20 h 35.

Comment réagit-on devant les événements les plus monstrueux



Liv Ullman dans « Scènes de la vie conjugale ».

lorsque ceux-ci ont le tact d'intervenir de façon homéopathique dans la vie de tous les jours, sans paraître en bouleverser le cours ? Une analyse vitriolée de la passivité générale filmée comme une satire policière. Avec Julien Guiomar, Dominique Blanchar et Jacques Rosny.

F.r.3. « Scènes de la vie conjugale », d'Ingmar Bergman, version télévisée en six épisodes - 22 h 20.

La vie d'un couple passée au scalpel par une caméra sans concessions. Du grand cinéma que la V.f. risque de mettre totalement K.o. Le Suédois de Bergman n'est agréablement doublé que par Jacques Villeret.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

T.f.1. « La Terre et le Moulin », série de Georges Coulonges et Jacques Ertaud. Première partie - 20 h 35.

Une ferme dans la campagne queyrenoise. La mort du vieux Léon Nadal, figure imposante de la région et les amours torturées de sa fille Marie-Paule qui a trouvé le moyen de tomber en pâmoison devant un paysan demeurant à soixante kilomètres de son exploitation familiale. Pour les amateurs du retour à la nature.

A.2. « La Vallée des poupées », de Walter Grauman, d'après le roman de Jacqueline Susann - Première partie - 20 h 35.

Tiré d'un best-seller, un téléfilm fleuve qui raconte le destin de trois femmes pas vraiment nées pauvres mais prêtes à tout pour réussir, s'imposer, aimer et être heureuses. Que ce soit à Hollywood, à New York ou à Paris. Mais la roue de la chance ne tournera qu'une fois. Avec Catherine Hicks, Lisa Hartmann, Veronica Hamel et James Coburn.

F.r.3. Cinéma sans visa, émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « Hamsin », film israélien de Daniel Wachsman - 20 h 35.

Le drame des relations impossibles entre Israéliens et Arabes, deux années avant l'« Hanna K » de Costa Gavras. Le débat qui suivra le film réunira le réalisateur, Jean Daniel, directeur du « Nouvel Observateur », Tams Colan, journaliste israélienne et, hors propos, la comédienne indienne Smita Patil.

ont parlé de l'O.p.a. américaine sur l'audiovisuel européen. Elle ne leur plaît guère. Elle leur plaît d'autant moins que T.d.f.1, pour sa conception et sa construction, est le fruit de la collaboration industrielle franco-allemande. Ce n'est donc peut-être pas par hasard que le gros éditeur allemand Bertelsmann, qui devait s'associer aux Américains pour financer Coronet, retire ses billes. Le gouvernement luxembourgeois doit commencer à se sentir bien isolé...

Huitième temps : mercredi 20 juin 1984. La France reprend l'avantage. Comme si rien ne s'"était passé depuis le 25 mai, comme si Coronet n'était pas une manace, le gouvernement français passe la vitesse supérieure. A la sortie du Conseil des ministres, Roland Dumas annonce : que T.d.f.1 sera mis en exploitation dès 1986, que la société chargée d'exploiter et de gérer T.d.f.1 va être immédiatement constituée, que les négociations vont reprendre avec le Luxembourg.

Neuvième temps : 23 juillet 1984. Volte-face au Luxembourg. Le nouveau chef de gouvernement qui succède à Pierre Werner, Jacques Santer, calme le jeu ; il confirme la C.l.t. dans son rôle de « pilier central du secteur audiovisuel luxembourgeois » et d'exploitation du satellite français T.d.f.1, il annonce la fin de la brouille avec la France et la reprise des négociations, il accepte une clause de non-concurrence entre Coronet et T.d.f.1, il promet que Coronet ne comprendra ni programme français ni programme allemand.

Du bien beau monde !

Provisoirement, la valse s'arrête au neuvième temps. Mais rien n'est acquis. Même si Coronet se fait discret tandis que T.d.f.1 occupe à nouveau l'avant-scène de l'actualité. Même si pour le gouvernement luxembourgeois le projet Coronet est devenu « le projet du Luxembourg avec des capitaux étrangers, notamment américains. » Malgré une situation qui s'est complètement retournée en faveur de T.d.f.1 en l'espace de deux mois (entre le 25 mai 1984 et le 23 juillet 1984), l'Europe n'a pas encore gagné la guerre des satellites. Elle a simplement décidé de jouer la carte française. Laquelle carte a gagné une manche, pas la partie. Au ministère des P.t.t. on avoue « off the record » : « T.d.f.1, c'est un pari. Ce n'est pas parce qu'on joue qu'on gagnera. Mais, si on ne joue pas, c'est le satellite américain qui gagnera. »

Car telle est bien l'enjeu : faire gagner T.d.f.1 pour que l'Europe ne soit pas « américanisée » par Coronet. Le cheval de Troie luxembourgeois ne rue plus dans les brancards européens pour l'instant. Officiellement, le chef du gouvernement du Luxembourg ne le met plus en avant, mais il n'a pas non plus déclaré qu'il avait l'intention de s'en débarrasser. C'est évident : le danger Coronet existe toujours. Il a déclenché une première tempête. Il attend un moment favorable, pour jouer les cyclones. Il en a les moyens !

Dans le montage financier de Coronet on trouve du beau monde : Clay Whitehead, le patron de l'opération, est d'un côté un ancien conseiller de Richard Nixon et de l'autre l'ancien directeur général de la Hugues Aircraft Company, le premier constructeur du monde de satellites. Clay Whitehead s'appuie à la fois sur le groupe de presse « Time-Life » et sur Home Box Office, la première chaîne de télévision à péage d'Amérique du Nord. Il a également négocié la participation de la Salomon Brothers, une grosse banque d'investissements américains. De tels « arrières » lui ont permis de séduire un réseau câblé anglais, une société de cinéma allemande et deux télévisions privées italiennes. Mais cette caution européenne n'est qu'un leurre : Clay Withehead n'a pas l'intention de fabriquer des programmes européens ; il entend monter une « T.v. internationale » sur la base des programmes américains dont dispose déjà Home Box Office.

Si Clay Whitehead réussit à imposer Coronet aux Luxembourgeois, c'est tout le système européen des télévisions et des télécommunications qui sera envahi par des matériaux américains ; ce sera autant de moins pour les Européens en industries de programmes, en recettes publicitaires et en banques de données ; ce sera la porte ouverte aux géants des télécommunications américains (A.t.t., I.t.t., etc.) ; ce sera le modèle culturel américain à toute heure sur la majorité des canaux ; ce sera le rabotage des cultures européennes par l'américaine ; ce sera la mort de la création artistique européenne dans sa diversité.

Il n'est pas besoin d'être américanophobe pour craindre une telle normalisation. Il n'est pas besoin d'être chauvin pour vouloir se garder d'un tel risque.

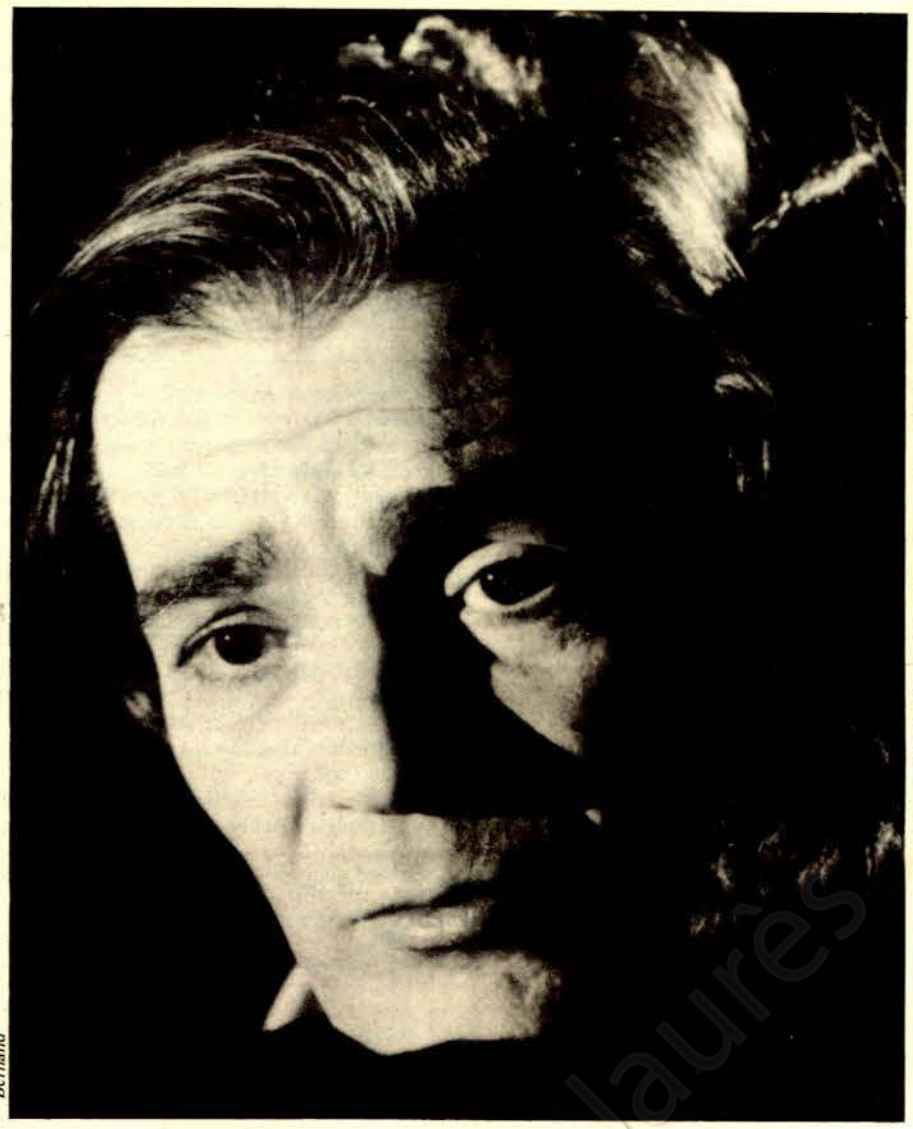
Il ne faut pas seulement que Coronet perde l'actuelle bataille des satellites en Europe. Il faut aussi que T.d.f.1 puisse un jour gagner la guerre. Et, pour ce faire, il faut que la collaboration industrielle franco-allemande produise rapidement des satellites de « seconde génération » disposant d'une vingtaine de canaux. Avec seulement quatre canaux T.d.f.1 ne saurait longtemps résister à l'assaut des seize canaux de Coronet... ●



Pierre Arditi et Sabine Azéma dans « l'Amour à mort ».



Avec Marthe Keller dans « les Exilés » de James Joyce.



Bernand



Bernand

Dans « Audience et vernissage » de Vaclav Havel.

PIERRE ARDITI: L'ETOFFE DES ANTI-HEROS

Avec «l'Amour à mort» d'Alain Resnais et en attendant «la Maladie de la mort» de Marguerite Duras, Pierre Arditi s'affirme comme l'un de nos comédiens les plus précieux. Non conformiste, exigeant et ennemi du profit. De gauche qui plus est. Une carrière exemplaire.

PAR FABIAN GASTELLIER

SIMON est mort et, pourtant, Simon réapparaît. L'espace d'un sursis, le temps d'un retour il reprend sa place parmi les vivants. Aux côtés d'Elizabeth, sa compagne ; auprès de Judith et Jérôme, ses proches voisins, pasteurs tous deux. Cette poignée de vie en plus, fluide comme du sable, que va-t-il en faire ? Ce retour du monde des morts, c'est le thème du dernier film d'Alain Resnais. Un chef-d'œuvre déchirant.

Simon, visage bouleversant, hagard, perdu, c'est Pierre Arditi. Un comédien pas comme les autres ; un acteur en état d'urgence qui n'en finit pas, théâtre après théâtre, et film après film, de s'imposer comme l'une de nos meilleures recrues. A l'heure où la France du Spectacle se cherche des jeunes loups un peu n'importe où, Arditi est un être à part, hors normes et rigoureux dans ses choix. Derrière lui, un parcours presque sans faute. Normal, dans ces conditions, qu'Alain Resnais l'ait invité dans ses films. Par trois fois déjà : en 1980 pour « Mon oncle d'Amérique », en 1983 pour « la Vie est un roman » et aujourd'hui, avec le rôle terrible de Simon dans « L'Amour à mort ». Un triptyque enchanteur qui marque la fidélité. Pas la facilité . Mais Pierre Arditi, quarante ans, ex-élève de Tania Balachova, ex-compagnon de route de Marcel Maréchal n'est pas un homme de facilité. Les concessions, le petit roupillon que l'on pique à l'abri des lauriers, très peu pour lui. Aux prises avec un métier de funambule, il préfère encore ajouter le risque du sans filet. Non par héroïsme, mais parce qu'il ne saurait être autrement. C'est le théâtre tout en demi-teintes du Tchécoslovaque Vaclav Havel qui lui apporte brusquement, en 1978 avec « Audience et vernissage », les sunlights de la célébrité ? Eh bien ! il refuse du jour au lendemain de jouer une autre pièce du même auteur. Crainte de la routine, peur des étiquettes, refus de ces moules à l'intérieur desquels on n'évolue plus ; où l'on ne devient que le clone de soi-même...

Pari tenu

« J'ai pris conscience très brutalement du fait que j'étais incapable de tricher, de mentir », explique-t-il. « C'était en 1975, alors que je jouais « Rosencrartz et Guildenstern sont morts », de Tom Stoppard. J'ai soudain découvert le contenu de mes valises, commencé à comprendre où je devais aller et ce que j'avais à véhiculer. J'ai pigé une chose, surtout, qui devait être capitale : que je n'avais rien à démontrer ; qu'on m'accepterait – ou pas – tel que j'étais ! » Un pari presque irréalisable dans une profession guettée par le chômage comme le Chaperon rouge par le méchant loup. Pourtant, dix ans plus tard, Arditi peut se réjouir : pari tenu. A une ou deux exceptions près, histoire de gagner sa croûte, il n'a pas à rougir de ses apparitions. Voire de ses non-apparitions : ne fut-il pas le meilleur interprète d'« Un amour de Swann » de Volker-Schlöndorff en se contentant de prêter sa voix à Jeremy Irons et d'offrir au public la seule véritable présence proustienne de tout le film ?

Pierre Arditi n'a pas de recette. Plutôt une ligne de conduite : se moquer du profit. Pas facile dans un univers régi par le box-office... « J'ai hérité cela du théâtre, estime-t-il. C'est l'un des derniers lieux où l'aventure existe encore. Tout simplement parce que le théâtre ne draine pas le gros capital, contrairement au cinéma qui est une industrie. Le moindre petit film tourne très vite autour des cinq cents millions de centimes et personne n'a envie de se suicider en ayant déboursé une pareille somme. C'est le cercle vicieux, la nécessité de la rentabilité. Alors, on finit par pondre des produits ciblés... »

La faute aux producteurs, qui ne mouillent plus chemises et cigares comme les Salzmann et autres Selznick des années dorées du vieil Hollywood ? « D'une certaine façon, oui, reconnaît Arditi. Parce que nos producteurs, aujourd'hui, se contentent de manipuler des gros billets sans plus croire à rien ; sans plus croire à la magie d'une histoire à raconter, ce qui est pourtant la colonne vertébrale essentielle du septième art. Pour faire du fric, on réunit sur un plateau des ingrédients a priori vendeurs en se disant qu'ainsi on va vendre encore. Pas étonnant qu'avec un pareil système on finisse par se planter bel et bien ! »

Mais c'est ainsi que la roue tourne, l'argent allant à l'argent. Et la France n'est pas encore prête à égaler les Etats-Unis où, pour lutter contre cet état de fait, certains cinéastes en sont venus à se coproduire entre eux, à donner le coup de pouce nécessaire aux productions peu évidentes... Soupir d'Arditi, constat d'impuissance : « Chez nous, seuls Claude Berri et Michel Piccoli se sont montrés capables d'un tel courage... » Re-soupir d'Arditi, constat d'admiration : « Ah ! Piccoli... l'acteur exemplaire ; l'homme tous risques... »

Un peu comme Resnais, quoi ! Ça. Pierre Arditi veut qu'on le sache. Il existe quand même des créateurs qui se battent contre vents et marées, indifférents aux sondages de popularité et qui, du coup, sont logiques avec eux-mêmes. Une question d'éthique, terme désuet... « Le drame, constate Arditi, c'est la mode qui envahit tout en se faisant passer pour la nouvelle échelle des valeurs. Terrifiant. Resnais, c'est le contraire d'un individu à la mode, qui suit la mode. S'il connaît une grande notoriété internationale parce qu'aux yeux des autres et au même titre que Truffaut il est la France, ici il n'a jamais gagné le gros lot. Un film avec Belmondo, « Stavisky » a été un échec relatif et « la Vie est un roman », un échec complet. Si « Providence » a marché, c'est presque grâce à la consécration des Césars. Seulement voilà, entre les zozos à gadget qui seront démodés le soir même et les êtres qui bâtissent une œuvre qui résistera au temps, moi, j'ai choisi. Je refuse d'entrer dans un système qui finira par faire prendre un spot publicitaire pour une tragédie de Racine ! »

Pierre Arditi, comédien responsable. Qui sait que l'on ne bouscule pas facilement les mentalités, mais ne s'estime pas vaincu pour autant dans son espérance de voir apparaître un jour un homme nouveau.

Pierre Arditi, un acteur qui se veut citoyen à part entière, qui se bat pour et tient, effectivement, des propos fort peu « à la mode » en ces temps où être à gauche n'est guère prisé dans le flot des opinions courantes. Mais – c'est Arditi qui pose la question – doit-on impunément laisser courir les opinions courantes ? ●

Fondation Jean Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325